GRASPE

Groupe de Réflexion sur l'avenir du Service Public Européen
Reflection Group on the Future of the European Civil Service

G

R

A

S

P

E

Cahier n° 53
Juin 2026

Éditorial : L'Union Européenne à l'heure de son indépendance 3

Défendre un budget européen à la hauteur des enjeux existentiels pour l'Union 9

L'Europe: un État qui s'ignore, avec Sylvain Kahn 12

Du rôle stratégique des Délégations de l'Union européenne par Bertrand Soret 34

Conséquences de la guerre en Iran par Guillaume Duval 42

Europe Digital Sovereignty: where are we ? With Liviu Stirbat and Domenec Devesa 66

Droits de douane US. Que peut faire l'Europe ? par Guillaume Duval 86

Les pays du Caucase et leurs relations avec l'UE avec Jean-François Drevet 103

Climate activism in European Institutions: my history of EU Staff for Climate by Nikos Kastrinos 123

Point de vue : De nouvelles ressources pour le budget européen ? par Jean-François Drevet 129

Changer l'état des choses est aisé,
l'améliorer est très difficile
ERASME

Diffusion strictement limitée aux personnels des Institutions européennes

Éditeur responsable :	Georges VLANDAS
Rédaction :	Hugo ARCANGELI, Yves CAELEN, Louis CUZIN, Tremeur DENIGOT, Guillaume DUVAL, Tomas GARCIA AZCARATE, Nikos KASTRINOS, Andréa MAIRATE, Paolo PONZANO, Joao Paulo SIMOES DE ALMEIDA, Kim SLAMA, Bertrand SORET, Jean-Paul SOYER, Catherine VIEILLEDENT, Georges VLANDAS, Sylvie VLANDAS.
Site web et maquette :	Jean-Paul SOYER
Diffusion :	Agim ISLAMAJ

Société éditrice : GRAACE AISBL

© GRASPE 2026

Contributeurs et personnes ayant participé aux travaux du GRASPE

Envoyez vos réactions et contributions à : courrierlecteur@graspe.eu

Retrouvez tous les numéros de GRASPE sur notre site

graspe.eu

Éditorial

L'Union Européenne à l'heure de son indépendance

« Soyons assez puissants pour nous faire respecter et pour promouvoir nos valeurs de liberté et de solidarité »
Discours du Président Delors à l'Occasion de la séance d'ouverture de la 40ème Année académique du Collège d'Europe, Bruges, le 17 octobre 1989

Dans son discours sur l'État de l'Union en septembre 2025, la présidente de la Commission européenne affirmait que le temps de l'indépendance européenne était arrivé. Les observateurs plus sceptiques y ont vu une formule vague, une sorte de mantra pour rassurer l'électorat européen et cacher la faiblesse des institutions européennes. En réalité, il s'agit d'une nécessité historique dictée par les mutations géopolitiques globales. Le monde d'hier, né des cendres de la seconde guerre mondiale, fondé sur le multilatéralisme et les règles internationales est en train de disparaître. Ce monde était, en fait, fondé sur une fiction – comme l'a si brillamment évoqué le premier ministre canadien Mark Carney dans son discours de Davos – faisant croire que tout le monde pouvait prospérer sous l'hégémonie des Etats-Unis.

La réalité d'aujourd'hui est celle d'un monde hostile où émergent de nouveaux empires, marqué par des guerres et la prédation sans fin. Dans ce nouveau scénario global, les intérêts géostratégiques, voire les alliances, changent nécessairement. L'Europe, tradition–nellement alliée des États-Unis, risque d'en devenir un vassal ou un ennemi. La stratégie sur la sécurité nationale des Etats-Unis illustre la nouvelle doctrine en matière de relations internationales visant la domination américaine sur l'hémisphère occidental et la nécessité de contenir les autres puissances à vocation impériale, notamment la Russie et la Chine. Ceci est le reflet en termes géopolitiques d'un changement profond de l'économie mondiale. Selon le FMI, l'Europe a vu sa part dans le PIB mondial (en parité de pouvoir d'achat) passer de 25% en 1990 à environ 14% aujourd'hui ; celle des Etats-Unis a subi la même tendance, passant de de 22% en 1990 à environ 15% aujourd'hui ; celle de la Chine est passée de 4% en 1990 à 20% aujourd'hui. Ceci explique pourquoi les Etats-Unis ont adopté une approche particulièrement agressive vis-à-vis du reste du monde, à travers

l'imposition de tarifs douaniers élevés et des menaces à l'égard d'États souverains pour accaparer des ressources naturelles, qu'il s'agisse du pétrole, des minerais ou des terres rares.

À l'inverse, cette nouvelle réalité signifie que nous Européens devons nous défendre et dépendre de plus en plus de nos propres forces et nos alliances fondées sur des valeurs communes. L'avènement du monde brutal de Trump nous a, en réalité, rendus plus unis et plus conscients de la nécessité d'affirmer notre indépendance. La souveraineté de l'Union européenne se reflète notamment dans son engagement à renforcer la souveraineté européenne en matière militaire, énergétique et économique, tel qu'énoncé dans la Déclaration de Versailles du 10 Mars 2022. Cependant, le paysage politique européen, avec certains gouvernements nationaux dirigés par des partis d'extrême droite (ou en coalition avec d'autres forces de droite) qui contestent ouvertement les fondements de l'intégration européenne, devient un facteur limitant la capacité d'action de l'Union européenne.

Dans ce contexte défavorable, pourtant contrebalancé par une opinion publique majoritairement favorable à l'Europe, la question de savoir qu'elle est la meilleure façon d'affirmer l'indépendance de l'Europe se pose avec force. Le Groenland a été une opportunité pour l'Europe d'affirmer son unité. Si l'Europe est sortie de son long sommeil géopolitique, sa réponse demeure encore fragmentée, même si elle commence à se structurer. Une partie importante des européens prend conscience de la nécessité de stimuler une intégration plus poussée et de renforcer le soft power culturel de l'Europe face aux États-Unis, devenus de plus en plus belliqueux et imprévisibles, notamment à travers l'escalade militaire engagée contre l'Iran.

Le prix de la sur-dépendance

Les crises qui se sont succédé au cours de cette décennie ont révélé les multiples dépendances de l'Europe. M. Draghi avait bien résumé la situation : « Les Etats-Unis pour notre défense, la Russie pour l'énergie et la Chine pour son marché ». E. Letta, auteur du rapport sur le marché intérieur (« Much more than a market »), dont les propositions ont été reprises lors du sommet informel de Alden Biesen, a évoqué le risque de vassalisation de l'Europe en affirmant que si nous avons 27 marchés, nous serons une colonie des Etats-Unis en matière financière (FT, 27 juin 2025). Un marché européen des capitaux permettrait de canaliser l'épargne européenne – plus de 12 trillions d'euros investis essentiellement dans l'immobilier et la finance, surtout aux Etats-Unis – vers des investissements, faits en Europe, porteurs de

croissance, que ce soit dans les technologies numériques et l'IA ou dans la transition écologique.

Pour l'heure, l'Europe doit faire face à trois défis importants pour sa souveraineté – l'énergie, le numérique et la défense.

Le défi énergétique

À l'heure actuelle, près de la moitié de la consommation d'énergie primaire de l'Europe repose sur des importations d'énergies fossiles, bien que celles-ci soient en nette diminution du fait de la substitution progressive avec des sources d'énergie renouvelable. Après l'invasion russe de l'Ukraine, l'Union européenne a réussi à réduire de manière significative les importations de gaz russe (de 45% en 2022 à 13% aujourd'hui), celles de charbon (de 51% à zéro) et celles de pétrole (de 26% à 2%). Toutefois, face au besoin de diversifier ses approvision–nements en gaz naturel, a été contrainte de se rabattre sur une solution de rechange plus coûteuse et nocive en termes d'impact sur le climat avec le gaz liquéfié états-unien.

La guerre en Iran déclenchée par les Etats-Unis et Israël, qui a conduit à la fermeture du détroit d'Ormuz, à travers lequel transite 20% des importations mondiales d'énergie, a provoqué une flambée des prix du pétrole. Ce nouveau choc énergétique aura des conséquences économiques graves sur les économies européennes qui devront faire face à un surcoût des importations de pétrole et une recrudescence des tensions inflationnistes.

Le trilemme européen se pose donc de manière urgente : comment garantir notre sécurité énergétique sans compromettre la décarbonisation de nos économies et limiter la fourniture d'énergie à bas coût pour la population et l'industrie européenne ? Il n'y a pas de réponse simple à cette équation complexe. La solution implique, en tout état de cause, une accélération plus marquée du développement des énergies renouvelables et de l'énergie nucléaire. Tout au moins, cela permettra de réduire la dépendance structurelle des importations de gaz, quelle que soit son origine.

La souveraineté numérique

Un autre champ où s'applique le principe de souveraineté concerne les technologies numériques. L'Union européenne dispose d'un cadre réglementaire cohérent qui permet de protéger les données des citoyens européens ainsi que les entreprises européennes en leur garantissant un *'level playing field'*, c'est-à-

dire des règles du jeu équitables pour tous les acteurs indépendamment de leur taille et de leur pouvoir de marché.

La souveraineté numérique s'exprime par « la capacité de l'UE à contrôler de manière autonome ses infrastructures, ses données et ses technologies, en agissant conformément à ses valeurs et à ses intérêts, en réduisant sa dépendance extérieure grâce à des investissements stratégiques et au développement des compétences, afin de garantir son autonomie, sa sécurité et sa compétitivité à l'ère numérique ». Derrière la déclaration commune signée à Berlin le 18 novembre se cache la volonté de développer une stratégie industrielle visant à promouvoir les entreprises locales et à proposer des alternatives à la domination des géants américains de la tech. Ces entreprises ont réagi en développant des « solutions souveraines » pour l'intelligence artificielle, le *cloud computing* et des centres de données, afin d'empêcher leurs clients européens de migrer vers les infrastructures numériques européennes (le projet Eurostack). L'enjeu réside dans la question de la juridiction et de la localisation des données. De plus, la souveraineté numérique est un droit inhérent aux États, car elle implique de ne pas dépendre de juridictions non-européennes pour nos données, de résister aux pressions extérieures et d'affirmer l'intégrité de nos infrastructures souveraines.

Des pas vers une défense européenne

Il est désormais admis que la défense est essentielle pour garantir notre indépendance et notre sécurité. L'agression russe contre l'Ukraine a incité les autorités européennes à prendre des mesures importantes pour développer des capacités de défense plus modernes et transformer la base industrielle. Il s'agit de soutenir ces efforts grâce à des programmes européens tels que le programme SAFE de 150 milliards d'euros (financé par la dette commune) pour l'achat conjoint d'équipements militaires avec les États membres. Avec l'approbation du plan « Rearm EU » et du programme EDIP pour l'industrie de la défense, une véritable convergence se dessine entre les institutions européennes, alors que le Parlement européen a appelé à plusieurs reprises à adopter des mesures concrètes en faveur d'une véritable Union européenne de la défense. Notons qu'à défaut d'un budget européen plus conséquent tel que recommandé dans le rapport Draghi, les efforts ci-dessus ne sont pas à la hauteur des enjeux. Dans le contexte actuel avec des perspectives budgétaires de la prochaine période de programmation qui sont à peine équiva–lentes à ce qui a été donné dans le dernier budget, les efforts nécessaires ne pourront pas être financés.

Cependant, de nombreuses questions restent à résoudre pour progresser vers une sécurité et une défense européennes communes, malgré le soutien d'une majorité d'États membres. Un aspect clé concerne la « préférence européenne » – c'est-à-dire l'acquisition conjointe d'armements et d'équipements militaires – qui suscite des tensions entre la France et l'Allemagne. Plus précisément, concernant le prêt de 90 milliards d'euros à l'Ukraine (également financé par la dette commune de l'UE), dont une partie servira à l'achat d'équipements militaires auprès des États-Unis. La prochaine étape devrait consister en la création d'une force militaire commune de 100 000 hommes et la mise en place d'un Conseil européen de sécurité afin d'accélérer la prise de décision. Cela représenterait un tournant stratégique vers une défense européenne de type fédéral. Les dirigeants européens devront se demander s'ils préfèrent maintenir la fragmentation au sein de 27 États, chacun avec ses propres politiques et budgets de défense, ou opter pour une politique de défense fédérale unique et un budget partagé.

Pour un fédéralisme pragmatique

Dans un contexte politique défavorable, il devient légitime de se demander quelle est la meilleure façon d'affirmer son indépendance. Mario Draghi a récemment plaidé pour un « *fédéralisme pragmatique* » comme solution aux difficultés de l'Union européenne. Ce fédéralisme se traduisant par un accroissement des souveraineté partagé au niveau européen (S.Kahn 2026), s'appuierait sur des initiatives concrètes, la flexibilité et la capacité d'agir en dehors des mécanismes décisionnels intergouvernementaux, grâce, notamment, à des coalitions de pays disposés à collaborer sur des intérêts stratégiques communs. Il reconnaît en effet que la diversité des forces présentes en Europe n'exige pas que tous les pays progressent au même rythme. C'est donc le système de gouvernance qu'il faut améliorer, tout en permettant, dans ce nouveau cadre, l'exercice d'une légitimité démocratique.

Après des années de paralysie, le Parlement européen semble reprendre l'initiative pour proposer certaines réformes institutionnelles. Le PPE a proposé un traité sur la souveraineté, parmi les États qui le veulent, pour permettre une coopération renforcée en matière de politique étrangère et de sécurité. Selon les tenants de cette proposition, il s'agirait de se doter d'un cadre unifié de politique étrangère allant au-delà du principe de l'unanimité actuellement en vigueur. Ceci renforcerait la centralisation des processus décisionnels au sein de l'UE et de devenir un acteur géopolitique à part entière sur la scène internationale. Néanmoins, la proposition faite par le PPE de

fusionner le rôle du Président de la Commission et celui du Conseil de l'UE diminuerait l'efficacité de l'UE et son caractère européen garanti par le droit d'initiative de la Commission. Le Conseil européen, lui, fonctionnerait sur une base intergouvernementale et davantage nationale.

Ces idées ne sont pas nouvelles, mais elles ont le mérite aujourd'hui d'ouvrir le débat sur l'avenir de l'UE. Certains États membres sont opposés à toute intégration politique européenne ; d'autres y seront favorables car il s'agit de mécanismes flexibles, entérinant de fait une Europe à géométrie variable. Ne faut-il pas aller au-delà et marquer une ambition plus élevée en se dotant de mécanismes de coordination efficaces, que ce soit pour la défense ou l'économie, et de véritables structures politiques qui puissent garantir les biens publics dont l'Europe a besoin, y compris à travers des investissements publics de grande envergure ?

Le défi budgétaire européen

Ces investissements, de grande envergure, nécessaires à une transition climatique, à la mise en œuvre d'une politique industrielle et à la cohésion sociale sans parler de la défense, pâtissent aujourd'hui de l'insuffisance des moyens proposés pour la prochaine période de programmation 2028-2034. Les 2000 milliards proposés par la Commission, à condition qu'ils fussent acceptés par les Etats membres, correspondent à peine aux moyens budgétaires de l'actuelle période de programmation si l'on ajoute, au MFF actuel, le plan de relance. Nous sommes loin de l'ambition du rapport Draghi. Le principal enjeu politique actuel est de porter le débat budgétaire sur la place publique en prenant les citoyens à témoin et tenter de convaincre pourquoi un budget insuffisant serait délétère pour la société européenne et accroîtrait nos difficultés. Il faut rendre la société européenne consciente des enjeux et expliquer que, par ailleurs, la maîtrise des coûts budgétaires au niveau national ne peut se faire que par le biais d'une relance massive au niveau européen.

C'est l'heure de l'indépendance de l'UE. Face au repli des nations et la montée des populismes, il n'y a pas d'alternative à une Europe plus forte. C'est le moment de choix collectifs dans bien des domaines (n'oublions pas l'indépendance agricole, alimentaire et pharmaceutique) qui permettront d'assembler les pièces du nouvel édifice européen. Notre indépendance se construira aussi en renforçant nos relations commerciales avec des partenaires fiables dans un esprit de multilatéralisme et de réciprocité, fondés sur des valeurs et des principes communs.

Bruxelles, 8 mai 2026

Défendre un budget européen à la hauteur des enjeux existentiels pour l'Union

Adresse à la Présidente du Parlement européen, au Président du Conseil de l'Union européenne et à la Présidente de la Commission européenne

20/03/2026

En tant qu'agents et personnels de la fonction publique européenne, notre métier est la construction de l'Union européenne. Nous sommes aujourd'hui préoccupés. Notre Europe est confrontée à une situation aggravée de multicrise. Celle-ci est à la fois politique, géopolitique, économique, climatique et sociale.

Le modèle démocratique fondé sur l'État de droit et le droit international est contesté. Les tensions entre blocs politiques et économiques s'intensifient. De Washington à Moscou, nous devenons une cible prioritaire, notre projet européen étant explicitement attaqué, au profit des extrêmes autoritaires et populistes du continent. Nous sommes visés en tant que symbole des valeurs démocratiques que nous promouvons et revendiquons.

Par ailleurs, les conflits armés se multiplient : l'un frappe directement le continent européen, un autre embrase le Moyen-Orient, et un troisième pourrait surgir en Asie orientale autour de Taïwan, voire un quatrième en Amérique Latine... Sans compter des conflits en Afrique dont on parle trop peu. Dans le même temps, l'Union européenne elle-même est traversée par des divisions internes et voit émerger en son sein des forces ouvertement hostiles au projet européen.

C'est dans ce contexte que la Commission européenne propose un budget pluriannuel d'environ deux mille milliards d'euros, soit un niveau global comparable à celui du budget précédent si l'on y ajoute le précédent plan de relance. Or ce montant est présenté en valeur nominale : corrigé de l'inflation il représente en réalité un budget équivalent, voire inférieur, en volume. Depuis les années

80, le budget européen est restreint à 1% du PIB commun, au point que les fonds exceptionnels de toute nature se multiplient pour répondre aux besoins urgents et majeurs pour la sécurité, la prospérité et l'autonomie de 450 millions de citoyens. Plus préoccupant encore, ce budget pourtant modeste fait déjà l'objet d'une contestation ouverte de la part de plusieurs États membres.

Un tel niveau de ressources ne permettra pas à l'Union de répondre aux défis stratégiques auxquels l'Europe est confrontée: assurer sa sécurité et renforcer sa capacité de défense, mener la transition climatique et énergétique, soutenir l'investissement dans le capital humain (santé, éducation..) et la réindustrialisation du continent, renforcer la compétitivité de nos industries, ainsi que garantir la cohésion sociale et territoriale.

Les diagnostics existent. Ils sont largement documentés, notamment dans les rapports récents sur l'avenir de l'économie européenne. Les pistes de solutions sont connues. Pourtant, aucun État membre ne semble aujourd'hui prêt à porter politiquement l'ambition nécessaire.

Dans ce moment décisif, une responsabilité particulière vous incombe, à vous président.e.s des trois grandes institutions de l'Union européenne. Il vous appartient de porter ce débat sur la place publique européenne, d'en faire un enjeu démocratique et d'en exposer clairement les termes aux citoyens de l'Union. Sans ce débat, sans l'implication des citoyens européens, nous pensons que les solutions nécessaires ne seront pas promues. Nous ne pouvons pas aujourd'hui, faire l'économie de ce débat politique et démocratique.

L'expérience du Brexit devrait nous servir de leçon. À l'époque, les institutions européennes sont restées largement silencieuses face aux contre-vérités et aux simplifications qui ont dominé le débat public. Cette absence de confrontation démocratique a laissé le champ libre à la désinformation.

L'avenir de l'Europe ne peut être discuté uniquement dans des cercles technocratiques restreints. Nos sociétés ont besoin d'un véritable débat public européen, permettant aux citoyens de comprendre les choix qui s'offrent à eux et les conséquences de ces choix.

Vous disposez, par vos fonctions, de la légitimité et de la visibilité nécessaires pour ouvrir ce débat. Il vous appartient d'alerter l'opinion publique et d'alimenter le débat y compris dans les médias. Les membres de vos institutions respectives devraient y participer. Si vous ne le faites pas, personne ne le fera à votre

place — et certainement pas à temps. Car l'enjeu dépasse la seule question budgétaire. L'Union Européenne est en danger.

Le modèle européen, fondé sur l'État de droit, la protection des minorités, un socle de solidarité sociale et un engagement dans la lutte contre le changement climatique, constitue aujourd'hui l'une des rares alternatives démocratiques crédibles dans un monde marqué par la rivalité des grandes puissances. Ce modèle est contesté et fragilisé. Il doit être défendu. Le défendre exige des moyens politiques et budgétaires à la hauteur des ambitions européennes. Cela exige également un débat public clair, transparent et courageux sur les choix collectifs qui s'imposent.

L'Europe ne peut pas se permettre le repli ni l'inaction.

Si ce débat n'est pas ouvert maintenant, l'Union européenne reculera, ses principes perdront de leur force et sa capacité d'action continuera de s'affaiblir. On voit déjà, dans nos pays membres, la place importante que prennent dans les élections, des listes ouvertement opposées au principe même de la construction européenne. On voit déjà, dans notre Parlement Européen, la place importante que tiennent des groupes ouvertement opposés au principe même de la construction européenne.

L'Union Européenne est en danger et aujourd'hui, il y a déjà le feu.
Dans ce moment historique, il vous revient de prendre l'initiative de la défendre.

L'Europe : un État qui s'ignore ?

Conférence GRASPE de Sylvain Kahn (12 mai 2026)

Cette conférence se base sur l'ouvrage de Sylvain Kahn, "l'Europe un Etat qui s'ignore", Editions CNRS, 2016.

Georges Vlandas :
Chers collègues, bonjour.
Nous recevons aujourd'hui Sylvain Kahn, historien et géographe, professeur agrégé au centre d'histoire de Sciences Po Paris, où il consacre depuis deux décennies ses recherches à la construction européenne. Ancien élève de l'école normale supérieure, docteur en géographie, il est l'auteur de plusieurs ouvrages qui font référence dans le champ des études européennes, parmi lesquels « Une histoire de la construction de l'Europe depuis 1945 », paru en 2011 et « un dictionnaire critique de l'Union européenne » paru en 2008. Pédagogue, autant que chercheur, il a également animé pendant dix ans l'émission « Planète Terre » sur France Culture, témoignant d'une conviction rare dans le monde académique, celle que la géographie et l'histoire de l'Europe sont des affaires qui concernent tous les citoyens. Son dernier ouvrage, « L'Europe, un État qui s'ignore », paru en janvier 2026 aux éditions du CNRS, constitue l'aboutissement de ses deux décennies de recherches. Il y défend une thèse aussi rigoureuse que stimulante.

L'Union européenne serait déjà en actes et en institutions, une forme d'État supranational, inédit, mais une forme d'État qui ne se reconnaît pas comme tel, et dont cette méconnaissance d'elle-même fragilise la légitimité et l'efficacité.
J'en profite, chers collègues, pour d'ores et déjà vous annoncer que M. Kahn nous fera le plaisir de revenir le 9 juin prochain pour une conférence, cette fois portée sur « l'Europe face à l'Ukraine », son livre paru en 2024. Vous savez que GRASPE aussi bien que U4U soutiennent la résistance ukrainienne depuis les premiers jours, notamment en animant une association qui aide les réfugiés ukrainiens à Bruxelles.

Sylvain, à toi la parole.

Sylvain Kahn :
Bonjour à tous, bonjour à toutes. Merci beaucoup de votre invitation. J'y suis très sensible, parce qu'évidemment pour un chercheur en études européennes, un « européaniste » comme on dit dans notre jargon, c'est toujours un plaisir et même une joie, une émotion de pouvoir rencontrer, discuter, échanger avec les acteurs qui construisent l'Europe.
Je fais partie de ceux qui modestement, comme tu l'as très bien dit, essayent de rendre compte et de rendre intelligible cette construction aux citoyens européens, qui sont très nombreux. Effectivement, dans cet ouvrage qui s'appelle « L'Europe, un État qui s'ignore », l'idée de ce bouquin, c'est tout simplement d'énoncer de façon à la fois simple et sans rougir, que l'Union européenne est un État. Pas de se demander « à quelles conditions l'Union européenne pourrait devenir un État ». J'ai un certain nombre de collègues qui, évidemment, depuis des années, et de manière très nourrissante et très stimulante et très respectable, travaillent dans cette perspective. J'ai des collègues qui disent, « bien entendu, que l'Union européenne n'est pas un État et ne peut pas être un État ». Donc, on va essayer de voir, malgré tout, ce qu'elle fait, quoiqu'elle ne soit pas un État. Et parfois, il y a des livres très intéressants. Je pense, par exemple, au livre de Majone : « la Communauté européenne, un État régulateur » (1996). Dans un champ plus grand public, il y a les deux fameuses expressions de Jacques Delors qui continuent à informer le débat public : la « fédération d'État-Nation », ou bien l'OPNI, l'objet politique non identifié (UPO, en anglais). Puis il y a tous les débats que vous avez, vous aussi, en tant qu'acteurs de la construction européenne, et que nous avons dans le champ académique, sur l'Union européenne est-elle une fédération, une confédération, à quelles conditions, peut-on la comparer aux États-Unis, à l'Inde, au Brésil, etc.

C'était mon point de départ, on ne s'autorise pas à dire, « l'Union européenne, est un État ». La qualifier d'OPNI, c'est dire ce qu'elle n'est pas. Une fédération d'états-nations, évidemment, c'est très intéressant. Il y a des états-nations qui sont membres de l'Union européenne et qui forment une fédération. Mais c'est une manière de tourner autour du pot. Dire que l'Union européenne est un État, d'abord, c'est plus simple. Il se trouve que, comme ça correspond à une certaine réalité, c'est bien, parce que c'est simple à dire, c'est simple à énoncer, c'est compréhensible par tous, parce que tout le monde sait ce que c'est qu'un État. Il n'y a pas besoin d'avoir fait de grandes études pour savoir ce qu'est un État. Tous les Européens savent ce qu'est qu'un État, parce que tous les Européens appartiennent à un État. Et d'une certaine manière,

l'État appartient à chaque ressortissant membre d'un État. Et je dirais, avant de rentrer dans la démonstration, que dire cela, ça présente en plus pour moi un avantage à la fois dans le débat public et dans le débat politique, très important, qui est que la discussion porte non plus sur « est-ce que c'est bien que l'UE existe ? », ce qui est quand même encore un débat qui peut exister dans certains médias, notamment en France. Ceux que moi j'appelle « ceux pour qui l'UE fait partie du problème, voire est le problème ». Mais une fois qu'on dit que l'UE est un État, la question devient « alors on en fait quoi ? Puisque cet État existe, puisque cet État est le nôtre, on attend de lui qu'il fasse quoi ? ».

Vous voyez, je n'ai rien changé, je n'ai pas du tout l'impression d'avoir fait une découverte scientifique exceptionnelle, j'ai juste pris la même réalité, mais je lui ai donné un autre nom que celui qu'on lui donnait juste alors. Pour ceux qui font du journalisme, c'est comme déplacer l'angle de vision. La réalité qu'on regarde n'a pas changé d'un iota. Moi, je n'ai pas du tout la prétention d'avoir une pensée qui serait révolutionnaire sur l'Union Européenne. L'Union Européenne est comme elle est, elle est très bien décrite. Moi, je m'inscris complètement dans la tradition et dans les travaux de mes prédécesseurs ou de mes collègues. Je pourrais prendre Paul Magnette, que tout le monde connaît ici en Belgique, parce que Paul Magnette, avant de tomber dans la politique, a quand même été le meilleur d'entre tous les européanistes de sa génération.
Bon, voilà, bon, maintenant, il n'écrit plus, il fait autre chose. Tout ça pour dire que dire « l'Union Européenne est un État », c'est aussi contribuer à rendre le débat public et le débat politique sur l'Union Européenne, plus moderne et plus en phase avec l'époque, et presque plus démocratique.

Alors maintenant, quels sont les grands types d'arguments ? C'est vrai que définir ce qu'est un État est un vrai sujet de philosophie politique, de science politique, de géographie politique. Ça a été rappelé tout à l'heure, moi, je viens de l'histoire et de la géographie. Je ne viens pas de la science politique, je ne viens pas de la philosophie politique. Alors évidemment, comme tous les universitaires qui sont chercheurs sur l'intégration européenne et l'Union européenne, je m'inscris dans un quotidien qui est très pluridisciplinaire, parce que certains d'entre vous le savent sans doute, mais les européanistes, on est toujours marginaux dans notre discipline. Mon université à Paris, c'est Sciences Po, donc je suis au centre d'histoire de Sciences Po, et je peux vous dire que la plupart de mes collègues ne s'intéressent pas à l'Union européenne, et j'en ai même certains qui, en vérité, sont même méfiants vis-à-vis de l'Union européenne, ce que moi, j'ai fini par définir dans un article qui est paru dans *The European Law*

Journal, comme l'euroscepticisme méthodologique. J'ai des collègues qui pensent que l'Union européenne, c'est un problème quand on s'intéresse à l'histoire de l'Europe. Si ça vous intéresse, on en parlera dans la discussion. Mais pareil, en sciences politiques, qui est, avec le droit, les deux disciplines reines en études européennes, les internationalistes, les spécialistes de droit international ont un peu de condescendance pour les collègues juristes qui étudient l'Europe et le droit européen. De ce fait, à chaque fois, dans nos disciplines, comme on nous regarde avec condescendance, on a tendance à travailler ensemble. Et donc, d'une manière qui est assez marrante, on est un peu pluridisciplinaire par habitude quotidienne, par sociabilité. Ça correspond très bien à notre sujet. D'ailleurs, en réalité, dans les sciences sociales, s'il y avait un peu moins de corporatisme disciplinaire et plus d'interdisciplinarité, je pense que ça ferait du bien à tout le monde.

Donc, je viens de l'histoire et de la géographie. Je ne viens pas de la philosophie politique, ni de la science politique, ni du droit. Je parle plutôt du terrain. C'est-à-dire, dans ma définition de l'État ou ma caractérisation de l'État, je vais plutôt la définir à partir de comment les politiques publiques sont mises en place par l'organisation étatique sur un territoire donné et comment une société donnée se l'approprie ou, au contraire, la subit. Donc, on pourrait dire que j'ai plutôt une définition de l'État « par le bas » ou « par ses effets », davantage que par une définition un peu théorique ou surplombante. Je dis ça parce que certains parmi vous pourront effectivement penser à un moment donné que ma définition de l'État n'est pas robuste. J'ai déjà des collègues en philosophie politique qui m'ont dit « Ton boulot est très intéressant, mais ta définition de l'État n'est pas très robuste. Alors, c'est sympa tes 300 pages, mais en fait, comme ta définition de départ n'est pas robuste… ».

Donc, premier élément, il se trouve que si on regarde ce qu'on appelle l'espace mondial et voire l'histoire universelle, on se rend compte qu'en fait, (c'est là où j'ai un petit différent avec mes collègues de sciences politiques ou de philosophie politique) la définition idéale typique de l'État qu'on va résumer à la fameuse phrase de Max Weber qui fait qu'on reconnaît l'État par l'organisation qui détient, parce que la société le lui concède, le monopole légitime de la violence. D'accord, dans les faits, il n'y a pas tant de pays ou d'États qui collent à cette définition idéale typique de l'État. Si on prend l'ONU, qui est vraiment l'endroit qui se veut le gardien du temple de la définition de l'État, il y a l'idée que tous les États sont souverains et que chaque État se vaut. Et bien, justement, la science politique, la philosophie politique, les relations internationales, l'histoire et la géographie, la

géopolitique, nous ont bien montré depuis une trentaine d'années, avec des travaux de déconstruction, qu'il y a un certain nombre d'États qui ne sont des États que de manière un peu formelle. Ce qu'on a appelé les États faillis, les États manqués, les États incomplets, quand on parle de « nation *building* » ou de « *state building* », ça prouve bien qu'il y a des États qui ne sont pas encore purs et parfaits, etc.

Donc déjà, on pourrait dire que dans la réalité du monde, ici et maintenant, il y a plein d'États qui ne correspondent pas à la définition de l'État pur et parfait, absolument souverain, sur un territoire donné, délimité par des frontières, avec une société qui, volontairement ou de manière subie, considère son État comme légitime. C'est important à rappeler, parce que comme l'Union Européenne ne siège pas à l'ONU, il ne faudrait pas qu'on en fasse un argument pour dire « vous voyez bien que l'Union Européenne n'est pas un État puisqu'elle n'est pas à l'ONU », parce que nous savons qu'il y a des tas d'États qui sont à l'ONU qui, en vérité, ne correspondent pas à la définition de l'État. Enfin, prenons le Mali, prenons le Nigeria, où on a des pays où l'État, c'est-à-dire l'organisation étatique, arrive à peine à établir sa souveraineté ou son autorité sur entre 25 et 45% du territoire.

Donc premièrement, dans ce grand type d'argument, il y a le fait que, évidemment, l'Union Européenne n'est pas un État-nation. Or, maintenant, on va considérer que, sans même parler de la compétence, du point de vue de l'organisation sociale et politique, on est dans un monde d'États-nations. Ça peut se discuter, en tout cas, vous trouvez très peu, peut-être un peu les Suisses, mais vous trouvez très peu de dirigeants politiques qui vont dire dans une compétition électorale ou une fois arrivés au gouvernement, « mon État n'est pas un État-nation ». C'est vraiment devenu très, très rare. Par défaut, pour affirmer que vous êtes un État dans le monde, vous allez dire, « je suis un État-nation ». Et là, il se trouve qu'il y a une vieille tradition historique, qui est très bien représen–tée en France, mais pas qu'en France, pour dire, « ce sont les Européens qui ont inventé l'État-nation ». C'était une manière d'humaniser la colonisation. Mais du coup, parmi les choses sympathiques que l'Europe a léguées au monde, y compris d'une manière qui n'était pas ni très morale, ni très sympathique, il y a l'État-nation. Et puis là, vous avez des grands historiens qui parlaient de deux grands types d'État-nation, deux grandes idées, deux grands idéotypes, qui sont l'État-nation à l'allemande, l'État-nation à la française (Ndlr : le français Ernest Renan et l'allemand Johann Gottlieb Fichte).

Alors à partir de là, c'est sûr que toute organisation étatique qui dirait, « moi aussi, je suis un État », se verra opposer le fait de ne

pas être un État-Nation correspondant à ces définitions. J'ai fait un travail dessus il y a une quinzaine d'années, sur l'État-nation et la construction européenne, dans lequel je n'ai pas eu beaucoup de difficultés parce que j'ai mobilisé des monographies sur tout un tas d'États-nations et membres de l'Union européenne, j'ai dit « il n'y a pas deux idéotypes. Il y en a 27 ou 28 à l'époque du UK ». Vous avez quasiment autant de manières de faire État-nation qu'il y a d'État-nation en Europe. Et donc, à partir de là, tout le raisonnement consistant à dire qu'il n'y a d'État que d'État-nation, ne tient pas.

Enfin, les Belges eux-mêmes font beaucoup de blagues sur le caractère robuste de leur État et de leur État-nation. Le statut de la robustesse de l'État-nation grec a beaucoup été discuté au moment de la crise des dettes souveraines, etc. Sans parler des États-nations qui sont organisés de manière fédérée, avec des États fédéraux qui ne le disent pas, comme l'Italie, comme l'Espagne, comme le Royaume-Uni, même le Royaume-Uni, sous Blair, est devenu un État fédéral. Donc, déjà vous voyez qu'il ne s'agit pas du tout d'une perspective anarchiste. Mon but n'est pas du tout de dévaluer ou de dévaloriser l'État comme construction normative. C'est juste de dire, « attention, il y a beaucoup de manières de faire État, et ça fait partie de la richesse singulièrement des Européens, que d'avoir inventé beaucoup de façons de faire État ».

Et déjà, rien que de poser tout ça, là, vous me voyez venir avec mes gros sabots, j'en arrive à un deuxième grand type d'argument. D'ailleurs, puisque je m'inscris dans un champ de la géographie qu'on appelle la géohistoire, il se trouve que dans l'histoire longue des Européens, comme société, comme cultures, les Européens, dans la longue durée, ont inventé beaucoup d'entités territoriales ou politiques que, dans l'histoire, on appelle des États. Et évidemment, ils ne sont pas du tout les seuls. C'est un des grands acquis de l'histoire de ces 40 dernières années, de l'histoire universelle ou de ce qu'on appelle l'histoire globale ou de l'histoire connectée. Les historiens du monde entier se parlent entre eux et disent, « on va regarder l'histoire de l'Inde du point de vue de l'Amérique latine, l'histoire de l'Afrique du point de vue de l'Asie » etc. Donc, loin de moi l'idée de dire que l'État-nation, que l'État tout court a été inventé en Europe. Mais en revanche, ce qu'on peut constater, c'est qu'il y a peu de régions du monde qui, comme l'Europe, ont créé sur un espace de taille aussi circonscrite, aussi petit, autant d'entités territoriales ou étatiques, à la fois à un instant T et à la fois dans la durée.

Pour reprendre un terme de géographie, on peut dire qu'il y a une des choses qui caractérise l'espace européen, c'est la densité de

l'État au kilomètre carré. Et si vous prenez des cartes de l'Europe politique à différentes périodes de l'histoire des Européens, on va commencer avec Westphalie 1648, qui est un peu considérée comme une date tournante, très importante, pour des raisons que vous connaissez tous. Donc ça fait quand même 5 siècles, et c'est très rigolo, parce que si vous mettez des cartes de l'Europe politique tous les 50 ans depuis 1648, à chaque fois, on est étonné du nombre d'entités territoriales ou étatiques. Il y en a énormément. Et encore aujourd'hui, comme vous le savez, vous prenez l'UA, l'Union africaine, vous avez 45 ou 46 États sur un espace qui doit être 3 ou 4 fois, l'espace européen jusqu'à la frontière russe. Vous prenez l'espace européen jusqu'à la frontière russe, et vous avez 48 États. Donc vous avez une densité, encore dans l'Europe d'aujourd'hui. Et Michel Fouché a très bien montré qu'avec la fin de la guerre froide, on a créé encore davantage d'États. Et on a pu le faire parce que c'était complètement pacifique. Une fois la guerre froide terminée et l'impérialisme soviétique retiré, les Tchèques et les Slovaques ont divorcé, de manière complètement pacifique, volontaire. Alors il y en a qui leur ont dit, « mais c'est quand même idiot, vous seriez plus puissant à deux ». Ils ont dit, « oui, mais ce n'est pas grave, de toute façon, un jour, on va rentrer dans l'UE. Donc qu'est-ce que ça peut faire qu'on soit deux ou un, et puis on pourrait même être trois ou quatre ». En Belgique, vous avez ce genre de débat. Il y a donc une longue histoire, on pourrait presque dire une tradition de variété, d'inventivité, de création d'entités territoriales ou étatiques par les Européens. Et donc la création de l'UE, c'est juste un état de plus dans cette longue histoire. Par ailleurs, ce n'est même pas qu'ils coexistent, c'est qu'ils se nourrissent des états-nations, ils se nourrissent de l'existence des états-membres. Parce que ça aussi, c'est une représentation qu'il faut souvent décapsuler au pied de biche, y compris dans le système scolaire. Moi, j'ai aussi enseigné au collège, j'ai enseigné et au lycée, j'ai participé à des discussions sur la rédaction des programmes scolaires. Et je peux vous dire que, comme vous le savez, la France est un vieux pays, c'est-à-dire un vieil État jacobin, très vertical. Et donc, l'idée que la supranationalité puisse exister et exister sans dévaluer l'État, l'État en majesté de l'État-nation, c'est un truc compliqué dans la tradition culturelle politique française. Pas pour tous les Français, mais pour beaucoup de gens. Et dans l'école, la manière dont on parle dans les programmes scolaires de l'Union européenne, on sent que les inspecteurs généraux ont du mal avec l'idée que l'État-nation France puisse nourrir un État supra–national.

Ce qui est très intéressant avec l'Union Européenne, c'est que non seulement elle s'inscrit dans cette longue histoire de création de formes d'État, mais qu'en plus, et ça nous le savons tous, c'est que

l'Union Européenne est « supranationale » pour cette raison, parce qu'en tant qu'État, il n'existe que parce qu'il est construit, nourrit et agit par ses États membres. L'Union Européenne, c'est toujours 28, c'est-à-dire les 27 plus 1. L'UE est un État à lui tout seul, mais qui n'existe que parce qu'il englobe, que parce qu'il est nourri par ses parties. Et en fait, justement, l'Union Européenne, c'est vraiment la partie pour le tout et le tout pour les parties. Alors que dans la représentation stéréotypée de beaucoup de gens, en tout cas dans un pays comme la France, ou j'imagine comme la Hongrie, on se représente l'Union Européenne comme étranger aux États-nations qui la composent, et dans une certaine mesure en concurrence ou en compétition. Alors que précisément, quand on regarde comment ça fonctionne, on se rend compte que pas du tout. Et j'essaye de le démontrer.
Ça, c'est mon troisième ou mon quatrième point dans la démonstration. Je dis que si on regarde les politiques publiques, la manière dont les politiques publiques sont « implémentées », c'est-à-dire mis en œuvre. Qu'est-ce qu'on voit ? D'abord, on voit un État allégé. Vous ne vous en rendez pas toujours compte, mais vous animez un état allégé d'entre 30 000 et 50 000 agents, tout compris de la superstructure.

— Moins qu'à Paris, par exemple, ou à Lyon.

— Voilà, exactement. Moins qu'à Paris, deux fois à Marseille. Alors évidemment, la Ville de Paris, elle s'occupe aussi des jardins, du ramassage des déchets. Mais justement, l'UE, c'est un état allégé dans le sens où les agents qui font tourner l'UE et surtout le budget de l'UE, ne sont que des crédits d'investissement. J'ai bossé à un moment donné pour le ministre de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche en France. Comme on disait à l'époque, l'Éducation nationale en France, c'est le deuxième employeur du monde après l'Armée rouge, avec 1 million de fonctionnaires. Moi, j'en fais partie. Je suis toujours fonctionnaire de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur français. Et donc quand, avec des porteurs de projets, on parvenait à avoir des cofinancements qui viennent de l'Europe, ce ne sont que des crédits d'investissement. Donc le budget de l'UE a beau être entre 1,2% et 2% du PIB, selon qu'on prend EU « next generation » ou pas, c'est que des crédits d'investissement et pas des crédits de fonctionnement pour les porteurs de projets. Mais évidemment, il y a un effet de levier qui est extraordinaire. C'est très important. Donc on a un État léger. Et par ailleurs, pour ceux d'entre vous qui se rappellent, qui ont lu ou qui ont vu le livre d'Emmanuel Carrère ou le film de Philippe Lioret « D’autres vies que la mienne », on voit très bien qu'on a un petit juge d'une juridiction locale. Je crois que c'est Vienne, qui mène un combat pour une administrée qui a un cancer, qui se

heurte à des décisions négatives de la part des juridictions françaises et qui, à un moment donné, arrive à porter le dossier à la CJUE. Et donc ça veut dire que selon le registre sur lequel il se situe, selon les dossiers, un magistrat grec, français, estonien, hongrois, luxembourgeois, ce que vous voulez, il devient *de facto* un magistrat européen. Parce que la Cour de justice de l'UE, je ne sais pas combien ils sont, 1000 peut-être. Mais ils ne sortent pas du Luxembourg. Vous voyez, c'est comme une araignée sans pattes. Parce que les pattes, elles sont dans les États membres. Mais ça, quand on regarde les États fédéraux comme l'Allemagne, l'administration fiscale qui lève l'impôt pour l'État fédéral, ce sont les fonctionnaires fiscaux des États fédérés. Donc ça veut dire que selon le dossier sur lequel ils travaillent, un jour, ils ont une casquette. « Je suis un agent fiscal de la Bavière ou du Bas-de-Württemberg, et puis la semaine d'après, je mets ma casquette d'agent fiscal du Bund ». Donc en fait, c'est une vieille pratique professionnelle. J'ai même découvert qu'en Espagne, il y a deux *généralitats* qui lèvent l'impôt. Donc il n'y a aucun fonctionnaire du royaume d'Espagne qui lève l'impôt dans ces endroits, le Pays basques et la Navarre. Et mieux que ça, ils ne reversent aucune part des impôts qu'ils lèvent à l'État central. Vous vous rendez compte ? Pour les Français, c'est un truc de dingue.

Et la BCE, on ne le sait pas forcément mais il y a le Conseil des gouverneurs. Ce Conseil des gouverneurs est composé des directeurs des banques centrales nationales. Quand on apprend ça, on découvre qu'il y a encore des banques centrales nationales. Alors que si vous lisez la presse, si vous entendez les hommes politiques, c'est à se demander pourquoi faudrait-il qu'il y ait encore des banques centrales nationales. Ça n'a aucun sens, puisque la BCE est toute puissante et décide de tout. En France par exemple, on a un homme, il va partir à la fin du mois, il s'appelle Villeroy de Gallo, qu'on entend sur France Inter, la chaîne de radio la plus populaire. Une fois par mois, il est invité. Et il explique la vie de la France, l'économie de la France etc. En fait, la BCE, c'est un peu comme une organisation fédérale. Il y a quand même un collège qui prend des décisions. J'avoue que je ne connais pas très bien, certains vont me dire que c'est plus complexe. Mais je me rappelle quand même du moment où Draghi était patron, il a démissionné, parce qu'il n'était pas d'accord avec la manière dont la BCE gérait la crise de la zone euro. Donc, ça montre bien qu'on est sur une forme d'étaticité. Alors du coup, je me suis dit « Il faut quand même que je trouve un mot ». Parce qu'il y a des gens qui ne vont pas être d'accord avec moi et dire « Tu exagères de dire que c'est un État ». Alors je dis « D'accord, vous avez raison. Peut-être que ce n'est pas un État ». Mais reconnaissons au moins qu'avec le mot « étaticité », qui désigne les caractères de ce qui caractérise un État, on peut

quand même dire « Regardez, voilà tous les caractères qui font qu'un État est un État ». Et on va voir que l'UE en coche quand même peut-être 50%, 60%, 70%, 80%. Ça dépend des appréciations. Et donc du coup, même si on dit que ce n'est pas un État, on va quand même dire qu'il y a vraiment une étaticité de l'UE.
Et donc la BCE, c'est très intéressant, parce que c'est la mise en œuvre des politiques publiques monétaires. Elle est mise en œuvre par les administrations nationales. Et donc en fait, on a une espèce de système politico-administratif qui est très intégré.

Et puis dernier argument, très connu celui-ci, c'est qu'au fur et à mesure que les années passent, les États membres, avec l'aide de la Commission, mutualisent toujours plus de politiques publiques et de compétences. Les gens pourraient dire stop. Il y a même un État membre qui est sorti. Comme vous l'avez constaté, il n'y a pas eu d'effet domino. Quand on regarde les choses dans la longue durée ou dans la moyenne durée, ça fait 76 ans que cette dynamique s'épanouit. Alors on peut dire « Ça ne va pas assez vite ». Il y en a qui vont dire « Ça ne va pas assez loin ». Il y en a qui vont dire « C'est bordélique ». Il y en a qui vont dire « Ça s'épanouit mais pas dans la bonne direction ». C'est normal, on a un débat démocratique, on a un débat politique. Mais le fait est que ça ne s'est pas interrompu. Vous avez des pays, des États, pour le coup, qui ont vécu 20 ans avant d'être envahis, avant d'imploser, avant de se dissoudre. Vous avez des régimes politiques, la 4ème République en France, par exemple qui a duré 12 ans. Puis là, vous avez cette OPNI qui dure depuis 1951. Et non seulement qui dure mais qui en fait se consolide avec en permanence des pays, des nations qui disent « Moi aussi, j'aimerais rentrer ». On ne les force pas, l'UE ne se caractérise pas par son expansion mais par son extension. Et ça aussi, c'est pour ça que j'ai tout un chapitre où je rentre dans la discussion. Parce qu'il y a jusqu'en 1918, si vous regardez la carte de l'Europe, il y avait plus de superficie qui était couverte par des empires que de superficie qui était couverte par des États-nations. Donc est-ce que les héritages impériaux permettent aussi de comprendre, d'aider à comprendre comment les Européens arrivent à créer cette Union européenne, à la faire fonctionner ? Voilà. Tout ça, ce sont mes arguments que j'ai essayé de résumer. Et je pense que j'ai dû faire à peu près le tour de ce que je pouvais dire de manière compacte.

Georges Vlandas :
Bien, merci. Donc il y a des questions dans le chat. Il y a aussi peut-être un souhait de collègues de poser la question directement, ce qui est préférable, c'est plus vivant. Donc il y a quelqu'un d'Eurostat.

Yves Caelen :
Ce qui caractérise un État, la caractéristique centrale, c'est assez souvent considéré comme le fait de disposer de ses propres compétences. Est-ce que le fait que l'ensemble des compétences de l'UE sont des compétences d'attribution n'est pas un argument fort contre le caractère étatique de l'Union ? Et la question qui va avec, évidemment, comment est-ce qu'on peut contrer cet argument à l'occasion et dire que si, l'Union est quand même un État ?

Sylvain Kahn :
Merci beaucoup pour cette question, Yves.
Alors moi, je dirais par rapport à ça que c'est un débat hyper important, mais dans une certaine mesure qui est un débat institutionnel ou juridique. Et c'est important qu'il ait lieu, parce qu'il a aussi une portée pratique. Mais il me semble que quand on regarde comment ça fonctionne, et surtout quand on regarde par rapport aux habitants et aux citoyens, ça ne me paraît pas un argument déterminant, parce que ce qui importe, encore une fois, ce sont les politiques publiques qui sont mises en œuvre et les résultats qu'elles donnent. Et donc à partir de là, le fait que la source et la légitimité de ces politiques publiques soient à l'origine, directement ou indirectement, toujours liées au fait qu'il a fallu une décision des États membres pour mutualiser l'élaboration de telles politiques publiques ou non, me paraît moins important que le fait qu'à un moment donné, on se retrouve avec cette organisation territoriale ou politique qui se saisit d'une politique publique à élaborer, à décider et à mettre en œuvre, et que c'est ça qui fait État.
Alors je sais bien qu'il y a des gens que ça ne va pas convaincre. Mais je trouve que du point de vue du citoyen ou de l'habitant, ça fonctionne. Enfin, vous pouvez me dire que ce n'est pas satisfaisant. Mais moi, c'est ma réponse, en tout cas.

Georges Vlandas :
L'idée qui est dans le livre, celle de la mutualisation de la souveraineté, est un argument intéressant, en ce sens que l'Union européenne procède en tant qu'État, suite à des délégations d'autorité qui sont consenties par les États membres, y compris dans le cadre des majorités qualifiées, par ceux des États membres qui acceptent d'être minoritaires, et qui se font imposer des solutions, dans un certain nombre de domaines, hélas limités, par un État central. Eux-mêmes ont accepté que, dans certains domaines, il y ait non seulement une mutualisation, mais aussi des majorités qualifiées. Et donc c'est un concept intéressant, parce que pour moi, ça montre que l'étatisation, si j'ose dire, de l'Europe, c'est un processus qui marche dans les faits, pas

uniquement par les traités, et je dis ça par rapport à des collègues qui sont fédéralistes, qui imaginent un changement, qui procèdent par une réforme totale d'un système et son adéquation totale à ce qui, par exemple, existe aux États-Unis, ou dans un État vraiment fédéral. Pour le moment c'est quelque chose qui non seulement n'est pas mûr politiquement, mais n'est pas accepté par les opinions publiques, du moins pour l'instant. Donc cela ne permet pas de résoudre les problèmes ici et maintenant. De ce fait, cela ne permet pas de répondre à des questions qui se posent.

Ce qui est possible c'est de voir l'Union européenne agir de manière non prévue lors des crises, comme celle du Covid. C'est la réalité elle-même, la vie elle-même, qui pousse finalement la Commission à agir dans l'intérêt de tous, alors qu'elle n'avait pas de compétences en matière de santé, c'est vrai aussi pour la culture, c'est vrai pour d'autres domaines, elle agit au nom d'une mutualisation de la souveraineté *in itinere* faite par les États membres. Et ce qui est intéressant, dans ce schéma, on avance de manière concrète, par la logique fonctionnelle, qui était inscrite dans le fondement même de la construction européenne. Par ailleurs, c'est un système qui non seulement procède par mutualisation, face à des problèmes concrets, mais qui interdit qu'un État domine autrui. Le Luxembourg, d'ailleurs, qui ne représente pas grand-chose numériquement, comme la Slovénie ou Malte, ils ont autant le droit au chapitre que l'Allemagne. Et donc, c'est un processus, disons, original, où il y a un État, parce qu'il y a une mutualisation des États, dans le respect de la diversité démocratique, et peut-être que tu pourras en parler plus tard, un État qui n'est pas un empire, contrairement à ce qu'on dit. Parce que l'image qu'on a, c'est une bureaucratie centrale qui nous oppresserait. D'abord, on a démontré qu'on n'est pas comme dans le pacte de Varsovie, que l'on peut quitter notre Union, même si des relations de coopération peuvent subsister. D'autre part la séparation se fait dans le respect de l'État de droit, y compris de notre point de vue, celui de la fonction publique, du respect des obligations qui découlent du traité pour Royaume-Uni, par exemple, par rapport au versement de nos contributions retraites.

Audience :
Merci beaucoup. Et je dois vous avouer que ça m'a fait sourire, M. Kahn, d'entendre votre remarque, parce qu'en tant qu'ancien élève de la rue Saint-Guillaume, j'ai aussi ressenti, disons, cette absence de l'UE dans l'enseignement supérieur français.
Bon, j'avais préparé des questions, mais je vais m'en limiter à deux et je vais essayer d'être assez court. La première, c'est justement sur cette question de comparaison de l'Union européenne avec d'autres entités politico-géographiques dans votre livre. Je ne sais pas si vous faites des comparaisons, et je

voulais en particulier avoir votre avis sur la comparaison de l'UE avec deux pays. D'abord la Suisse, parce que la Suisse et les cantons sont extrêmement indépendants, ils sont extrêmement autonomes, et l'État est un État presque unique, avec sept personnes à la tête, pas de leader unique, un moyen très fondé sur le compromis. Et l'autre État c'est l'Inde. L'Inde qui est cet immense État multi-ethnique. Un État qui a réussi à garder son unité, malgré ces extrêmes différences, et qui est justement pris, on l'a vu entre ces débats entre Modi et Pichet très récemment, entre le nationalisme hindou et une vision un peu plus multiculturelle, et ça rappelle un petit peu ce qu'on a dans les débats chez nous. Est-ce que vous avez pu comparer l'Union Européenne avec ces deux pays, et sinon quel est votre bref avis ? C'est ma première question, pour ma deuxième, je voulais revenir sur ce qu'avait dit M. Caelen avant, qui avait justement parlé des propres compétences de l'Union Européenne, et cela m'a rappelé de certains analystes qui disaient, qui reprenaient la fameuse devise des Américains juste avant l'indépendance, pas de taxation sans représentation, et que justement un moyen tangible pour les citoyens d'avoir un impact de l'Union Européenne, c'est justement l'inverse, pas de représentation sans taxation. Le fait qu'il n'y ait pas de taxation directe de l'Union Européenne envers les citoyens, fait que justement l'Union Européenne reste un petit peu abstraite, et comme vous dites, ce sont des débats juridiques, des débats qui se font à un niveau très haut, alors que la taxation ça touche tout le monde, et l'impôt ça touche tout le monde. Et donc on se demande si l'Union Européenne, s'il y avait un véritable impôt européen, par exemple un impôt très faible, puisque c'est déjà le cas aujourd'hui, l'Union Européenne c'est, je crois, une tasse de café par citoyen par mois, donc s'il y avait ça, est-ce que cela donnerait un peu du grain à moudre à votre position du fait de considérer l'Union Européenne comme un État ? Merci beaucoup.

Sylvain Kahn :
Dans le livre, je ne fais pas de comparatisme entre l'Union Européenne et d'autres régions du monde, pour autant cette question du comparatisme n'est pas du tout absente de mes réflexions en général ou sur la durée, même si là je n'y fais pas référence, je me promets d'essayer, ne serait-ce que dans un article scientifique, même si ce n'est pas très long, d'essayer de faire une comparaison, au moins d'ouvrir des pistes pour une comparaison entre l'UE et l'Inde, parce que comme vous, j'ai l'intuition que effectivement, ça serait un travail de comparatisme entre l'Europe et l'Inde très fécond, c'est-à-dire qu'évidemment on verrait qu'il y a plein de différences, mais on verrait aussi qu'il y a des analogies ou des échos qui seraient sans doute très utiles, à la fois pour réfléchir à l'Inde et à la fois pour réfléchir à l'UE. Donc voilà ce que je peux vous dire là-dessus. Par rapport à la

Suisse, j'en parle indirectement. Il y a cet argument que je propose selon lequel ce qui permet aux Européens d'aboutir, selon des processus dans lesquels on ne va pas rentrer, de créer une Union Européenne, donc cet État supranational, ils le font avec leurs cultures politiques, appelons-les nationales, là aussi pour aller très vite. Et donc on est dans une forme de syncrétisme ; je ne veux pas dire que l'Union Européenne c'est un syncrétisme, je veux dire que les Européens sont dans une démarche qu'on pourrait appeler syncrétique, ça veut dire où à partir du moment où ils ont envie de faire l'Union Européenne, c'est-à-dire de mutualiser des éléments de souveraineté qui sont de plus en plus nombreux au fur et à mesure que les années passent. Petite parenthèse, je fais partie des historiens ou des européanistes qui s'inscrivent en faux contre les éventuelles explications de l'Union Européenne qui seraient l'aboutissement d'un plan, il n'y a pas de plan, c'est un projet politique et comme à chaque fois que vous avez des gens qui font de la politique, en tout cas dans les démocraties, les gens cherchent à résoudre des problèmes et à faire en sorte que leur population vive plutôt mieux que moins bien en espérant être réélu aux prochaines élections. Et un collègue belge qui s'appelle Pieter Lagrou, qui est un spécialiste de l'histoire de la seconde guerre mondiale, a montré dans un article de 15 pages, parce qu'on lui a demandé un peu par hasard dans un colloque dirigé par Paul Magnette dans les années 2000, de dire qu'est-ce qui s'est passé à la fin de la guerre avec l'Union Européenne, il a montré dans un article, pour moi définitif, que l'invention à l'époque de la CECA, c'était juste des hommes, parce qu'à l'époque il n'y avait pas beaucoup de femmes dans les ministres, dans les gouvernements, qui cherchaient à résoudre plein de problèmes. Le problème numéro un qui a rassemblé tous les autres étant d'éviter de faire des choses qui rendent à nouveau le fascisme attractif comme il l'avait été dans l'entre-deux-guerres, de faire en sorte que les sociétés de leur pays soient intégrées. A l'époque on parlait encore d'intégration des masses, et que donc ils ont inventé l'État-providence, c'est ce que dit Lagrou, je vous cite son article, ils ont inventé l'État-providence, ils ont inventé la nationalisation avec les politiques de prospérité et de partage des richesses, et ils ont inventé l'Union Européenne parce que tout le monde était dans un tel état à la fois d'abandon, de ruines et de difficultés morales qu'il fallait faire comme les trois mousquetaires, tous pour un et un pour tous, et qu'en plus il y avait la menace soviétique. Il faut se rappeler que les coupons de ravitaillement c'est jusqu'en 1949 en France, vous vous rendez compte ? Jusqu'en 1949, quand on va acheter des œufs, on a encore des coupons de ravitaillement. Et l'appel contre le mal-logement de l'abbé Pierre, c'est 1954. Donc la construction européenne, la déclaration Schuman, tout ça c'est juste un problème parmi d’autres. Donc l'Union Européenne, encore aujourd'hui, mais

vous savez comment on a construit le plan de relance, vous savez comment on a construit l'aide à l'Ukraine, c'est du bricolage permanent. Vous voyez, c'est un mot, je constate, ce n'est pas du tout normatif ce que je dis. J'ai découvert qu'en anglais, il y avait une expression pour ça qui était « MacGyving ». Ce n'est pas du tout pour ça que c'est noble ou pas noble. Mais il y a quelques idées, il y a quelques grands principes, mais dans les faits, les gens font de la politique. Donc ce que je veux dire, c'est que par conséquent, les gens viennent comme ils sont, avec leur culture politique nationale, dans une forme de syncrétisme, tout le monde veut que ça marche. Ils ne viennent pas forcément pour les mêmes raisons, mais ils veulent tous aboutir. Les Français ont fini par comprendre les spécificités des Belges, des Néerlandais, des Allemands, des Autrichiens, des Italiens du Nord. Mais en revanche, quand vous êtes dans un cursus de droit européen à la fac française, vous pouvez sortir master de droit européen sans avoir entendu parler de Johannes Althusius, qui est le Jean Baudin, entre guillemets, germanico-néerlandophone de la même époque.

Donc du coup, la Suisse, oui, parce qu'évidemment elle s'inscrit dans cette tradition de philosophie politique qui a été fondée par le grand ouvrage dont je ne m'en rappelle jamais du nom par cœur, parce que c'est un nom à rallonge, et qui est l'équivalent dans la culture politique que nous, aujourd'hui, on appellerait fédérale, de la République de Jean Baudin. Donc oui, la Suisse, c'est un exemple tout à fait structurant pour réfléchir à l'Union européenne. Ça ne veut pas du tout dire que c'est pareil.

Maintenant, sur votre deuxième question portée sur l'objection de M. Caelen au sujet des compétences de l'Union européenne, le fait que ça reste des débats très haut gradés, et qu'il faut se concentrer sur l'impact sur les citoyens. C'était aussi sur l'impôt. Alors disons, verre à moitié plein, verre à moitié vide. Moi, j'ai souvent une vision ou une analyse, un diagnostic. Encore une fois, on est en sciences sociales, pas en sciences exactes. Donc à partir d'une analyse rigoureuse des mêmes faits, on peut aboutir à des interprétations différentes voire opposées. Mais je dirais que les travaux que je conduis m'amènent à considérer que quand on regarde l'histoire de la construction européenne depuis 1950, il n'y a pas de *one-shot*. Et à ma connaissance, il n'y a pas de retour en arrière. C'est le fameux effet cliquet. Mais l'effet cliquet, ce n'est pas juste une formule. Enfin moi, j'ai écrit un manuel d'histoire de la construction de l'Europe depuis 1945. Alors évidemment, c'est un manuel, donc c'est un peu compacté. Ça se veut vraiment très accessible à tous les étudiants. Mais j'ai quand même bien tout regardé. C'est-à-dire même quand je pose des diagnostics très simplifiés, j'ai essayé de m'assurer que je ne

racontais pas des bêtises. L'effet cliquet, c'est une réalité. Il n'y a pas de retour en arrière. Alors quelquefois, il y a des pauses, il y a des plateaux qui peuvent durer 5, 10 ans, 15 ans, 20 ans. Mais il n'y a pas de détricotage. C'est-à-dire la mutualisation des compétences, il n'y a pas de mouvement inverse où on démutualise.

On se rappelle tous du débat homérique dans les années 90, qui ensuite a été porté par Tony Blair à un niveau évidemment d'habileté très élevé. On se rappelle tous de comment Tony Blair s'est finalement planté sous présidence luxembourgeoise quand il a voulu faire adopter les perspectives financières où on allait complètement détricoter la PAC et tout donner à la recherche. Enfin, la première réforme de la PAC, la réforme Mac Sharry, on commence à pointer la nationalisation de la PAC. J'imagine que c'est toujours en débat. Mais enfin dans les faits, grosso modo, ça résiste à cause de ou grâce à, selon les perspectives, la France en particulier, mais aussi à l'Allemagne.
Donc on revient rarement en arrière. Mécaniquement, même si c'est très lent, on finit par augmenter le budget. Et puis l'effet cliquet, c'est ce que j'ai dit tout à l'heure sur le bricolage. Ça, pour moi, le truc qu'il a très bien montré très récemment, c'est l'emprunt. Les historiens ont une fonction sociale. C'est de permettre au tout public de se raconter leur propre histoire collective.

Alors nous, on est là. On dit « Vous voyez, là, ça a l'air d'être complètement bordélique. Mais en fait, regardez, il y a des séquences de temps, il y a des dates de tournants, il y a des périodes ». Nous, on fait de la périodisation. C'est une autre utilité sociale. Et donc à un moment donné, il m'est apparu qu'avec l'invention du plan de relance de 2020 et donc du grand emprunt, on passait du verre à moitié vide définitivement dans le verre à moitié plein, parce que vous avez toutes les compétences qui sont celles du traité de Rome, notamment en termes de commerce extérieur et de politique de la concurrence. Puis maintenant, vous avez les bons du trésor.
Au bout d'un moment, dans mes fameux critères, là où on coche les cases, ça commence à faire quand même un peu plus que 50 %, même si on n'a toujours pas l'armée, même si on n'a toujours pas la police. Puis on a quand même beaucoup de justice. Et vous vous rappelez tous, les frugaux ont cassé les pieds de tout le monde. Ils ont obtenu qu'on fasse bouger le curseur sur les prêts et les subventions. Puis ils ont fini par faire en sorte qu'il soit écrit en lettres caractère 58 de couleur rouge : « C'est un one-shot. Une seule fois. Parce que c'est le Covid. C'est très grave. 1 350 000 morts, on comprend. Mais on n'en fera pas deux ». Et moi, ça m'étonnerait, ce n'est pas mon opinion. C'est juste que je regarde.

Il n'y a jamais eu de one-shot. Alors je vois passer les années 21, 22, 23, 24, 25. Je me dis bon, finalement, pour une fois, je me suis gouré. Et puis arrive l'histoire que vous connaissez tous, qui est que Bart de Wever dit qu’on ne va pas dégeler les avoirs bruts, car c'est trop dangereux. Et là, les frugaux, notamment les néerlandais, qui sont hyper allants sur l'aide à l'Ukraine, se demandent ce qu’on va faire. On va refaire un emprunt, finalement. C'est ça, l'Union européenne. On a eu un outil qui a quand même super bien marché. C'est vrai que pour des raisons de principe X, Y ou Z, on a dit qu'on ne s'en resservirait pas. Mais quand même, un truc qui a super bien marché, c'est quand même pratique. Au moment où il faut inventer quelque chose de nouveau, on est un peu fatigué ou on a d'autres chats à fouetter.
Tout ça pour vous dire que comme vous l'avez rappelé, pour financer le grand emprunt, on a déjà commencé à inventer des impôts européens soi-disant indolores. Donc en fait, on va y aller. Enfin, on est déjà en train d'y aller. Alors je ne sais pas combien de temps ça prendra, les souverainistes vont hurler. Puis à un moment donné, à force d'hurler, ils seront d'accord, et feront un compromis.

Donc oui, j'ai envie de dire que ce n’est pas seulement que vous avez raison. C'est qu'en fait, vous êtes en train de décrire quelque chose qui va progressivement s'imposer parce que les gens en auront besoin pour financer la défense européenne, puisque maintenant, il y a une demande qu'on voit dans les eurobaromètres depuis 15 ans, qui est qu'il faut faire la défense européenne, et que si vous êtes un gouvernant soit responsable, soit qui a envie de se faire réélire, vous allez devoir faire la défense européenne, même si vous êtes Belge et comme De Wever, très attaché à l'atlantisme, parce que vous pensez que les États-Unis, même sous Trump, ça reste encore des gens admirables. À un moment donné, il va falloir la faire, la défense européenne, parce que sinon, vous perdez les prochaines élections, parce que les gens vont vouloir être rassurés. Et la défense européenne, il va falloir trouver des sous. Je pense qu'on va y aller et que ça va apporter de l'eau au moulin de ma proposition, mais on verra.

Georges Vlandas :
Corinna qui dit que l'optique de bricolage, entre guillemets, donne plus de liberté à cette construction versus l'optique du plan construit à l'avance, n'est-ce pas ?
— Tout à fait.

Georges Vlandas :
Ensuite, il y a une intervention, qui dit « quid du compromis de Luxembourg obtenu par De Gaulle par rapport au fonctionnement initial ou par rapport aujourd'hui aux appels à la fin du veto ».

Sylvain Kahn :
Oui. C'est une très bonne remarque, mais justement, le compromis de Luxembourg a fini par devenir caduc. Donc vous avez raison de dire qu'à un moment donné, l'effet cliquet a été contré par cette réalité historique qu'est le compromis de Luxembourg, qui a quand même eu des effets jusqu'au début des années 80. Puis à un moment donné, tout le monde a considéré qu'il fallait s'asseoir dessus parce que c'était trop bloquant, justement.

Georges Vlandas :
Mais en science humaine, ce n'est pas parce que ça a eu lieu que ça devra se reproduire, ce n'est pas une réaction chimique.
— C'est vrai.
— Et il y a une question de contexte. On était porté par un contexte et des situations d'urgence par rapport auxquelles on avait le temps de fournir des réponses. Et peut-être que l'aggravation des questions d'urgence, la gravité de celles-ci, où l'organisation d'un chaos qui est en cours par exemple au Proche-Orient et la crise économique et sociale qui peut en découler vont faire que les réponses à petits pas... non seulement ne pourront pas être utiles, mais en plus il pourrait y avoir un effet pervers, puisque les réponses seraient tardives ou insuffisantes, le cadre européen dans lequel ces réponses sont fournies serait discrédité.... On l'a vu par exemple avec la fin de l'Ancien Régime en France, on l'a vu aussi avec Gorbatchev en URSS quand il vient avec des solutions finalement, mais trop tard et avec des résistances, il échoue. Il y a des périodes de retournement où un sens de l'histoire, finalement, qui balbutie, s'arrête. Et ensuite, il y a des phénomènes de déconstruction. Et on approche, me semble-t-il aujourd'hui, de cette urgence.
Le débat budgétaire pour le prochain MFF nous fournit une illustration supplémentaire. La Commission propose 2.000 milliards, qui correspond à l'addition du montant du précèdent budget et de celui du plan de relance, ce qui à euro constant, est un peu moins. Des États membres résisteraient peut-être. Finalement, quoiqu'on aurait besoin pour faire face à tous les défis, toutes les urgences – la question sociale, la politique industrielle, la défense, le climat etc., - d'un budget à la hauteur de celui proposé par Draghi, on aboutirait à un budget inférieur à celui proposé par la Commission. De ce fait, on aurait une aggravation des problèmes et le cadre pour les résoudre serait discrédité.

Audience :
Je voulais un peu aller dans le sens de Georges et expliquer ce qu'il disait auparavant. Moi, je ne suis pas non plus, a priori, systématiquement optimiste sur le cours d'une Europe qui se construirait toujours un peu plus. Auparavant, on avait un budget européen, un CFP, comme on dit, qui était constitué pour l'essentiel de comptes qui étaient en fait des comptes mutualisés. C'était des ATEA, c’étaient des droits de douane, qui étaient prévus dans le cadre de la PAC. Aujourd'hui, l'essentiel de ce qui constitue le budget européen, est donné par des États, et qui induit la logique du recours par la suite. C'est vraiment délétère. Ça, ce n’est pas vraiment un progrès, mais c'est un sujet très important, parce que le budget, c'est un sujet fondamental.
Alors par exemple, on pourrait dire que la création du Conseil européen n'était pas nécessairement un formidable progrès, puisque ça vivait quasiment de son sens le Conseil de l'Union européenne. Et ça aggrave d'autant plus les fautes de la Commission, qui est plus que jamais au service des États. Ce n’est pas nécessairement un bon point pour préparer des tentatives de modification de la PAC, des tentatives de sensibilisation des politiques régionales, qui sont pourtant des politiques absolument essentielles.
Donc il faut être très attentif, parce que précisément, c'est vrai qu'il y a beaucoup de bricolage, mais qui est fait par des administrations nationales qui s'ingénient constamment à faire en sorte qu'elles récupèrent pas mal de prérogatives. Donc d'où ma question, je me demande si votre titre, ce n’est justement pas un livre très français, mais une question d'un public français, qui a un besoin éperdu aussi de pouvoir définir mieux ce qu'est l'Europe, parce que c'est un objet qui est quand même très mal compris.
C'est un objet politique d'une identité très peu identifiée. La France, en particulier, est un pays qui non seulement n'a jamais vraiment compris ce qu'était l'Europe, mais qui s'y intègre très peu. Si tu lis le journal, c'est 2,5% du contenu qui est consacré à l'Europe. Et on ne sait absolument pas ce que c'est. Et on continue de se poser plein de questions. La cinquième République française, la constitution de l'État est centralisée à la française, c'est très particulier, la France est différente par rapport aux autres pays.
Donc il y a une élection présidentielle dans un an, vous avez la plus grande partie de la droite française qui est d'extrême droite, et la plus grande partie de la gauche, la France insoumise, ces deux partis remettent officiellement en cause dans leur propre programme la primauté du droit européen, qui est un fondement même de la construction européenne. Donc se poser la question de ce qu'est l'Europe et l'État, c'est effectivement une question qu'il faut vraiment se poser en France. Donc j'espère que votre

ouvrage contribuera à faire mieux connaître l'Europe auprès des Français.

Sylvain Kahn :
C'est vrai que c'est possible. J'entends tout à fait ce que vous dites. Quand je vois la manière dont dans l'écosystème français, le livre est reçu et l'écho qu'il a, un écho auquel je m'attendais pas du tout, parce qu'en général, quand on parle de l'UE il n'y a aucun succès de librairie. Mais là, bon, c'est vrai que c'est un livre qui déclenche beaucoup d'interrogations, de débats, de discussions.
Donc en fait, non seulement je ne prends pas mal votre discours, mais au contraire, j'abonde dans votre sens. J'espère que cette dynamique va croître et embellir en France. Après, s'agissant de votre vigilance à vous et à Georges, oui, effectivement, c'est un vrai scénario, c'est une vraie option, et j'y suis très sensible, sachant que dans l'état actuel des paramètres, il me semble qu'on n'a pas plus de raison de pondérer le scénario auquel vous pensez davantage que le scénario concurrent, qui serait que, justement, confronté à ce chaos et à ces problèmes, il n'y ait pas une accélération à la fois de la mutualisation européenne et de la célérité avec laquelle les Européens donnent des réponses.
Mais je le dis vraiment sincèrement. C'est-à-dire que, encore une fois, je n'ai pas fait un travail de prospective. Il faudra peut-être le faire avec Jean-François Drevet. En fait, l'État européen va se configurer de manière à donner des réponses, certes, pour l'établissement des relations, des traités commerciaux, de la commission, qui est une réponse finalement assez rapide.
C'est vrai pour le Mercosur, mais il y en a eu d'autres assez rapides.
— Il y a l'Inde, l'Australie, l'Indonésie.
— Voilà. Donc effectivement, c'est un processus où les données ne sont pas jouées.
Les opinions publiques sont quand même globalement adhérentes à l'UE, à la construction européenne. Et le niveau d'adhésion, le fait que les gens ne soient pas instruits et au courant de ce qui se passe... Je ne sais pas s'ils sont instruits de ce qui se passe par exemple à Paris au niveau municipal ou à Marseille. Donc il y a un niveau où même l'UE, c'est quelque chose de bien complexe.

Audience :
Au moment où M. Kahn avait commencé son intervention, il y avait justement quelques collègues qui s'interrogeaient : quel OPNI est-ce, un État-État, une proto-fédération, ou alors un État en devenir, dépassement de la notion d'État Westphalien, etc. Il y avait une remarque qui me venait à l'esprit. Sur la compréhension, quand les gens généralement me disent que l'UE, c'est trop compliqué, moi, j'ai tendance à leur répondre « Est-ce que vous avez lu la Constitution de 1958 ? ». Parce que moi, je l'ai lue. Et

je peux vous dire que 90%, pour qui ne connaît pas exactement comment les institutions fonctionnent, c'est ennuyeux. Et les traités, c'est pareil.

Sylvain Kahn :
Tout à fait, et puis en plus, le régime politique européen, autre expression empruntée à Paul Magnette, pâtit des mots qui ont été choisis par les dirigeants politiques nationaux. Mais cela dit, on n'est pas si nombreux que ça à le faire. Moi, dans mon bouquin, je propose d'appeler le Conseil de l'UE « le Parlement des États ». Alors on peut dire le *Parlement des États membres* s'il y a besoin. Parce que dans les faits, c'est ça. Et si vous dites ça, que soit à un élève de 4e ou de seconde ou à quelqu'un que vous rencontrez le matin au bar quand vous prenez votre café, que dans l'UE, il y a deux parlements, le Parlement des Citoyens qui est élu au suffrage universel et le Parlement des États où il y a 27 délégués, tout le monde comprend. Si vous dites que le Conseil européen, c'est le chef d'État collectif, à la Suisse, les gens vont dire « Ah bon, chef d'État collectif ? ». Mais comment ça marche ? Ils ne vont pas intuitivement comprendre comment ça marche. Mais ils vont tout de suite comprendre l'expression « chef d'État collectif ». Bon, une fois, dans un bouquin précédent qui s'appelait « Le pays des Européens » que j'avais écrit avec mon compère Jacques Lévy, on avait fait une proposition comme ça, un peu provocatrice pour provoquer le débat. Mais ça n'avait pas du tout marché à l'époque. On avait dit « En fait, faisons élire au suffrage universel direct les 27 délégués ou représentants des États membres au Conseil de l'UE ». Comme ça, au moins, ça sera plus clair. Bon, on savait très bien que cette proposition avait autant d'avantages que d'inconvénients. Mais déjà, le HRVP, là, si on l'appelait ministre des Affaires étrangères. Alors je sais, j'ai des discussions avec Sylvie Goulard qui me dit « Pas du tout. Il n'a pas du tout les pouvoirs » ou « Elle n'a pas du tout les pouvoirs d'un ministre des Affaires étrangères ». Alors non, mais faisons mieux. Donnons une idée un peu « rigolote », entre guillemets, mais qui soit opérationnelle. Appelons-le « Ministre du commerce extérieur de l'Europe ». Parce que ça correspond à la réalité. On est d'accord. Et du coup, appelons tous les ministres nationaux « ministre délégué au commerce ». Ce qui correspond à la réalité. Je ne fais que décrire la réalité. Déjà, ça va aider les gens à s'emparer de la chose.
Mais évidemment, vous pensez bien que les partis politiques nationaux, ils n'ont pas du tout envie de cette évolution, parce que sinon, au bout d'un moment, on va leur dire « mais à quoi ça sert qu'on ait un ministre délégué français au commerce extérieur ? » Puisque le vrai ministre est à Bruxelles. Donc s'il faut faire des économies, une rationalisation... Enfin vous voyez.

Mais ça, déjà, ce n'est pas grand-chose, mais symboliquement et politiquement, ça ne serait peut-être pas inutile.

Georges Vlandas :
Bien, malheureusement nous arrivons à la fin de notre conférence qui fut très intéressante. Sylvain doit rejoindre Paris sans trop tarder. Nous avons déjà hâte de le retrouver le 9 juin prochain pour parler de l'Ukraine.
Merci beaucoup de votre présence et a bientôt.

Sylvain Kahn :
Merci de votre invitation, à bientôt.

Du rôle stratégique des Délégations de l'Union européenne

Beaucoup d'espoirs avaient été mis dans le Traité de Lisbonne pour créer une véritable diplomatie européenne, l'Union européenne devait s'imposer comme acteur politique international avec la création du Service européen d'action extérieure (SEAE). Est-il possible pour l'Union européenne d'être présente (presque) partout dans le monde à travers ses Délégations ? Est-ce que cela est nécessaire et justifié ? Ces questions sont posées à l'heure des restrictions budgétaires et du lancement de la révision du réseau des Délégations sous le label « Modernisation », alors que l'Union européenne elle-même est en plein questionnement et se cherche elle-même.

Avec le Traité de Lisbonne, les Délégations de la Commission européenne se sont retrouvées investies de missions qui incombaient encore jusque-là à la présidence tournante du Conseil. Formellement et symboliquement, ceci a constitué un véritable saut qualitatif vers une « Union de plus en plus étroite ». Les Chefs de Délégation, désormais reconnus comme des ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires de l'Union -et n'ayant plus le titre d'ambassadeur seulement à titre honorifique comme jusque-là- représentent l'Union européenne dans les pays tiers et les organisations internationales (en fonction du statut de l'UE au sein de ces dernières). Ils défendent les valeurs et les intérêts de l'UE et doivent s'assurer de la cohérence et de la cohésion des activités des Etats membres. Ces responsabilités s'ajoutent à la mise en œuvre des volets externes des politiques internes de l'UE, mais aussi tout le volet coopération sur base des instructions de la Commission européenne, avec la responsabilité d'agir de manière cohérente.

Deux logiques continuent toutefois à s'imposer en parallèle, ce que la création du SEAE a contribué à exacerber : « l'intergouvernemental » pour les questions de politique de sécurité et de défense commune (PSDC) et « le communautaire » pour les aspects « politiques communes », selon le jargon bruxellois. Leur réconciliation est, autant que possible, effectuée en amont au siège à travers les différents groupes du Conseil qui se traduisent en instructions pour les Délégations. En principe, les

responsabilités sont claires et délimitées : le Chef de Délégation porte la « double casquette », à l'image du (de la) Haut(e) Représentant(e) qui est aussi vice-président(e) de la Commission européenne. Les lettres de créances sont signées par le Président du Conseil qui est compétent pour les questions PSDC et celui / celle de la Commission européenne. Le tandem n'est pourtant pas symétrique, tant au niveau des moyens que de la chaine de commande qui obéit à des logiques différentes, y compris pour la gestion des ressources financières et humaines. Les arbitrages politiques sont orchestrés à travers des procédures institution–nalisées[1], en particulier à travers les groupes du Conseil (COREPER, COPS etc.), le « Group for External Coordination (EXCO) » ou encore des organes de gestion comme le COMDEL pour la gestion des ressources. Ceci ne veut pas dire pour autant, que les stratégies et objectifs recherchés soient toujours unifiés.

Cela se ressent actuellement, alors que par bien des aspects l'UE se trouve à un tournant stratégique et que faute de réelle unité politique, la conduite des relations internationales se fait largement en dehors du cadre des Traités à travers des arrangements ad-hoc, comme la « coalition des volontaires » en ce qui concerne la guerre en Ukraine. Ceci vide en partie de sens l'entreprise commune, en tout cas délégitime les actions menées dans le strict cadre des Institutions de l'UE. En conséquence, alors qu'il serait primordial de poursuivre un dialogue entre tous les acteurs sur précisément comment mieux répondre aux menaces et défis, aucune réflexion n'est en cours actuellement sur la réforme des Traités et la manière de mieux intégrer les différents instruments. L'initiative du Parlement européen en vue de relancer l'intégration européenne (Conférence sur l'avenir de l'Europe) qui avait examiné des pistes pour rendre l'articulation institutionnelle plus cohérente, semble bien pour l'instant avoir été enterrée, même si la Commission a travaillé sur un certain nombre de recommandations depuis la clôture des travaux[2]. Mario Draghi dernièrement a encore tenté de relancer le débat en parlant de « fédéralisme pragmatique »[3], sans toutefois susciter beaucoup d'enthousiasme. Occasionnellement, les uns ou les autres, comme dernièrement encore le Ministre allemand des Affaires étrangères suggère une réintégration du SEAE au sein de la Commission, mais personne ne voudrait vraiment se risquer à proposer une réforme, tant les points de vue se trouvent éloignés avec le risque de détricoter encore d'avantage un équilibre déjà

[1] Voir Andreone et Soret in Revue de l'union européenne 02/2024, n°675 (Dalloz- Paris), pp. 10-16

[2] https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/new-push-european-democracy/conference-future-europe_fr

[3] https://geopolitique.eu/en/2025/10/24/mario-draghi-the-pragmatic-federalism-doctrine/

fragile avec en toile de fond la pression d'une nouvelle course en avant pour de prochains élargissements…

Dans ce contexte où l'on évite de revisiter les objectifs poursuivis en commun et les moyens d'y parvenir, le processus dit de « Modernisation du réseau des Délégations » apparaît comme un exercice pour le moins excessivement bureaucratique : d'ordre organisationnel, plus que répondant à de nouvelles orientations stratégiques et à un désir d'être plus agile comme ses promoteurs le prétendent. Le dernier Conseil Affaires étrangères « Développement » du 18/05/2026 a bien mis à l'agenda la redéfinition du rôle stratégique des délégations avec les nouvelles orientations de la Commission en matière d'aide au dévelop–pement, mais sans éclairer la rationalité du processus déjà en cours si ce n'est à postériori. Ainsi, les ajustements d'ordre techniques effectués par les services de la Commission (DG ENEST pour les activités « Finance et Contrat » par exemple) n'ont pas grand lien avec une quelconque réorientation stratégique des ressources. Toutefois, ceci entraîne des conséquences profondes sur l'efficacité globale du système qui se trouve fortement sollicité pour faire face à ces changements avec de nouveaux équilibres à trouver au sein des Délégations qui se trouvent privées de ressources -y compris à travers des licenciements de personnel local- dont la logique échappe à ceux qui s'en trouvent affectés. La situation est aggravée avec une communication interne déficiente et un refus du dialogue social ayant mené jusqu'au dépôt d'un préavis de grève de la part des syndicats du personnel à la Commission européenne.

Ainsi, de manière strictement opérationnelle et en l'absence de réflexion globale sur les objectifs systémiques poursuivis et les moyens de les atteindre dans les pays où l'UE possède une représentation, la décision politique prise dans le cadre de l'exercice en cours, a été de ne fermer aucun poste diplomatique parmi les 145 actuels, mais d'ajuster les présences en fonction des contraintes opérationnelles telles qu'évaluées par la Commission européenne pour gérer ses activités selon une nouvelle typologie : Délégations à présence diplomatique, délégations standards et délégations renforcées. Un premier choix a déjà été effectué avec la création de 10 Délégations à présence diplomatique réduite, sans présence de personnel de la Commission. Rien n'indique pourtant de manière flagrante que la présence d'une Délégation dans ces circonstances est encore nécessaire, si ce n'est, le cas échéant la faible représentation des Etats membres (EM) dans ces pays. Mais les Délégations n'ont pas la vocation de remplacer ces derniers, même si c'est parfois de facto le cas au moins par certains aspects représentationnels comme en Afghanistan par exemple… Dans les faits, le personnel diplomatique déployés par

les EM à travers le monde n'a pas diminué significativement depuis la création du SEAE et en tout cas pas en raison de la montée en puissance des Délégations ! Au contraire, lorsqu'un pays devient plus stratégique, parfois d'ailleurs en raison des efforts et investissements de l'UE, il y a un regain d'intérêt des EM qui en conséquence justement aspirent à ouvrir une mission diplomatique…

A contrario, les Délégations qui sont appelées à jouer un rôle régional accru (« Hub ») ne sont pas à priori d'importance politique stratégique plus grande, il n'y a d'ailleurs pas de renfort de personnel politique (SEAE) au sein de ces dernières, si ce n'est pour adapter le soutien logistique et renforcer les capacités managériales pour de plus grandes équipes (avec la création de poste de « Chef adjoint de Délégation ») ; mais pas pour autant un partenariat politico-stratégique avec les pays hôtes. Il faut souligner également, que sans doute pour éviter le débat, il n'y a pas non plus d'étude d'impact des Délégations, ni d'un point de vue politique, ni plus globalement dans la « mise en œuvre des politiques » et des programmes de coopération. Il y a certes dans ce dernier domaine des systèmes d'évaluation, mais qui ont plus trait à l'atteinte d'objectifs tels qu'ils ont été définis par les Services de la Commission avec des indicateurs qui leurs sont propres et liés à la réalisation de projets spécifiques. De même, les inspections périodiques des Délégations consistent plus en un audit de performance pour améliorer le fonctionnement des Délégations d'un point de vue de leur gestion et l'exécution de leur mandat, que d'une revue de leur efficacité propre : Si les rapports d'inspection peuvent servir pour ajuster les ressources mises à disposition, ils n'ont pas la légitimité ni vocation de questionner la rationalité des politiques menées et encore moins de la justification de la présence d'une Délégations dans un pays, ce qui relève du politique.

En période de fortes restrictions budgétaires, le SEAE ne fait que gérer la pénurie de son propre personnel. Il n'y a aucune re-concentration de personnel libéré par la contraction de 10 délégations réduites à leur plus simple expression vers d'autres considérées comme plus stratégiques. Le redéploiement et la constitution de centres régionaux correspondent à une concentration des services de la Commission en dehors de toute considération politique -en tout cas assumée- avec des conséquences pour le personnel d'appui, mais ne procède aucunement d'un recentrage des activités du SEAE. Il semble que la volonté de « maintenir le drapeau » (pas de fermeture de poste) plus que l'ambition d'une projection externe prévale. Quant à l'argument de maintenir une influence sur chaque voix aux nations Unies, elle semble bien superflue dans le contexte actuel

de déliquescence du système multilatéral. Ainsi, malgré les tentatives d'explications données, aucune justification rationnelle ne vient étayer le processus couvert par le concept de « Modernisation ».
Si l'on s'en tient aux Traités et à la pratique actuelle telle que codifiée dans un certain nombre de documents internes, les délégations de l'UE assurent la présidence de l'UE dans les pays tiers et les fonctions principales suivantes, ce qui ne préjuge en rien des objectifs stratégiques / politiques :

- Les Délégations de l'UE sont chargées de représenter la politique étrangère de l'UE (projection) et de défendre ses valeurs ou normes (prosélytisme) et ses intérêts essentiellement économiques. Elles assurent la représentation diplomatique de l'UE et du Haut Représentant auprès des autorités auprès desquelles elles sont accréditées, mènent un dialogue politique, délivrent des « démarches » selon instructions reçues du siège, publient des déclarations (soit seule, soit avec les EM ou uniquement certains d'entre eux, des pays alignés etc., toutes les configurations sont possibles). Une Délégation est avant tout le visage de l'UE, l'incarnation, et l'interface privilégiée avec les pays tiers auprès duquel elle est accréditée. A savoir l'interlocuteur privilégié pour une communication dans les deux sens relayant les messages du et vers le siège. Il est cependant évident que si l'ambassadeur est cette représentation, la réalité est multiple et nécessite des « répétiteurs » au sein des Délégations et des diffuseurs à différents niveaux. Une personne ne peut avoir ce degré de pénétration dans la société à elle toute seule, ce qui d'ailleurs conduirait à une surexposition dangereuse ;
- Les Délégations assument les obligations découlant du Traité de Lisbonne en ce qui concerne l'incarnation de la présidence de l'UE et la coordination sur place avec les Etats membres et les différents acteurs agissant au nom de l'UE (missions PSDC civiles ou militaires par exemple) afin d'agir de manière cohérente et complémentaire dans l'esprit « Team Europe ». Ceci implique passe également par la conduite du dialogue politique avec les d'autorités du pays d'accréditation au nom de l'UE, la délivrance de démarches et de messages, l'émission de déclarations. A cette fin, elles organisent et accueillent des réunions régulières (au moins mensuelles) au niveau des Chefs de mission (et plus largement assure la coopération avec les autres acteurs diplomatiques);

- Sans préjudice des chaînes de commandement spécifiques des acteurs de l'UE présents dans le pays hôte, les Délégations doivent veiller à garantir une approche cohérente de l'UE à l'égard du pays hôte ;
- Les Délégations participent au renforcement de la sécurité et de la stabilité globale, à la résilience et la préparation de l'UE face aux crises ;
- Elles contribuent à l'élaboration des politiques et à la prise de décisions au siège par le biais de rapports politiques : analyses, évaluations et recommandations pour l'action de l'UE, monitoring des activités susceptibles de porter atteinte aux intérêts et aux valeurs de l'UE ;
- Les Délégations mènent des actions d'information, de communication sur les positions de l'UE et de diplomatie publique ;
- Elles sont également responsables de la présentation et de la mise en œuvre des politiques communes de l'UE, telles que le commerce, le développement, la pêche, la santé, la politique agricole commune, etc. et assurent la coordination technique (politique, commerce, développement, etc.) avec les EM, fixent l'ordre du jour et président ces réunions et en assurent le suivi. ;
- Les délégations de l'UE sont en charge des programmes pluriannuels de coopération au développement de l'UE. Elles jouent un rôle clé dans la programmation de l'aide et dans la mise en œuvre de toutes les actions de développement soutenues par l'UE dans les pays concernés. Elles assurent la gestion quotidienne des programmes d'assistance extérieure, y compris des dépenses administratives ;
- Elles coordonnent la mise en œuvre de toute l'assistance de l'UE, multilatérale et bilatérale, et pilotent les processus de programmation conjointe de l'UE ;
- Les délégations de l'UE fournissent un soutien logistique et une assistance à toutes les institutions de l'UE. Cela comprend un appui aux missions de haut niveau des directions générales ayant une dimension extérieure (commerce, pêche, migration), ainsi qu'aux délégations du Parlement européen en visite ;
- Les Délégations ont une responsabilité consulaire « résiduelle » : protection consulaire en cas de crise, assistance aux citoyens dont le pays d'origine n'est pas représenté sur place, harmonisation des conditions d'octroi des visa Schengen de courte durée (exigences documentaires par exemple). Elles peuvent compléter l'action des États membres à leur demande en situation de crise (COVID, crises sécuritaires et évacuations de ressortissants) ;

- A noter que les Délégations doivent également apporter leur soutien aux activités d'Aide Humanitaire et de Protection Civile menées par la DG ECHO de la Commission européenne.

Mais l'Union européenne a-t-elle les moyens, la volonté et la capacité d'accomplir à travers ses Délégations toutes ces fonctions ? Dans nombre de Délégations, le dialogue sur les politiques (« policy dialogue ») avec les pays tiers se fait sur une base transactionnelle à partir des contributions financières et du développement de projets. Le « réseautage », le travail avec les différents acteurs officiels, de la société civile, du secteur privé etc. se fait, aussi et essentiellement, à travers la possibilité d'intervenir et d'apporter un soutien, pas nécessairement et pas toujours financier, mais au moins en termes relationnels. Ceci permet de nourrir à son tour le dialogue politique (« political dialogue ») qui ne peut autrement être conduit par le personnel politique du SEAE seul. A partir du moment où de telles synergies n'existent pas ou plus, en particulier à travers l'exercice en cours de modernisation / régionalisation des Délégations mis en œuvre par la Commission européenne, non seulement il ne peut plus être question d'approche globale, mais le système ne peut simplement plus fonctionner dans sa configuration initiale. Il faut revoir les ambitions en conséquence et se poser véritablement la question de la rationalité d'une présence diplomatique propre traditionnelle, telle en tout cas qu'envisagée dans le concept hérité des délégations de la Commission, si les moyens de l'assumer ne sont plus disponibles, au-delà d'assurer une seule présence. Une tentative de définition des fonctions minimales à assurer par les délégations réduites « à une présence diplomatique » a été lancée en interne ne serait-ce que pour instruire les délégations en question pour leur rôle et responsabilités, y compris financières. Mais ceci reste un inventaire bureaucratique.

La question est bien que fait ou devrait faire idéalement une Délégation de l'Union européenne sur le plan strictement politique et diplomatique au-delà de ses fonctions « organiques » et institutionnelles du ressort des services de la Commission européenne, telles que décrites ci-dessus. La tentation est grande de vouloir revenir à une définition historique et traditionnelle de la diplomatie, même si par définition, elle sera forcément anachronique. C'est néanmoins le point de départ des EM dont cela constitue toujours la référence première, au point de « snober » la diplomatie de l'Union qui ne serait donc pas réelle et non professionnelle, même si ses diplomates sont désormais issus de ses rangs. Le procès est facile lorsque l'on mentionne les domaines de compétence qui échappent encore très largement aux

prérogatives du SEAE, comme la délivrance de visas par exemple, ou bien la promotion commerciale, même si dans ces deux domaines également l'UE peut avoir une valeur ajoutée.

Il s'agit par conséquent une question essentiellement identitaire. Se projeter à l'extérieur pour matérialiser son existence et tenter de peser, d'influencer est bien entendu la raison première. Encore faut-il être au clair sur ce que précisément on entend représenter. L'UE est très largement perçue à travers ses actions concrètes (qui s'apparentent à celles d'un Etat par bien des aspects), plus que son image, à la différence « d'un pays », au grand désespoir de ses propres communicants ! L'UE répond à un système de légitimation juridique et abstrait qui ne peut être appréhendé de manière simple. Parler de valeurs, qui d'ailleurs jusqu'à présent étaient communes au monde occidental, ne forge pas une identité propre permettent d'être accepté comme acteur à part entière -sui generis- sur la scène internationale. En revanche, le pouvoir normatif de l'UE (« l'effet Bruxelles ») a une réalité certes juridique, mais extrêmement concrète. Dans ce domaine, le pouvoir de décision n'obéit pas aux logiques du Service Extérieur, ni au sein de l'UE (SEAE), ni au sein des Ministères des Affaires Etrangères (MAE) des Etats membres, mais bien… à la Commission européenne !

Conséquences de la guerre en Iran

Conférence GRASPE de Guillaume Duval – 11 mars 2026

Georges Vlandas
Bonjour à toutes et tous,
Nous sommes ici pour parler des conséquences de la guerre entre l'Iran et les Etats-Unis et Israël. Les conséquences aussi bien pour les Etats-Unis, pour la région, pour l'Union Européenne, pour la Russie.
Guillaume Duval, est journaliste et essayiste français spécialisé dans les questions économiques européennes.
C'est un collègue, puisqu'il a travaillé avec Joseph Borel au service extérieur en étant un de ses porte-paroles. Il est aussi un des fondateurs et rédacteur en chef du journal du mensuel bien connu *Alternatives Économiques*. Il est membre du Comité économique, social et environnemental en France.

Il est aussi membre du comité de rédaction de la revue GRASPE, revue qui existe depuis 25 ans. Cette conférence sera l'objet d'une publication dans l'un des prochains numéros de GRASPE, avant l'été.

Guillaume Duval

Bonjour et tout d'abord merci à Georges et à Hugo pour l'invitation à venir parler de ce sujet aujourd'hui. Je précise tout d'abord que je n'ai plus d'informations particulières, puisque je ne travaille plus avec Borrell et Kaja Kallas. Ce que je vais dire résulte des informations publiques disponibles qui sont très partielles comme chacun le sait.

Je voudrais dire ce matin deux choses concernant la guerre lancée aujourd'hui par Benjamin Netanyahou et Donald Trump contre l'Iran. D'une part commencer par faire le parallèle avec la guerre contre l'Irak en 2003 et d'autre part passer en revue les « solutions » (issues) possibles de cette guerre et le jeu des différents acteurs qui y sont mêlés pour terminer en particulier sur un acteur que vous connaissez bien : l'Union européenne. Donc

Ce texte est antérieur aux récents développements de la situation, en particulier le blocage du détroit d'Ormuz. Il contient cependant d'intéressants éléments.
(NDE)

pour démarrer, je ne sais pas où en est le débat à Bruxelles, mais en France, là où je suis maintenant, il y a un débat sur la légitimité de cette guerre.

Je dirais que pour pas mal d'acteurs, elle paraît a priori moins illégitime qu'avait pu l'être la guerre contre l'Irak en 2003. Alors Saddam Hussein était d'abord un dictateur sanguinaire qui, lui aussi, massacrait son peuple au Kurdistan, etc. Mais il était sans doute quand même moins sanguinaire que peuvent l'être les mollahs iraniens qui viennent de massacrer il y a quelques semaines seulement, plus de 30 000 personnes en janvier dernier.

Le fait que ce soit un dictateur sanguinaire, c'était en 2003 une motivation importante que les néoconservateurs américains mettaient en avant pour y aller, pour aller partir en guerre contre l'Irak. Ce n'est plus cependant aujourd'hui une motivation du tout pour Donald Trump, on y reviendra, puisqu'il dit publiquement privilégier une solution à la vénézuélienne, en gros laisser la dictature en place pourvu qu'elle accepte de renoncer au programme de missiles balistiques et à l'arme nucléaire et qu'elle donne aux américains l'accès au pétrole iranien. Donc sur ce plan-là, peut-être que les mollahs iraniens sont encore plus des dangereux dictateurs que ne l'était déjà Saddam Hussein, mais en fait ce n'est pas pour ça que la guerre est lancée.

Sur l'autre aspect, les Américains accusaient Saddam Hussein d'être en cheville avec les terroristes qui avaient lancé l'attaque du 11 septembre aux États-Unis. Il s'est avéré que ce n'était pas vrai du tout. Quant aux Iraniens, ils n'ont jamais rien eu à voir non plus ni avec l'État islamique, ni avec Al-Qaïda, puisque ce régime se revendique du sunnisme et qui sont plutôt les ennemis jurés des mollahs iraniens depuis toujours.

Si c'était totalement faux en ce qui concerne Saddam Hussein revanche, cela est davantage vrai en ce qui concerne les mollahs iraniens qui ont des liens avec des factions chiites au Liban, au Yémen, etc. en Irak dont ils se sont servis pour déstabiliser la région.

Mais bien avant cette guerre elle-même, ces liens étaient déjà très affaiblis puisque le Hamas avait quasiment disparu en Israël, très affaibli après deux ans et demi de guerre à Gaza. Le Hezbollah libanais était lui aussi très affaibli après les frappes, la disparition de son dirigeant, etc. Et les outils yéménites restaient en place, mais ils ne sont malgré tout pas vraiment des acteurs très puissants.

Donc le soutien international que les mollahs iraniens avaient, et qui était très puissant avant le 7 octobre 2023, était déjà très affaibli et on pouvait douter de la capacité des mollahs à le rétablir dans un avenir proche compte tenu de l'affaiblissement à la fois économique et politique du régime iranien en Iran même. Donc ce n'est pas non plus une justification très adaptée. La troisième justification qui était mise en avant en 2003 comme aujourd'hui, ce sont les armes de destruction massive, le programme nucléaire, etc.

Il s'est avéré que c'était un argument entièrement faux en 2003. C'est une justification qui n'existait pas du tout. Mais on sait qu'en ce qui concerne l'Iran en revanche, il y a évidemment, même si les mollahs iraniens le nient, un programme nucléaire à vocation militaire qui est avancé.

Simplement l'accord sur le nucléaire iranien qui avait été signé en 2015, avant que Trump le fasse sauter en 2018, permettait déjà de contrôler très strictement ce programme et de limiter la capacité des mollahs iraniens à acquérir réellement la bombe. Les bombardements de juin dernier avaient déjà très fortement ralenti tout ce qui avait pu être fait entre-temps et détruit en grande partie ce qui avait pu être fait entre-temps pour reconstituer et faire avancer ce programme. Des négociations ont été engagées avec les Iraniens avant cette guerre pour remettre sur pied un accord avec les États-Unis sur la question du nucléaire.

Et les Iraniens étaient manifestement prêts à aller encore plus loin qu'en 2015 en matière de contrôles compte tenu de l'affaiblissement des mollahs. Donc ce n'est pas non plus une justification très adaptée pour partir en guerre cette fois. Et surtout, ce qui fait que cette guerre est en réalité encore plus illégitime et plus dangereuse pour le droit international, pour le multilatéralisme, que ne l'était la guerre de 2003, c'est que les Américains et les Israéliens n'ont aucunement cherché cette fois à avoir un blanc-seing, un accord des Nations-Unis pour partir en guerre, ce qui n'avait pas été le cas en 2003.

Donc les Américains avaient fait beaucoup de choses pour obtenir l'accord des Nations-Unis du Conseil de sécurité des Nations-Unis. Et ils ne l'avaient pas eu. Mais ils avaient aussi parallèlement cherché à construire une coalition la plus large possible à laquelle plusieurs pays européens, la France, l'Allemagne, avaient refusé de participer, mais pas le Royaume-Uni, pas d'autres Européens qui étaient allés avec les Américains.

Là, cette fois-ci, il n'y a rien eu de tout ça. Et ça s'est fait vraiment en dehors de tout cadre international, en dehors de la recherche

de la moindre légalité internationale, légalisation internationale de cette guerre.

Donc sous cet angle-là, c'est bien plus dangereux, en effet, que la guerre de 2003 contre l'Irak, qui a eu déjà, y compris sur ce plan-là, des conséquences très négatives. Donc pour toutes ces raisons, bien que le Hezbollah soit vraiment dangereux, voire sanguinaire, il y a peu de raisons de considérer a priori que cette guerre puisse être réellement légitime et utile. Mais ça dépend évidemment de comment elle se termine.

Alors comment elle se termine, personne ne le sait pour l'instant. Mais il y a trois options qui sont possibles, qui sont sur la table aujourd'hui. Et c'est celles-là que je vais maintenant passer rapidement en revue.

La première, c'est celle que Donald Trump dit privilégiée. Et je pense que c'est vrai. Donc c'est la solution à la vénézuélienne. Le régime reste en place, mais il cède sur les missiles, sur le nucléaire et sur le pétrole. C'est une solution à laquelle, pour ma part, je ne crois pas du tout, parce que le Venezuela et l'Iran, c'est quand même deux pays, deux situations, très différentes.

La situation est très différente out d'abord sur le plan géographique, mais aussi sur le plan culturel et politique. Donc l'Iran, c'est un très vieux pays qui est l'héritier d'un des plus anciens empires connus, qui n'a jamais été réellement colonisé durablement. Donc le nationalisme iranien, c'est quelque chose de très fort.

Bon, le Venezuela, il y a aussi Bolivar et tout ça derrière. Mais ce sont quand même des histoires qui sont beaucoup moins anciennes et beaucoup moins ancrées. Et d'autre part, je pense que si les mollahs iraniens sont déjà très affaiblis et très haïs par la très grande majorité du peuple iranien, s'ils acceptaient les conditions de Trump, ils perdraient définitivement toute légitimité, une partie de leur légitimité étant quand même basée sur le nationalisme iranien.

Donc je crois qu'ils perdraient le pouvoir. C'est la raison pour laquelle, contrairement à ce que pensait Trump, puisqu'il pensait vraiment qu'avec toute l'armada qu'il avait rassemblée, les Iraniens céderaient avant même qu'il ait besoin d'attaquer. Ils ne peuvent pas céder et ils ne céderont pas en tout cas à ces conditions-là.

Donc à mes yeux, c'est une solution qui n'existe pas vraiment. Je sais que beaucoup de gens disent que le régime est suffisamment

solide, qu'il peut se maintenir et que donc ça pourrait éventuellement évoluer dans cette direction-là. Je pense qu'il est trop affaibli, trop haï pour réussir à tenir s'il allait dans ce sens-là.

La deuxième issue possible, c'est une transition pacifique, notamment sous la forme du retour en Iran de Reza Pahlavi, le fils du dernier Shah d'Iran, et le rétablissement d'un régime royal, mais peut-être démocratique, enfin une transition, je dirais, à l'espagnole. Ce serait d'une certaine façon probablement la moins défavorable des solutions quoiqu'on pense des rois en général. Mais pour autant, je ne pense pas qu'elle soit davantage réaliste.

Je pense que les gens du régime des Mollahs ne peuvent pas l'accepter pacifiquement sans se battre jusqu'au bout pour l'éviter, parce qu'ils sont tellement haïs qu'ils savent qu'ils risquent leur vie s'il y a de la justice derrière, des jugements sur les crimes qui ont été commis, etc., etc. Je pense que Reza Pahlavi, même s'il a un certain soutien dans la société iranienne, c'est quand même quelqu’un qui n'a pas été sur place depuis quasiment 50 ans maintenant, qui a passé l'essentiel de sa vie à l'extérieur. Le régime du Shah n'a pas laissé quand même que des bons souvenirs en Iran, même si c'est un peu loin maintenant.

Je pense qu'il bénéficie d'un soutien qui est relativement faible au sein de la société iranienne, même si beaucoup d'Iraniens seraient prêts à accepter n'importe quoi pour se débarrasser des Mollahs. De toute façon, pour l'instant, il n'a pas non plus réellement le soutien des Américains, puisque Trump privilégie autre chose. Donc je ne pense pas que ce soit non plus une solution très réaliste.

Je pense que malheureusement, l'issue la plus probable, c'est la guerre civile, l'effondrement du régime et le fait que l'Iran devienne un État failli de plus. Donc dans un premier temps, les Américains et les Israéliens ont bombardé vraiment de manière assez ciblée les installations militaires, les points d'appui des gardiens de la Révolution, etc. Mais quand même, ce qu'on voit, c'est que ces bombardements, au fur et à mesure du temps, s'élargissent.

On détruit des installations pétrolières, on détruit des usines de désalinisation. De toute façon, ça détruit aussi beaucoup d'infrastructures civiles quand on bombarde aussi largement, aussi fortement. Donc tout ça, si ça se prolonge encore quelques semaines, ça risque de déclencher une crise humanitaire majeure au sein de l'Iran elle-même.

Toute l'activité économique est à l'arrêt. Les approvisionnements qui arrivaient quand même aussi beaucoup à travers le détroit d'Ormuz, non seulement vers le reste du monde, mais aussi pour l'Iran, par exemple, n'arrivent plus. Je pense que beaucoup d'Iraniens doivent commencer à en souffrir, ne serait-ce que pour se nourrir, ne serait-ce que pour avoir de l'eau potable. Donc on va vers une situation qui est de plus en plus difficile à l'intérieur du pays. Les Américains semblent prêts à jouer sur du désordre supplémentaire en incitant les Kurdes à se soulever et les Kurdes irakiens à rentrer en Iran. Il y a les Baloutches de l'autre côté, à la frontière du Pakistan, qui sont prêts à se révolter aussi et peut-être à être soutenus par les Américains. Pour les Kurdes c'est moins sûr.

Donc l'Iran, ce n'est pas la Libye, ce n'est pas l'Irak, parce que comme je l'ai déjà dit tout à l'heure, c'est un très vieux pays, une très vieille nation. Mais l'idée que ça s'en rapproche quand même à l'issue de cette guerre n'est pas exclue. Ça peut faire les affaires de Netanyahou, j'y reviendrai, qui s'en fiche que ce soit un pays failli.

Mais pour tout le reste du monde, ce n'est pas la Libye non plus du point de vue de la population, c'est 90 millions d'habitants. Avoir un pays comme ça qui devient à son tour un État failli, c'est une grosse affaire et c'est un gros problème. Voilà ce que je peux dire sur les différents scénarios envisageables.

Vous l'avez compris, je pense que pour l'instant, je ne suis plutôt pas très optimiste sur l'issue de ce conflit. Après, à quoi jouent les différents acteurs ?

Georges Vlandas
Il n'y a pas une possibilité que finalement ils tiennent le coup et qu'ils restent ?

Guillaume Duval
Je n'y crois pas beaucoup. Enfin, je pense qu'ils vont être écrasés quand même militairement de manière très forte. Ils sont haïs par 70% ou 80% de la population.

Ils ont une certaine base. Mais je pense que compte tenu de ce qu'ils ont fait depuis 50 ans et ce qu'ils ont fait surtout dans la période récente, je ne vois pas comment ils peuvent réussir à se maintenir sans que le pays soit profondément déstabilisé. Mais je me trompe peut-être. Mais vu de loin, ça me paraît peu probable. Alors à quoi jouent les différents pays là-dedans ?

Israël et plus précisément le gouvernement Netanyahou jouent un jeu dangereux. Mais c'est une habitude chez lui. C'est-à-dire que c'est vraiment dans l'optique qui est la sienne depuis longtemps, qui a déjà été la sienne vis-à-vis de Gaza, la Palestine, qui a été la sienne vis-à-vis du Liban déjà, vis-à-vis de la Syrie.

C'est vraiment affirmer la puissance militaire d'Israël, construire le grand Israël. Donc là, ils ont envahi le sud du Liban. J'attends de voir quand est-ce qu'ils s'en retireront.

Je ne sais pas dans combien de dizaines d'années ils s'en retireront. Je ne sais pas dans combien de dizaines d'années ils laisseront le mont Hermon revenir sous la souveraineté syrienne. Je ne sais pas dans combien de mois les premiers colons israéliens diront qu'ils vont s'installer au Liban sud. Je pense que c'est vraiment dans une optique impériale qu'il s'est engagé là-dedans et qu'il a engagé Trump. Parce que l'histoire, c'est quand même ça. Je pense que Trump n'était pas forcément très décidé à y aller.

Mais il savait que les Israéliens voulaient y aller et il les a suivis, en gros, dans cette affaire. Donc ça s'inscrit dans la logique Netanyahou d'impérialisme et d'hubris militaire de l'Israël, de Netanyahou. Je pense que le bout du bout ne sera pas forcément aussi favorable que Netanyahou le pense.

D'une part, si Dubaï et les Émirats arabes unis, qui sont aujourd'hui le plus grand allié de Netanyahou dans la région, sont très affaiblis parce que Dubaï a été bombardé, les influenceurs commencent à avoir peur, l'aéroport perd son statut de hub mondial parce que les compagnies aériennes prennent peur de l'instabilité dans la région, les investisseurs immobiliers se disent « c'est quand même très dangereux tout ça », les assureurs ne veulent plus assurer les immeubles d'Abu Dhabi. Donc Israël pourrait perdre dans cette affaire un de ses alliés principaux sur les accords d'Abraham, les Émirats-Arabes-Unis menaient une politique très pro-israélienne, non seulement dans la région au sens strict, mais ils avaient aussi déstabilisé d'autres régions du monde.

Ils soutenaient l'indépendance du Somaliland en Somalie, ils soutenaient les RSF, les génocidaires du Darfour en Soudan, ils voulaient une partition du Yémen. Les Émirats-Arabes-Unis étaient un allié très important pour Israël dans la région, ils risquent d'être très affaiblis à l'issue de ce conflit et ce n'est pas une bonne chose pour Israël. Par ailleurs, ce qui aidait beaucoup Israël dans la région, c'est quand même l'existence des Mollahs et leur régime.

Si ce régime est très affaibli ou disparu, le jeu va en réalité devenir nettement plus compliqué pour Israël dans la région, dans la mesure où les autres États sunnites qui acceptaient de jouer le jeu d'Israël des États-Unis pour se protéger de l'Iran n'ont plus cette crainte. Donc ce n'est pas sûr qu'en jouant cette carte-là, Netanyahou n'ait pas tiré une balle dans le pied à Israël. En ce qui concerne Trump et les États-Unis, c'est une affaire qui négative, surtout si elle dure plus longtemps, car Trump avait promis, conformément aux souhaits de sa base, de se recentrer sur les États-Unis.

Trump avait gagné les élections sur le thème : « On a dépensé beaucoup trop d'argent, en particulier au Moyen-Orient. On ferait mieux de s'occuper de nos ponts, de nos autoroutes, de nos hôpitaux ». Donc là-dessus, il perd du côté MAGA un certain soutien. En revanche, ça ne semble pas pour l'instant se traduire par des pertes massives en termes de popularité de Trump. Ça peut changer si ça se prolonge, s'il y a plus de morts américains. Cependant, ça l'aide bien évidemment, à se sortir des miasmes de l'affaire Epstein. Ça l'aide bien à se dégager un peu des problèmes économiques majeurs qu'il commençait à avoir à l'intérieur du pays, notamment le fait que l'emploi ait reculé en janvier, en février aux États-Unis.

C'est toujours bien d'avoir une petite guerre, en tout cas si on la gagne, pour se dégager des problèmes intérieurs. Ça fait monter le prix du pétrole. Ça lui pose des problèmes supplémentaires en termes d'inflation, de pouvoir d'achat pour les Américains.

Mais en même temps, c'est très bon pour une partie significative de ses soutiens, qui sont quand même les très gros pétroliers américains, acteurs du secteur. Ça permet aussi de relancer l'exportation aux États-Unis. Le gaz de schiste et le pétrole de schiste américain n'est rentable que si les prix du pétrole sont très élevés.

Donc ça a des inconvénients, mais ça a aussi des avantages pour lui. Évidemment, si l'affaire se prolonge, si ça ne se termine pas comme il le souhaite par un accord rapide avec les Iraniens et que ça tourne au vinaigre, ce sera autre chose pour lui. Mais pour l'instant, on n'en est pas là.

Un des grands gagnants dans cette affaire, tout le monde le dit, mais c'est vrai, c'est Vladimir Poutine, malheureusement. C'est vrai qu'il peut paraître affaibli du fait qu'il ne vienne pas aider un allié et qu'il montre une fois de plus après le Venezuela, qu'il n'est pas capable d'aider ses alliés quand ils sont attaqués. Mais en même temps, c'est une très bonne affaire pour lui du point de vue

du prix du pétrole, évidemment, du point de vue de la levée des sanctions sur les exportations de pétrole russe que les Américains sont en train de lever. Ça va lui permettre de regonfler son trésor de guerre. Et il en avait vraiment besoin, parce qu'une des choses qui se passaient, c'est vraiment qu'il arrivait vraiment au bout du bout en termes de difficultés économiques internes générées par cette guerre.

C'est vrai que cette guerre telle qu'elle a été déclenchée et menée jusque-là amènerait vraiment à dire que si Trump était vraiment sous influence russe, il ne se comporterait probablement pas autrement. L'autre aspect qui est très important pour les Russes, évidemment, c'est que les quantités phénoménales de munitions sophistiquées qui sont balancées aujourd'hui, munitions sophistiquées américaines pour l'essentiel, à la fois sur le Liban et sur l'Iran sont autant de munitions qui ne pourront pas être livrées à l'Ukraine, payées par les Européens, dans les mois qui viennent. Et ça risque de rendre plus difficile encore la résistance ukrainienne, notamment sur le terrain anti-aérien, au cours des prochains mois, parce que les Américains vont vouloir reconstituer leur stock et ils ne vont pas vouloir lâcher des munitions. C'est une des raisons pour lesquelles Zelensky s'est engagé aussi fortement auprès des pays du Golfe en leur offrant de l'aide, du support pour combattre les drones iraniens.

Il espère notamment que les pays du Golfe, qui sont surarmés, parce qu'ils ont beaucoup d'argent, par les Américains, en échange, lui cèdent des missiles, de quoi en particulier équiper les Patriotes en contrepartie.

Il y a un autre acteur qui est important là-dedans, même s'il ne dit pas grand-chose pour l'instant, c'est la Chine de Xi Jinping. Alors la Chine de Xi Jinping, elle a beaucoup à y perdre. Toute l'Asie connait une situation très difficile sur le plan strictement de l'approvisionnement énergétique. Nous, on est en difficulté sur le plan des prix du pétrole, des prix du gaz, mais eux, ce n’est pas simplement une question de prix. Ça peut même être moins le cas pour la Chine que pour d'autres. Mais pour toute l'Asie, c'est vraiment une question de disponibilité de la ressource. Si le détroit d'Ormuz reste bloqué longtemps, ils n'auront plus de pétrole et plus de gaz.

Des pays comme le Bangladesh, comme le Pakistan sont déjà en train de prendre des mesures de rationnement pour faire face à une situation de ce type-là. La Chine, ce n’est pas tout à fait la même chose. Elle a fait des stocks mais elle perd quand même une ressource pétrolière très importante pour son économie. Son économie est en train de se dépétroliser avec beaucoup de voitures

électriques, mais ça reste quand même un très gros problème pour eux, l'approvisionnement en pétrole, puisqu'ils ont peu de ressources sur place. C'est aussi un problème politique à deux faces pour la Chine.

Il y a eu un accord stratégique en 2021 entre la Chine et l'Iran. C'est un allié qu'elle n'aide pas vraiment, qu'elle n'est pas capable d'aider vraiment. Alors elle joue probablement un rôle en termes de renseignements pour aider les Iraniens à frapper les bases américaines, mais elle est très prudente pour l'instant. Cela peut lui faire perdre du crédit vis-à-vis de tous ses alliés, ses vassaux, si elle montre qu'elle n'est pas capable de soutenir ses alliés en difficulté. En même temps, ça l'aide aussi, de montrer qu'elle est un acteur international plus raisonnable et plus sage que les États-Unis de Trump. Il faudra voir comment ils se comportent dans les semaines qui viennent. Si ça se prolonge, ils ne pourront pas rester aussi inertes qu'ils l'ont été jusqu'à aujourd'hui, pas avec les gros risques qu'il y a.

Alors je ne sais pas si cela peut se réaliser, mais il est possible que les Chinois décident de profiter du fait que les Américains ont usé leur stock, ont rassemblé toute leur force au Moyen-Orient pour attaquer Taïwan maintenant. Ce ne serait pas forcément stupide de leur part de penser à ce genre de choses et éventuellement à le faire, parce que là, c'est vrai que les Américains n'auraient probablement pas les moyens de les contrer et les Taïwanais non plus. Enfin, avant de finir sur l'Europe, parmi les grands perdants de cette affaire indéniablement, il y a les Nations unies, le système multilatéral. Je l'ai dit tout à l'heure.

C'est vraiment bien pire sur ce plan-là que ce qui avait été fait en 2003. Donc est-ce que c'est la fin de la fin du système multilatéral du droit international ? C'est un peu ce que disait Ursula von der Leyen lundi devant les ambassadeurs de l'UE. Elle avait l'air de considérer que tout ça, c'était fini, qu'il fallait passer à autre chose. Ce n'est pas stupide de penser ça. En tout cas, ce serait très grave pour l'UE, parce que nous, on ne peut pas jouer dans la même cour que les Américains, dans la même cour que Trump, dans la même cour que Poutine. S'il faut vraiment jouer la loi de la jungle, « might make right », dans les mois qui viennent, s'il n'y a plus aucune règle internationale qui vaut, l'UE risque d'être en situation difficile entre Trump et Poutine.

Et par ailleurs, ça pose des problèmes sur des sujets qui ne peuvent être réglés qu'au niveau multilatéral, comme le changement climatique, qui sont colossaux et qui risquent de provoquer la fin de l'humanité. Si on n'est pas capable d'avoir une action multilatérale, internationale puissante au cours des

prochains mois, donc simplement prendre acte de la fin du multilatéralisme et s'adapter à cet état de fait, cela ne me paraît pas pouvoir être une solution, en tout cas pour l'UE, pour l'avenir. Mais justement, ça me permet de faire la transition avec le dernier point que je voulais développer dans cette introduction un peu longue.

C'était la question de la position de l'UE. L'Iran pour l'UE, c'est une région qui est beaucoup plus importante que pour les États-Unis. C'est une région qui est importante sur le plan de l'approvisionnement en gaz et en pétrole, même si on dépend beaucoup moins que l'Asie de cette région particulière.

C'est une région qui est essentielle pour tout le trafic de marchandises entre l'Asie et l'Europe. Donc c'est un trafic qui est très déséquilibré, puisque les Chinois exportent beaucoup plus vers nous que l'inverse. Mais ça compte quand même beaucoup pour les Européens sur le pétrole et le gaz, même si en termes de flux, on n'est pas forcément très affectés.

On est évidemment très affectés en termes de coûts et de prix de pétrole. C'est une région qui, si ce que je disais tout à l'heure devait s'avérer, c'est-à-dire si l'Iran devait devenir un État failli, cela nous poserait à nouveau d'énormes problèmes en termes de migration, probablement. Mais c'est une région où, en tout cas jusqu'à maintenant et depuis 2023 en fait, depuis le début de la guerre de Gaza, on n'est plus capable de jouer aucun rôle. Ça n'a pas toujours été le cas. L'accord sur le nucléaire iranien dont j'ai parlé tout à l'heure, qui a été conclu en 2015, c'était en fait d'abord un immense succès de la diplomatie européenne.

C'est vraiment Javier Solana et ses successeurs qui avaient travaillé énormément pour permettre que ça voie le jour et ça positionnait vraiment l'Europe comme un acteur crédible, capable d'aider à préserver la paix et la stabilité dans cette région qui est, comme je l'ai dit, centrale pour nous. On a toujours l'impression que l'Europe progresse à travers les crises. Mais là, c'est manifestement le contraire.

Donc on a régressé en termes d'influence et de capacité d'action dans cette région, dans cette affaire. Le plus grave serait évidemment, et le risque existe, que pour ne pas faire de peine à Trump, pour ne pas perdre son soutien sur d'autres dossiers, notamment l'Ukraine, des Européens, s'engagent à leur tour dans la guerre contre l'Iran et se mettent à les suivre, après coup, à s'engager dans cette guerre. Je pense que ça serait très dangereux pour nous si on suivait cette piste. Pour l'instant ce n'est pas le

cas. Mais je suis très surpris que personne en Europe n'ait tenté jusqu'ici de réunir les acteurs régionaux.

J'ai oublié de parler d'un autre acteur très important avant de parler de nous. C'est l'Arabie saoudite. L'Arabie saoudite, c'est le géant de la région. L'Arabie saoudite est en guerre avec les Emirats-Arabes-Unis sur tous les dossiers que j'ai évoqués tout à l'heure, et en guerre au sens propre du terme, sur la Somalie et le Somaliland, sur le Soudan où l'Arabie saoudite soutient les militaires de Khartoum contre les autres, contre les génocidaires du Darfour qui sont soutenus par les Emirats-Arabes-Unis. Donc l'Arabie saoudite était vraiment en guerre, avant cette guerre avec les Emirats-Arabes-Unis. Donc ça ne leur fait pas forcément une peine excessive si Dubaï est détruit ou si Dubaï perd son statut privilégié pour l'instant.

Et surtout, l'Arabie saoudite ne veut à aucun prix que puisse s'installer en Iran un régime qui serait vassal de Trump et de Netanyahou. Les Saoudiens regardent cela très certainement, apparemment ils ont été informés, ils ont donné leur accord pour que les Américains y aillent, mais ils regardent tout ça avec beaucoup de circonspection.

On parle d'une force européenne pour dégager le détroit d'Hormuz. Si on était capable de faire ça sans entrer pour autant dans la guerre contre l'Iran, ce serait effectivement quelque chose de très significatif du point de vue européen. Mais c'est vrai que je ne vois pas trop, pour l'instant, ce projet se réaliser à court terme, en tout cas.

Amener des porte-avions méditerranéens à côté de Chypre, c'est joli, mais ça ne sert pas à grand-chose dans le contexte. En revanche, je suis très surpris que personne n'ait invité la Turquie, l'Arabie saoudite, à faire une conférence avec nous pour proposer une solution diplomatique à ce conflit et obtenir un cessez-le-feu rapide et proposer des solutions diplomatiques à ce conflit.

Pourquoi est-ce que les Européens ne sont pas en mesure de s'adresser, ne semblent plus en mesure de s'adresser à ces interlocuteurs pour proposer quelque chose de ce type-là ? Je pense que ça ferait certainement de la peine à Benjamin Netanyahou. Ça permettrait sans doute plutôt d'aider Donald Trump à sortir du guêpier un peu plus rapidement que ce qui se dessine pour l'instant.

En tout cas, je pense que l'attitude actuelle de l'UE est très en dessous de ce qu'il faudrait, de ce qu'on pourrait faire. Quant à ce qu'a pu dire Ursula von der Leyen lundi sur le multilatéralisme et

les Nations unies, le droit international : oui, ils vont très mal. Mais s'ils vont très mal, il faut que l'Europe prenne justement la tête pour les rénover, réformer, refonder parce que de toute façon, on en a besoin dans le futur. On ne peut pas jouer la même carte que Trump là-dessus. Cette région est absolument centrale pour nous et si elle est centrale pour nous, il faut qu'on soit actifs et pas simplement réactifs. C'est très bien de s'occuper, de rapatrier les Européens qui sont coincés dans la région, mais c'est une région qui mérite qu'on fasse plus que ça pour arrêter le désastre qui est en cours.

Georges Vlandas
Merci. Avant de passer la parole à la salle, si j'ose dire, je suis sûr que les collègues seront très intéressés à poser des questions, à commenter ce qui se passe, je voudrais faire trois remarques. Et la première concerne des éléments d'histoire.

En 1956, l'Iran a eu un premier ministre formé en France, Mossadegh, qui était un démocrate éduqué chez nous, si j'ose dire, et qui a été renversé par les Américains parce qu'il voulait contrôler les ressources propres de son pays. Par la suite, il y a eu une dictature, celle du Shah, qui était certes laïque mais qui a été rejetée par la population, à la fois par les tendances laïques, voire communistes, mais aussi par les religieux.

Il y a eu ensuite une révolte contre le Shah qui l'a destituée, et les religieux ont gagné, pas seuls, mais c'est eux qui ont prévalu. Et la réponse de l'Occident, quelle était-elle ? C'est de soutenir la guerre faite par Saddam Hussein.

Tu as dit tout à l'heure qu'il était moins sanguinaire que le Mollah, mais je crois me souvenir qu'il a été l'initiateur de ce qu'a fait Bachar el-Assad. Oui, il a gazé la population iranienne, et à l'époque, personne n'a trouvé à redire, mais en tout cas, il y a eu une guerre qui a duré 8 ans à la suite de laquelle, ce régime se sentant menacé a développé des armements, a essayé d'avoir, comme l'Union Soviétique après la Seconde Guerre mondiale, une zone tampon autour d'eux. Et ensuite, il y a eu l'accord sur le nucléaire qui a été dénoncé, semble-t-il, sans raison, par les États-Unis, puisque les autres, l'Angleterre, la France, y sont restées. Il y a eu des négociations qui ont été interrompues au milieu, pendant qu'on discutait, par des attaques militaires.

Je ne dis pas ça pour dédouaner le régime horrible des Mollahs, mais c'est pour souligner que quelque part, ce qui se passe là-bas n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein, où le mal, contrôlé par les forces du bien, aurait fait irruption des ténèbres, mais c'est le résultat de nos propres actions. Et donc, je dis ça

pour nous interroger sur le fait que nos propres actions aujourd'hui sont peut-être de nature à avoir des effets sinon pervers, du moins négatifs.

La seconde remarque, ce sont les USA. On se plaît à dire chez nous que Donald Trump est fou, qu'il n'a pas de stratégie et peut-être qu'on le dit parce que lui ne l'explicite pas. Il est dans la société du spectacle permanent. Le but est de divertir, de détourner l'attention de ses intentions réelles ou des dossiers délicats. Mais si on regarde ce qu'il fait, par exemple au niveau interne, il fait oublier des histoires gênantes pour lui. Il y a à l'approche des élections de la fin de cette année, la recherche de fournir un sentiment de puissance à la population, du moins des gens qui le soutiennent.

Ensuite, prenons le cas de la Chine. La Chine, elle est embêtée par tout cela. Certes, elle espère avoir Taïwan. Dans les relations entre Chine et les États-Unis, le président chinois met sur la table que sa priorité, c'est Taïwan. Et donc c'est la raison pour laquelle il fait profil bas dans le conflit actuel. Mais il n'en demeure pas moins que c'est lui qui est fragilisé. Les pays du Golfe sont des alliés des Américains, mais ce ne sont pas des alliés complètement fidèles. Dans les dernières périodes, ils ont eu une tendance à faire preuve d'autonomie et même de ne pas suivre à la lettre ce qu'on leur proposait. La crise générée par le conflit avec l'Iran crée des problèmes en Chine.

L'Europe enfin. La fin du monde tel que tu l'as décrit, basé sur le droit international, qui était d'ailleurs un monde tout relatif, ça nous affaiblit, parce que nous sommes le parangon de ce système. Et donc, qu'est-ce qui menace plus l'Amérique que la Russie ou la Chine ? C'est l'Europe, parce que l'Europe, c'est un paradigme alternatif. La Russie et la Chine, c'est un compétiteur, ce n'est pas un paradigme alternatif. Nous, nous sommes un paradigme alternatif. Nous avons une autre vision du monde, une autre organisation interne de la société et nous sommes le camp progressiste, d'une certaine façon. Nous le sommes d'autant plus qu'on est dans une période défensive. Dans une période qui n'est pas défensive, on peut dire que notre droit social laisse à désirer, que notre démocratie faiblit, mais quand on compare à ce qui se passe, nous sommes les plus progressistes. Or le conflit en cours affaiblit l'Europe.

Au niveau économique, Trump réunit les producteurs d'armes et le complexe militaro-industriel joue un rôle essentiel aux États-Unis, soutenus par l'État. D'ailleurs, c'est un des nerfs de la croissance américaine. Multiplier la production par quatre,

financée en partie par les Israéliens, par les pays du Golfe et les Européens.

Cette guerre, du point de vue économique, c'est une affirmation de domination et qui démontre d'autant plus le côté faible du système des Nations Unies. Ça valorise les initiatives propres de Trump où il essaye de mettre en place un autre système de régulation mondiale qui serait sous sa coupe avec un droit d'entrée d'un milliard de dollars. Donc, finalement, ça fait partie d'un plan qui correspond à la fois à son projet politique interne et sa vision du monde. Et ce n'est pas parce qu'il dit tout et son contraire que tout ça n'a pas de sens et que ça ne repose pas sur une vision. Et ensuite, le troisième point, c'est l'Europe. Tu dis que l'Europe est en crise et je suis d'accord avec toi quand tu dis que jusqu'ici, on a répété que l'Europe progresse du fait de la crise.

C'était vrai dans le passé, mais il ne s'agit pas de réaction chimique, il s'agit de choses qui dépendent d'un contexte politique, social. Surtout que l'Europe aujourd'hui traverse une crise de sa capacité à répondre aux défis qui sont les siens. Et une crise d'autant plus inquiétante que le diagnostic est posé et que, donc, un remède raisonnable du point de vue du système, celui du rapport Draghi, existe. Mais on n’en fait rien.

Il pourrait être mis en œuvre, il pourrait offrir une alternative à un renforcement et il n'est pas mis en œuvre. Et quand on parle du débat européen sur le budget, le budget est de 2 000 milliards d’euros, ce qui paraît plus gros qu'avant. Mais si on se rappelle que le budget d'avant, c'était 1 300, plus le plan de relance, c'est moins en volume qu’aujourd’hui.

Hugo Arcangeli
Je me permets de vous lire une question de Sarah : « D'après vous, quel est l'impact réel, actuel ou à moyen terme, de cette guerre sur la Turquie, pays de l'OTAN ? Deux drones fantômes ont survolé l'espace aérien turc il y a quelques jours. »

Participant
Merci. Je souhaite revenir sur l'accord de Vienne et sur ce qu'il représentait. Sans reprendre la terminologie américaine, il s'agissait, comme vous l'avez très justement rappelé, d'une initiative diplomatique dans laquelle les Européens ont joué un rôle central, notamment Federica Mogherini. C'était une négociation menée sur des bases solides, relevant d'une approche véritablement diplomatique.
Or, à la lecture de ce dossier, il me semble clair que l'Iran a respecté ses engagements. Certains parlent de bluff, mais non : c'était de la diplomatie, au sens plein du terme.

Ce qui s'est ensuite produit est, à mon sens, révélateur d'une défaillance collective. Lorsque les États-Unis ont dénoncé l'accord, l'Iran s'est tourné vers les Européens en leur rappelant leurs engagements. Mais les entreprises européennes ont aussitôt battu en retraite, craignant de perdre l'accès au marché américain. Ce fut, il faut bien le dire, une déroute assez affligeante, d'autant que nous avions construit une architecture diplomatique réellement ambitieuse.

Six ans plus tard, M. Trump fait mine de relancer un processus diplomatique, revenant ainsi sur le démantèlement qu'il avait lui-même brutalement imposé. Ce qui soulève une question fondamentale : est-ce un leurre ?

Le message sous-jacent serait-il que les Américains ne souhaitent pas que les Européens jouent un rôle stabilisateur dans cette région ? Ou bien s'agit-il d'entretenir une certaine confusion, dans un contexte où Israël poursuit une vision d'hégémonie régionale, à laquelle Washington apporte son soutien ? Si tel est le cas, nous nous trouvons de facto exclus d'une région qui nous concerne directement, sur le plan énergétique, géopolitique et sécuritaire.
La question reste donc entière : quel est le véritable objectif ? Pourquoi avoir sabordé un processus diplomatique largement porté par les Européens ? Et pourquoi, aujourd'hui, sous couvert d'un retour à la diplomatie, ces mêmes Européens semblent-ils en être écartés ?

Participant
La référence à Taïwan me semble très juste. Personnellement, je ne pense pas que ce dossier va se poser de manière imminente, les Chinois sont pragmatiques et connaissent les rapports de force réels. Cela dit, si la situation continue dans cette direction, c'est une question qui pourrait effectivement se poser dès l'automne prochain.

J'ai également entendu l'idée que l'Europe représente un paradigme alternatif, et je la partage. Il faut rappeler qu'une grande partie de la culture américaine est d'origine européenne, ce sont des gens qui ont fui l'Europe et se sont projetés dans une autre réalité. Et quand on réfléchit aux inconscients collectifs dans le temps long, je pense que l'Europe s'est toujours perçue comme un continent aux limites définies, tandis que les États-Unis se voient encore comme des arbres qui poussent plus haut que le ciel. Ils restent ancrés dans cet imaginaire de la frontière sans fin, et c'est une différence absolument fondamentale avec nous.

C'est de cela que nous devons nous affranchir. Car l'Europe, hélas, est aujourd'hui en régression. Et ce qu'il faut bien comprendre, c'est que nous sommes face à une guerre existentielle.

On ne sait pas ce que Trump fera, il peut changer de position trois fois dans la journée. Il se présentait comme candidat au Prix Nobel de la paix il y a six mois ; aujourd'hui, il frappe l'Iran. Sur les joueurs de football iraniens, il dit un jour qu'ils ne peuvent pas venir aux États-Unis, le lendemain qu'ils sont les bienvenus, et le surlendemain qu'ils risquent leur vie donc c'est mieux qu'ils restent chez eux.

Mais ce qui est certain, c'est que cette guerre est existentielle, non pas pour les États-Unis, qui peuvent se retourner du jour au lendemain, mais pour Israël et pour l'Iran. Et ça change totalement la donne.
Ce qui m'amène à ma question fondamentale. J'ai entendu l'hypothèse d'une guerre qui se prolonge. Et j'attends qu'on m'apporte des arguments contraires : qu'est-ce qui pourrait nous permettre de penser que cette guerre ne va pas durer ? Parce que même si les États-Unis se désengagent, Israël, lui, ne se retirera pas. Et l'Iran joue sa survie, la survie du régime, avec une dimension religieuse profonde. Donc oui, selon moi, cette guerre va se prolonger, et très longtemps.

Et ce qui rend la situation encore plus vertigineuse, c'est qu'on parle de l'Iran, un pays de plus de 100 millions d'habitants, immense. On voit bien que les Israéliens pilonnent Gaza depuis plus de deux ans, ont rasé la quasi-totalité du territoire, et qu'il y a encore une résistance palestinienne. Alors face à l'Iran, ils ne pourront pas y arriver. Je ne vois donc pas comment cette guerre pourrait ne pas se prolonger, mais j'attends des avis contradictoires. Merci.

Guillaume Duval
Pour revenir sur vos remarques initiales : vous avez raison, je ne suis pas remonté à l'histoire plus ancienne, mais l'épisode Mossadegh est directement lié à ce que je disais sur le nationalisme iranien. Se plier simplement aux diktats américains ne me paraît tout simplement pas possible, tout dirigeant iranien qui le ferait perdrait une grande partie de sa légitimité dans le contexte actuel.

Sur le nucléaire, il faut rappeler une chose essentielle : cette histoire n'a pas commencé avec les mollahs. C'est le Shah lui-même qui voulait doter l'Iran de l'arme nucléaire. Et ce n'est pas forcément absurde, pour un grand pays de 90 millions d'habitants, réfléchir à se doter de l'arme nucléaire n'est pas plus irrationnel

que ça ne l'était pour la France dans les années 50 ou 60. Quant au discours sur le fait que les élites iraniennes utiliseraient la bombe pour détruire Israël, c'est du pipeau. Israël est lui-même une puissance nucléaire, notamment grâce à la France à l'origine. Il existe donc potentiellement un équilibre de la terreur. Ceux qui auraient vraiment un problème avec une Iran nucléaire, ce seraient plutôt les Saoudiens, ce qui explique leur attachement particulier à ce dossier.

Sur l'Europe comme paradigme alternatif : oui, c'est indéniable, et c'est précisément pour cette raison que Trump et Poutine sont si déterminés à détruire l'Europe démocratique. Mais pour l'instant, nous n'affirmons pas ce caractère alternatif avec beaucoup de conviction. Et le risque existe que ce paradigme se détruise de l'intérieur, notamment si l'extrême droite venait à l'emporter en France l'an prochain. Les perspectives européennes d'offrir une alternative crédible à Poutine et Trump s'en trouveraient considérablement réduites.

Sur la Turquie : c'est un acteur complexe. Le pouvoir en place est islamiste, historiquement proche des Frères musulmans, qui sont les ennemis jurés à la fois des chiites iraniens et des régimes saoudien et émirati. La Turquie traîne aussi un passé impérial mal vécu dans toute la région qu'elle a colonisée, ce qui la rend suspecte aux yeux de beaucoup d'acteurs arabes. Cela dit, dans le contexte actuel, elle s'est rapprochée de l'Arabie saoudite, elle était déjà proche du Qatar, eux-mêmes liés aux Frères musulmans. Et surtout, c'est une puissance considérable, avec une longue frontière commune avec l'Iran, qui n'a aucun intérêt à voir émerger un État failli en Iran, ni à voir s'installer un régime kurde autonome supplémentaire dans le Kurdistan iranien. Elle n'a pas non plus de ressources pétrolières propres significatives, ce qui la rend dépendante des prix de l'énergie. Une déstabilisation durable de la région lui serait donc très coûteuse. Pour toutes ces raisons, la Turquie pourrait être un acteur important pour ramener un peu de calme, encore faut-il la solliciter.

Sur le JCPOA : ce qui s'est passé après le retrait américain est l'un des échecs majeurs de l'Europe. Nous n'avons pas été capables de résister aux sanctions extraterritoriales décrétées par Trump en 2018, "continuez à faire des affaires avec l'Iran et vous perdez l'accès au marché américain". Nous avions pourtant un outil pour y répondre, le blocking statute, mais nous n'avons pas été capables de le mettre en œuvre. Nous ne l'avons d'ailleurs pas davantage activé pour protéger la Cour pénale internationale, alors que c'est un sujet en débat actuellement en Europe. Nous nous sommes depuis dotés d'un nouvel instrument anti-coercition, que nous n'avons encore mis en œuvre contre personne. Si l'on

veut affirmer ce paradigme alternatif, il faut montrer les dents quand on le remet en cause. Ce n'était clairement pas le cas dans cette affaire.

Sur le projet de Netanyahou : c'est clairement le Grand Israël. Non seulement nier et interdire l'existence d'un État palestinien, en massacrant ou expulsant les Palestiniens, ou en instaurant un système d'apartheid, mais aussi conquérir des territoires limitrophes. Ils occupaient déjà le plateau du Golan ; ils ont étendu leur présence en Syrie, autour du mont Hermion, après la chute de Bachar al-Assad. Ils sont en train d'envahir le sud du Liban, je ne serais pas étonné que l'objectif soit de le coloniser, puisqu'ils viennent d'ordonner l'évacuation de tous les habitants au sud du Litani, soit 10 % du territoire libanais.

Cela dit, je ne partage pas tout à fait l'analyse selon laquelle ce serait une guerre existentielle pour les deux camps. Je pense que Netanyahou fait prendre à Israël un risque existentiel. D'abord, s'ils éliminent l'Iran des mollahs, ils se créent des problèmes monumentaux à long terme avec tous les régimes sunnites, qui n'auront plus aucune raison de leur faire la moindre concession, puisque le risque qui les liait à Israël, c'était justement la domination chiite dans la région. Ensuite, leurs alliés risquent d'être affaiblis. C'est probablement la guerre de trop. Cela faisait un moment qu'on sentait qu'ils étaient pris dans l'hubris. Le coût est déjà considérable : le tourisme est à nouveau mort pour toute la saison, et les armes qu'ils déversent en quantité, ils les achètent. Tout cela n'est pas gratuit.

Georges Vlandas
Des Israéliens qui quittent le territoire de leur pays.

Guillaume Duval
Il y a aujourd'hui moins de gens qui arrivent en Israël que de gens qui le quittent, notamment parmi les plus éduqués, parmi ceux qui ont des possibilités ailleurs. Donc même d'un point de vue strictement israélien, je ne suis pas sûr que ce soit une bonne affaire, même s'ils venaient à gagner militairement, ce qu'ils feront très probablement.
Sur la dimension religieuse du régime iranien, vous avez raison, je n'y ai peut-être pas suffisamment insisté. Ce sont des gens pour qui il existe une vie après la mort, et pour qui mourir en martyr en combattant les ennemis de l'islam chiite est une mort qui ouvre les portes du paradis, qui présente donc des avantages, si l'on peut dire. C'est l'un des éléments qui me font penser que ces gens sont prêts à se battre très loin, et que la peur de mourir ne sera pas ce qui les amènera rapidement à la table des négociations.

Cela dit, je ne sais pas où en sont leurs stocks de drones, de missiles, de lanceurs. Je ne sais donc pas jusqu'à quel point ils peuvent tenir dans la durée. Et il faut rappeler que le régime était déjà très affaibli militairement depuis les bombardements de juin dernier.

Donc je ne suis pas non plus certain que, sur un plan strictement militaire, ils aient des raisons infinies de poursuivre une guerre capable de faire vraiment mal à la région pendant très longtemps.

Béatrice
Merci beaucoup pour cette présentation. C'est rare d'entendre enfin une vision aussi globale de la situation, plutôt que le traditionnel noir et blanc, l'axe du mal contre l'axe du bien, auquel nous sommes habitués, même si on peut se demander si cet axe n'est pas parfois inversé.

Cela dit, le monde n'est pas manichéen. Ce qui m'amène à ma question, un collègue l'a déjà soulevée, mais je voudrais insister: pourquoi l'Europe est-elle aussi absente, aussi incapable de tenir un discours cohérent et une vision articulée? Je me permets d'être direct, nous sommes ici dans un espace de parole libre : je trouve ces positions assez infantiles. Pourquoi sommes-nous aussi coincés ?

Igor
Quels sont, d'après vous, les risques que ce conflit s'étende au reste du monde ?

Georges Vlandas
Bien, je peux dire un mot avant que tu réagisses ?
Sur la question de la puissance européenne, le reproche que je ferais n'est pas celui de la prudence, des compromis ou des tergiversations, parce que nous sommes dans une situation de faiblesse relative. Et quand on a la responsabilité d'une collectivité, les effets de manche ne sont pas toujours productifs. Il est très facile de gesticuler et de faire de grandes déclarations.

Le vrai reproche, c'est de ne pas prendre assez la mesure de la situation, et de ne pas s'engager dans une marche forcée pour nous mettre en position de puissance. Prenons l'exemple de l'accord nucléaire évoqué par Catherine : si nous avons cédé, c'est parce que nous n'avions pas la puissance suffisante pour résister. Et peut-être avait-on raison de céder à ce moment-là, pour ne pas provoquer une crise en Europe. Soit.

Mais le problème, c'est que depuis 2015, dix ans ont passé. Est-ce qu'on est en train de poser les jalons d'une alternative ? Est-ce

qu'on se dit qu'il y a des choses qu'on ne peut réussir qu'ensemble ? Est-ce qu'on a pris la mesure des défis qui se posent ? Il y a le rapport Draghi, qui n'est pas un miracle, mais qui existe. Eh bien, mettons-le en œuvre : endettons-nous au niveau européen, 800 milliards additionnels par an, et déployons-les. Ce qui nous permettrait, dans cinq ou six ans, d'être en mesure de résister.

Parce qu'en ce moment, les pays s'arment, et c'est pathétique. Ils achètent des armements dont ils n'ont pas la pleine maîtrise, et on dépense des milliards d'euros pour rien. Sur l'avion de combat commun, les Français, qui ont une avance, résistent au lieu de comprendre que si on veut avancer ensemble, il faut accepter des compromis, à condition, bien sûr, que les autres cèdent aussi quelque chose, comme l'endettement commun.

C'est ça qui m'inquiète au niveau européen : notre incapacité à prendre la mesure. Tout le monde est conscient des problèmes, je crois. Mais nous sommes incapables d'agir en conséquence. Comme avant chaque grande crise, avant la Révolution française, on savait qu'il y avait des problèmes, les solutions réformistes existaient. Avant la Révolution russe, on savait que les gens voulaient la paix et la réforme agraire, ces "revendications bourgeoises" comme disait Rosa Luxemburg, et on était incapables de les mettre en œuvre. Et puis la politique des petits pas, présentés comme positive, fait l’impasse sur le contexte. En situation de crise profonde, une politique des petits pas l’aggrave, voire discrédite les « bonnes » solutions, car elles paraissent inefficaces.

Nous sommes un peu dans cette situation de basculement, où tout peut arriver sans que nous agissions vraiment. Les petits pas auraient pu suffire en période de non-crise, mais aujourd'hui, ce n'est plus une réponse à la hauteur. Tous les possibles sont ouverts, y compris les pires. Voilà ma réaction, peut-être que je suis trop pessimiste.

Participant
Je veux dire, ça on les voit, moi ma question c'est pourquoi on est arrivé là ? C'est parce que nous avons les bases américaines partout en Europe ?

Georges Vlandas
À cause de nous-mêmes ! Cessons de dire que c'est la faute des Américains, c'est à cause de nous-mêmes !
Quelles sont les forces politiques, syndicales, sociales en Europe qui poussent à agir ? Où sont-elles ? Où sont-elles ?

Dire que c'est la faute de l'autre, et les autres jouent bien sûr un rôle, je ne le nie pas —, mais s'en tenir là, pointer les Américains, les Chinois, et ainsi de suite, c'est faire l'économie d'un examen interne. C'est éviter de se demander ce que nous, nous pouvons faire, nous, ici.

Par exemple, nous pourrions prendre l'initiative d'une lettre publique adressée aux trois présidents des institutions européennes, pour leur dire ceci : le débat budgétaire et le débat sur l'avenir de l'Europe, ne le réservez pas à de petits cénacles technocratiques ou à la bulle bruxelloise. Portez-le dans la société européenne. Ne refaites pas ce qu'on a fait au moment du Brexit, où il y avait une recommandation de ne pas intervenir, et où on a laissé les Brexiteurs professer des contre-vérités sans réagir.

Nous aussi, à titre individuel, nous avons la liberté d'agir à notre niveau, modeste, certes, mais il faut cultiver notre jardin sans regarder ailleurs, et prendre nos responsabilités. Disons à nos dirigeants : portez le débat budgétaire sur la place publique, dans l'agora, pour que les citoyens sachent qu'il existe. Oui, ça créera du tumulte, mais la démocratie a besoin de débats, de confrontations. C'est ça la force de notre modèle.

Au lieu de ça, de quoi débat-on dans nos pays ? De sujets qui ont peut-être leur importance, mais qui ne sont pas à la hauteur de la crise à laquelle nous sommes confrontés.

Guillaume, une réaction avant de conclure ?

Guillaume Duval
Sur l'absence de l'Europe : il y a évidemment la question ukrainienne, qui nous rend très prudents vis-à-vis de Trump, on a peur de le froisser, et le fait que plusieurs pays européens sont politiquement alignés avec lui. Mais le problème principal, selon moi, c'est que ce qui domine aujourd'hui en Europe, au Parlement européen, et de plus en plus dans l'opinion publique, c'est un alignement sur la vision trumpiste du monde : suprémacisme blanc, défiance vis-à-vis des pays du Sud et du monde musulman en particulier. Ce qui nous interdit d'avoir une politique active et crédible dans cette région.

Cela se traduit par deux choses concrètes. D'abord, l'attitude tout à fait contre-productive de l'Europe face à ce qui se passe à Gaza depuis 2023, qui a détruit la crédibilité de l'Union européenne sur le droit international et le multilatéralisme, dans le monde musulman, mais pas seulement. J'ai travaillé avec Borrell : quand il arrivait au Chili, la première question que lui posait Boric, c'était « Qu'est-ce que vous faites avec Gaza ? Pourquoi soutenez-

vous Netanyahou ? » Cela a été extrêmement négatif pour obtenir le soutien des pays du Sud sur l'Ukraine dans les enceintes internationales. On ne pouvait plus leur dire « soutenez-nous au nom du droit international » quand, parallèlement, on laissait Netanyahou piétiner ce même droit international chaque jour à Gaza et en Cisjordanie, y compris en détruisant régulièrement des infrastructures financées et construites par les Européens, sans réaction de notre part.

Ensuite, la politique migratoire. La forteresse Europe a un coût réputationnel considérable. Je ne parle pas seulement de la migration de travail, aujourd'hui, pour un artiste ou un professeur d'Afrique subsaharien, obtenir un visa pour venir faire une conférence en Europe pendant une semaine, c'est la croix et la bannière. Il ne faut pas s'étonner, dès lors, que ces gens préfèrent se tourner vers la Russie, faire appel à Wagner plutôt que de maintenir les troupes françaises pour lutter contre les islamistes.

Voilà la configuration dans laquelle nous nous trouvons : nous ne sommes pas crédibles dans cette région. Si on veut ne pas se faire écraser entre Trump et Poutine, il faut se tourner vraiment vers les pays du Sud. Ursula von der Leyen l'a dit lundi devant les ambassadeurs, mais sans évoquer, pour l'instant, les sujets qui permettraient de le faire concrètement. Ce ne sont pas seulement des questions commerciales : ce sont des signaux politiques, et principalement ceux que j'évoquais, auxquels il faut ajouter le climat. Si on veut une alliance avec les pays du Sud, il faut aussi mettre davantage d'argent sur la table pour les aider à s'adapter aux changements climatiques et à accélérer leur transition énergétique, c'est-à-dire faire à peu près l'inverse de ce qu'on fait en ce moment, puisque tout le monde réduit ses budgets d'aide au développement.

Sur les risques d'extension du conflit : sur un plan strictement militaire et dans l'immédiat, je ne crois pas à une extension rapide. Mais les effets déstabilisateurs peuvent aller très loin par la voie économique. Ce n'est pas que le pétrole, il y a les engrais, dont une grande partie est fabriquée dans cette région grâce à l'énergie disponible ; il y a l'aluminium, les plastiques. Tout cela peut déstabiliser des pays déjà fragilisés. Je ne sais pas ce qui va se passer en Égypte, mais c'est un pays toujours instable, très sensible aux prix du pétrole et de la farine. Et puis il y a ce que j'évoquais sur la mer de Chine du Sud, est-ce que les Chinois en profitent pour avancer sur Taïwan ? Est-ce que les Nord-Coréens saisiront l'occasion ? Cuba aussi pourrait devenir une nouvelle crise dans les prochaines semaines. Cet abcès de fixation dans la région peut indirectement aggraver ou déclencher des crises ailleurs.

Sur les projets communs en Europe : je ne suis pas vraiment surpris que ça n'avance pas. À la place des Allemands, je ne ferais rien avec les Français, ni sur les avions, ni sur autre chose, tant que l'hypothèque d'une victoire de l'extrême droite en France n'est pas levée. C'est logique : la plupart des Européens considèrent aujourd'hui que c'est l'hypothèse la plus probable l'an prochain. Et tant que cette hypothèque subsiste, l'intégration européenne n'a aucune chance de progresser, parce que si cela se produisait, ce serait une catastrophe dont on ne mesure sans doute pas encore pleinement l'ampleur pour la construction européenne dans toutes ses dimensions.

Georges Vlandas
Bien. Nous arrivons au terme de notre conférence. On n'a pas épuisé ni le sujet ni les collègues.

En tout cas, merci de votre présence et le fait de rester jusqu'au bout. Et la prochaine conférence sera la conférence de M. Treiner sur les énergies de stock et les énergies de flux, qui se déroulera à priori le 24 mars.

Et puis nous aurons aussi Jean-François Drevet, sur la Turquie, qui aura lieu le 18 mars.

Merci de votre présence et n'oubliez pas, GRASPE, qui existe depuis 25 ans, ne vit que grâce à la bonne volonté de ceux qui l'animent. Nous avons fait un appel à la souscription pour 50 € annuels, qui vous permettrait à la fois de soutenir la revue, mais qui vous permettrait aussi de bénéficier d'une revue imprimée. Moi, personnellement, je préfère cela. Mais bon, ça existe sur le site. Et sur le site, on essaie de traduire les GRASPE en anglais. On a déjà traduit 4 numéros. Et on va continuer. Merci beaucoup et à très bientôt.

Europe Digital Sovereignty: where are we ?

With:
- Domenec Devesa, President of UEF, former MEP,
- Liviu Stirbat, EC Head of Unit for AI in Science,
- Christophe Leclercq, Founder of EuropeMediaLab & Euractiv
- Catherine Vieilledent, moderator, GRASPE, SecGen UEF Groupe Europe, Member TED network)

Thursday January 15th, Press Club, Brussels

Catherine Vieilledent:
Good morning, everyone. I'm very happy to have you to discuss a big issue for everybody, EU officials but EU citizens as well, which we call EU digital sovereignty. It is a major issue today and we have the pleasure and honor to have with us Mr. Stirbat who is Head of Unit in charge of AI in science in the European Commission, DG Research. I know you are very busy so thank you very much for being with us. We also have Mr. Domenec Devesa with us, President of UEF and former MEP. He has a lot of knowledge about European policies including that one. Thank you for coming, Domenec. And we have Mr. Christophe Leclercq, who founded Euractiv and is very active in *EuropeMediaLab*. There were very busy days in the Residence Palace discussing the Trusted European platforms.
So, now I let the floor to Domenec Devesa who will introduce the debate and then both participants present their angle to the issue, then we will turn to several questions. We have some 80 people registered for online watching and we also have some very interested stakeholders like Mr. François Leray online. Mr. Devesa, the floor is yours.

Domenec Devesa :
Thanks a lot, dear Catherine and to the group UEF Europe which is organising this event, thanks for the opportunity of being here in my capacity as President of UEF but also former MEP, on this important topic of digital sovereignty. And thanks also to the revue GRASPE that helps organising.
It is good to mention François Leray, because my first mention will be the resolution that we adopted as UEF in our federal

committee meeting which François drafted. I will not go into the details, maybe François can explain later. But I think it is important to mention and to read it because we, as federalists, bring attention to this policy dimension in the big institutional picture that we always look at. But we know that sovereignty is a multi-dimensional concept. It was not so much used in European *lingo* until the speech by E. Macron at the Sorbonne about European sovereignty, and some people also named it "strategic autonomy". Sometimes we get too taken up into the nominal discussion or "what is the difference between one and the other…I don't think we should get too much into that. I think both convene, maybe "European sovereignty" in a stronger way, that we want to be self-reliant in some key elements of our policies. This multi-dimension you can find it in terms of geopolitical sovereignty, in terms of economic sovereignty, energy sovereignty, even food sovereignty, health sovereignty and of course digital sovereignty, just to name a number and put it in the context.

Political sovereignty is a very current topic and you can have it when you have the others and an important one is the digital dimension. Why ? because political sovereignty means that you can take decisions without undue pressure from other actors. Which is precisely what we have seen from the past year. January 20th is almost here and in one year of Trump's presidency, we had the threat to invade Greenland, the famous 5% of defense expenditure, the attacks on national strategic security last November, a former commissioner being sanctioned to travel to the US… All these things point to a lack of sufficient political sovereignty. It is also a question of strategy but I think also the strategy of appeasement that the leadership of the Union, the Council in particular, but also the Commission in my view, has been implementing for the past years, is the wrong strategy. But it is a bit connected to this perception that we are not sufficiently strong in terms of our strategic assets to face him. Then, what are we lacking? As I mentioned, we also lack military and defense sovereignty in the traditional sense. We are also focused on technology, artificial intelligence and digital tools. Of course these technologies are essential in defense, security and welfare but don't have sovereignty in the most common understanding of territorial defense because we have not activated art.42.2 on common defense, and even if Trump is threatening to invade Greenland, it seems that we still want to keep NATO. Not that I want to dissolve NATO but it is obvious we cannot put all the eggs in the basket of NATO. So we need a defense and security pillar and it is still not there in terms of territorial defense.
In the pandemic, not even one gram of paracetamol was manufactured in Europe. Almost all the production was in India

so if there were restrictions or if they decided not to send any to Europe it would have been a big issue. So that is a lack of sovereignty.

On digital and AI, I saw that the EU adopted an important document in Berlin on digital issues with member states and it is an important point of reference. What I would like to say is that we know we are dominated by US products, we have in some cases alternatives to US companies but for credit cards they are only US companies for instance, and that could cause a huge problem. Another very practical example: as you know Trump has sanctioned the judges of the International Court of Justice. They are facing financial barriers now and it has not even been decided by a court and we have no alternatives to offer in these cases. We mentioned some ideas like open-source solutions, the EU institutions are already moving to that and this can be generalized. We are all using ChatGPT, Gemini etc. but we have some equivalent in Europe like Mistral (LeChat) and maybe they are not as widely used because they are not as good but maybe it is because we have not heard about them enough. So, I think digital Europe is a key topic and DSA & DMA are not sufficient because it is regulating what is here but because it is providing us the assets we need: self-reliance.

Catherine Vieilledent:
Thank you M. Devesa. The first thing perhaps now is to have the angle of AI experts who may have some responses to our concerns. As citizens and as EU officials, we are not in control of the digital environment or can we look forward to being in control ? We certainly have expertise but do we have levers, financial and others, to have an autonomous strategy for AI and for digital tools ? Mr. Stirbat, the floor is yours.

Liviu Stirbat :
Many thanks Catherine for the invitation, for the possibility to join you and share a bit of this angle which I find quite positive and quite encouraging so I will add some positive spin to the tape. For me, the inventory of issues and problems is very correct but to enlarge a bit the picture and the scope, it would also be nice to add a bit of balance to focus also on the positive. And that is where I'm coming in. As I was introduced, I am the Head of a Unit dedicated to the use of AI in scientific research. It is a bit narrower than AI in general, we have an entire department that we call "AI office", over a hundred people who work on AI specifically, its legislation and its development. Here we focus on AI applications in the short line, and we have full sovereignty on the applications that we have and a lot of strategic advantages as well, leverages where others depend on us. In short, my team was created rather

recently. I am always proud to say that it was created before ChatGPT and we are rather in the scientific domain: physics, chemistry, biology, sociology, even less known like volcanology or specific domain of archeology. So we were starting to speak about AI uses in science before ChatGPT.

In October 2025, the Union adopted a dedicated strategy for the use and the promotion of AI in scientific research. It was adopted on the same day but as a stand-along document with a broader strategy focused on down streams, on applications in industry take-up, on how to apply AI. We had two strategies adopted on the same day as part of the AI package. One focusing on downstream and industrial deployment and the other one, the one I was in charge of, focusing on the underpinnings of all of this, how to make sure that the science that Europe produces and funds remains competitive, for a competitive science which is the bedrock of economic competitiveness overall. So, maybe one word of what brought us to realise that we need a dedicated strategy for it and now we also enlarge the scope because we spoke a lot about the US and of course it is hard not to speak about the elephant in the room, that particular… partner, ally, "friennemy"? But triggering us gave rise to an analysis that we did on all the scientific publications worldwide (bibliometrics), we looked at the publications, the more cited ones, the most impactful ones and we were very proud to be ahead of the US in terms of the use of AI in scientific research. Then we enlarged the scope of the analysis and we noticed China being higher than the US and the EU put together in terms of the use of AI in scientific research. We spoke a lot to China experts who explained to us that China has developed expertise and strategic advantage in AI itself and they are using it as a leverage in other domains to catch-up. That was one of the reasons why China has leaped ahead of the EU in scientific research in domains where they have never been active before. In chemistry, or the strategic and historical domain of dominance of Europe, now China is just behind us or ahead already, thanks to the use of AI. So, this was a realization that we were at risk of losing the next generation of science, of being confronted with materials we had not even thought of. That is why we needed to inject a bit of energy into this and to facilitate the take-up of AI by European scientists.

In parallel of course, we need to make sure that science becomes companies, innovations, and products. I don't need to speak about that, it would be an entire conversation on its own. On the science side, we had this huge effort nevertheless. So we are like a flagship into this strategy that I mentioned, creating a European resource, a virtual pan-European institute dedicated to the use of AI in science in all the disciplines where we pulled together data,

funding and talents, the most important ingredient in sovereignty, in particular for AI, and also computing capacity which is really important and an area where we are quite advanced. The EU has for a decade been investing in super computers that are jointly owned by the Union and the member states, that run amazing sequences of calculations and have been used for physics or climate modeling and we are now already before the public attention and hundreds of billions US big tech is investing. We are already at the AI age, we have AI factories now and soon we will have AI gigafactories. So again, we are well positioned there and because we use a lot of technology and we develop a lot of chip technology ourselves and a very green and efficient production, definitely the greenest one. To make it more concrete for you, there is one operated in Finland called Lumi at the north of the country and it is climate positive, in the sense that it is not just climate neutral but the excess heat and energy consumption is redirected to nearby towns.

We develop a lot of models ourselves so the reliance on the technology is not just what you see everyday, the big models like ChatGPT or Gemini but in scientific domains there are specialized models and I think the most famous one is the one that won the Nobel price in 2024 for chemistry and that was Alphafold, developed by Google Deepmind. There are a lot of others for specific uses but the Union is, together with Germany and France, at the forefront of funding the development of these models ourselves. So, we are in a good place to have our own chemistry, physics AI model and advanced materials. We happen to be advertising this rise of resources for AI in Europe, it was launched by the Danish Presidency and the European Commission in November in Copenhagen. We had as an opening speaker Mr. Joshua Bengio, who was one of the three godfathers of AI, he is Canadian and engaged with the Canadian government. His institute "Low zero" is looking to establish a presence in the EU as well, so it was fantastic to see other views and he was very supportive of the Union's efforts in science. He was supporting the AI Act as well. You can see that even in the top layers, the Union works with the best and the US is not the only one. I will stop here on this kind of illustration but maybe we will go further after.

Catherine Vieilledent:
Thank you Mr. Stirbat, are there some questions in the room?

Domenec Devesa :
There is one comment that I think is important: I think we are not sufficiently aware, I put myself in that list, of our advantages in supercomputing and AI for scientific research, the modern

sectors. There is a science competition but at the same time we don't have European companies in, let's say, the top 20. The social networks everyone uses are American, X, Facebook… For AI it is much more US than European. So I am not saying that what you describe is a niche but we are weaker in some generalist fields.

Liviu Stirbat :
Absolutely, and I think you are right but I was trying to say that it may be niches indeed but a lot of them invested for Europe's strength. If I can just give you another example, with chips. Chip manufacturers, by far the biggest ones are Taiwanese but the technology that they do cannot operate without the technology Europe produces. You need chips but at the end of the day, it is just a tiny bit of technology and you need to power it, operate it, link it to the other chips and so on. For this, European companies are in a good place. Europe has a lot of cards even if we may have lost visibility on competition, indeed ChatGPT is bigger than Mistral in terms of users, for now, but we have a lot of other uses and we need to keep that in mind.

Catherine Vieilledent:
Thank you. Good thing to hear that science is pushing for research and is trying to push-on the applications. Now I pass the floor to Christophe Leclerc, who has been very busy these days and can tell us more about democratic processes and media.

Christophe Leclerc:
Thank you. I will start with a short intro in French, to use a language that is common to most of us, and then I will continue in English.
[In French]
First, I'm very pleased to be invited here by the UEF. I am a member of the UEF and of the European Movement. I have a few activities on the side; people here in Brussels know me as the founder of Euractiv. I now run the think tank Europe Media Lab. We have two main activities. One is very practical: tripling the number of press correspondents from Eastern Europe here in Brussels, because there were far too few, none from Moldova, very few from Georgia or Armenia, and not enough from Ukraine. So that is the practical side. And we also have a more policy-oriented, strategic strand, which currently focuses on trusted European platforms, I will come back to that.
But to connect with what was said earlier, I'm fully aligned, and actually quite reassured by what I'm hearing: that policymakers and major NGOs like ours are fully aware of the importance of strategic autonomy and sovereignty, two slightly different concepts, and I will come back to that as well. I believe we need

to do everything possible to convince all governments, and not only the European institutions, which are in some sense already "pre-convinced." I am also reassured by the fact that Europe was already ahead in certain areas of AI, and by the fact that in B2B domains we are not doing so badly. The problem is B2C, and that is what I will try to address, rather than from an AI angle, from the angle of the information space. In a way, the question we have to ask is: how are we going to protect our democracies? And I think we are at the heart of an important issue, not only for us federalists, but for all Europeans who are attached to democracy.

My short presentation will have 5 main points : Past regulation, Policy, Political context, European platforms and finally the next steps. You will find plenty of next steps online, notably on my LinkedIn profile or on the website EuropeMediaLab.
First of all, past regulation. I think the EU institutions and of course the other parties, government etc, have done a good job in the past mandate, so I subscribe to DSA, DMA and Media freedom Act. I suggest also reading the Media Action Plan which people had forgotten. My main point is that sovereignty is not just the ability to set our laws and to enforce them, which is a regulation aspect, but it is also strategic autonomy, which means having resilient and big enough actors in order to choose the services that we use. I don't mean this in a protectionist way, despite my heavy French accent, I do mean that we need to compete. And by the way, I was a competition official a long time ago so it is still part of my DNA in a way.
The political context for the past year now. You talk about Macron's speech that did not have much impact at the time ; more recently he said something more specific, he said "We are incredibly naive to entrust our democratic space to social networks that are controlled by large American or Chinese entrepreneurs.". And I think it is a good reference and based on that, there was the Berlin summit on digital sovereignty. By the way it was not conceived as an EU summit but many people, including myself, said "Virkkunen has to be there and many others" and in fact it is useful because the EU is a bit slow, for many reasons which we can regret, but it is a fact.
A number of good documents have been published around the same time and the strategy already has something interesting about social media platforms with a strong MediaLab, that was a good start and in the Democracy shield, there are a number of good things. Frankly it is a lot of a summary of things that are in process, civil society oriented, so pleasing a lot of actors in the sectors which is not bad but I would not say that this is a very clear strategy and there are some points which are essential for what we discuss now, strategic autonomy. So, the intention is clear but what is missing is the action, where you have action is

mainly on things which have a possible connection with MFF, money etc. But in this area, I don't think that it is only about money. It is a lot about the market, using regulations but in a smarter way, not having a 5-year process of ping-pong between the Commission and the Parliament. We need that, but we need other things as well and I will try to explain it.

Since the arrival of Trump, I have been thinking a lot about what we can do. I sold the company Euractiv, so for two years I have been more free, I am not retired, I am very active with EuropeMediaLab, and I was thinking about our new policy in tech so I talked to a lot of people, media organizations, but also the people making the social media platforms which is essential tool for any kind democratic debate, and its advertising. I hardly ever hear about advertising in this town, it is not necessarily bad actually. People in the advertising circles are thinking a lot about ethics and don't want to connect with some brands and bad stuff. Five years ago, there was a wonderful initiative called "Global alliance", responsible media, and it was big brands like Unilever etc., telling the big platforms "you need to self regulate yourself, to have fact checking, moderation etc. Otherwise, we withdraw our advertising." And that was very effective. A lot of my friends in the EU institutions, and a whole ecosystem thinks that it managed to control the social media platforms but believe me, money talks, it was more on the advertising that influenced it. That is why we have to work a bit more closely with them. To make a long story short, we thought that what we need to develop is an alternative to the social media platforms from the US and China. It sounds hugely ambitious and indeed it has not been tried before. But now it is a must, not just an opportunity.

Five years ago, the RRT Foundation, which later became the European Media University, together with IDAC, an institute that has been growing significantly in France, won a tender to carry out a visibility study for DG Connect. This was in fact triggered by the European Parliament, by your colleagues, very smart people, who thought that we needed a European Facebook. It was a dream that I somewhat shared. We then conducted many interviews, carried out quantitative analyses; it was quite scientific. At the end of the day, we concluded, much like Thierry Breton did in his assessment, that we had to focus on B2B, because B2C would not work. Media companies were reluctant to share their brands and to have competitors in their own markets, which is a typically European syndrome. So we recommended a content-sharing platform for media, focused on the quality of media content. This led to a tender. And now you have an excellent alliance between news agencies, called the European Union. It works well, but it is limited to B2B. When I heard the new head of public affairs at Facebook give a speech in January, just after Trump's inauguration, - he had replaced Nick

Clegg, someone we know better and who had been here - when I heard the way he addressed the audience, with MEPs in the room, basically telling them, "I don't care," and "if you have a problem, talk to Daddy Trump and see what happens," I thought: my God, we really need to go back to the question of creating alternatives to American social media platforms. I won't speak too much about this because, as you know, the situation has only worsened.

On the B2B side, however, there has been significant progress recently. I would like to highlight Eurostack. It is an alliance of around 300 companies providing services for cloud data centers and related areas. They have done a great job engaging with the Parliament, the Commission, and at the Berlin Assembly, where they gained strong visibility. There are now good guidelines. I believe the entire European sovereign cloud sector is going to grow. In this area, as in others, we are seeing what I would call "fake sovereignty." Amazon, Microsoft, and others have recently developed so-called sovereign cloud offerings, typically in Germany and for technical reasons elsewhere. They now claim to provide sovereign solutions. I even saw that the French Ministry of Defense has signed something with one of them. So, in my view, in the future there will be three types of offers. First, clearly foreign offers. Second, semi-sovereign offers, where providers say in the contract that they will never follow orders from Washington or elsewhere, but this depends on contract compliance, which, as we know, is not always guaranteed. And finally, there will be truly sovereign offers. In the specific area of social media platforms, this is what we are now trying to develop.

Alongside the Berlin Summit, there were a number of fantastic events. One was organized by an open-source developers' association. I was invited to speak there, together with Alexandre Alizé and others. I was very impressed by the participants. I expected young coders, the typical profiles you might imagine. In reality, about half of them were former employees of Amazon, Google, Facebook, and similar companies, people in their 40s and 50s who wanted to do something better for Europe. We therefore decided to work with Eurostack, the organizer, and to follow its model while accelerating our advocacy. We have had influence in the democratic field, although progress on social media platforms takes longer. These platforms must be European, and therefore multilingual. This is more complex than what you see in the AI application strategy. That strategy remains very general. Many paragraphs include an action box with concrete next steps, but here there are none. So we are interacting with the Commission. I have just come from the event we held on Sunday, the Transformudia event. At the previous event, we had the pleasure of presenting the AI strategy. This time, the focus was

much more on debating with key stakeholders, not only institutions, what these trusted European platforms could be. We had a plenary session, followed by meetings with heads of cabinet, directors-general, and others.

More importantly, we had senior representatives from the media sector: for example, the EBU, the European Broadcasting Union; startups; and two leading players from the media industry. Basically, they all said: yes, it is possible, and there is a market need for this. So, what is TEPS? It is a piece of legislation. It defines a standard for what a trusted platform is, specifically a trusted European platform. If you meet the criteria, subject to a process still to be defined, you receive the label of "trusted European platform." I don't think this will make much difference for users. Users are driven by features and content. But it could make a difference for two other important actors. First, investors, equity, venture capital, and possibly sovereign funds, because it then becomes something that can be invested in through InvestEU or national equivalents. Most importantly, it will make a difference for the advertising sector. How much advertising money will they be willing to allocate to such platforms in the future? That will depend on reach, of course. This raises the question of what resources are needed to bring these platforms to the millions of users required. It also depends on how much advertising becomes trust-driven.

That is why we are suggesting that the Commission carry out a feasibility study to define the scope. Some argue that a feasibility study is unnecessary because initiatives already exist. That is, in my view, incorrect. Part of the Commission's mandate is precisely to help shape the market by defining standards and producing a reference study, which could be done very quickly. Before my Brussels career, I worked at McKinsey. Such a study can be completed in three months. We know McKinsey well, both positively and negatively, but for this type of work, they can deliver solid results. The other thing we are suggesting to the Commission is to establish an expert committee, as is done in many other fields. I myself was part of the High-Level Expert Group on disinformation seven years ago. Many commitments were made at the time by American social media platforms, but they were not fulfilled. So now we need to be more assertive and do it ourselves. This expert committee is needed to clarify in more detail the criteria for trust and for being European. I can address those criteria during the Q&A. We held a workshop after the plenary, and I will conclude shortly. Giorgio participated, as did many others, and these technical criteria are already being further developed.

So the next steps, three points. First, engaging with major players. For example, the EBU and the European Round Table of Industry are very interested. That reassures me: this is not just about young startup founders. Second, at a high level, several people have told me that there should be a reference to this in the Council conclusions in March. Yes, that is doable. It relates to competitiveness and defense and sits at the crossroads of both. We have allies. And finally, this may surprise you, what excites me most is that on January 30 we will have a hackathon here in Brussels. You may not have heard of FOSDEM. It is an organization that brings together 8,000 open-source developers every year, and this year it is in Brussels. They want to create an open-source village focused on European issues. When I heard this, I suggested organizing a hackathon on defining the features of trusted European platforms, and that is what we are doing. I like the idea of having, on one side, the European Council, and on the other, a hackathon, and trying to build a bridge between the two. Voilà. Thank you.

Catherine Vieilledent :
Thank you. We also have the consumer and media-driven approach, which is positive. When the EU is not making sufficient progress, it is not only the institutions; it is also the Member States, moving at different speeds. That is a problem. So let us emulate the fastest ones. Yes, absolutely. Thank you. I don't know whether there are questions from the room, or if anyone would like to react. The discussion has been very positive and encouraging, and I think it goes in the right direction. I took notes, I learned a lot, and that is the value of this event. I am grateful to be here. People are pushing. We also have someone online, François Leray, who authored the resolution mentioned earlier. I believe he is also convinced that you can contribute. Mr. Leray, are you ready?

François Leray :
I will try to introduce the resolution in a very concrete and practical way. Here you can see that I am using the Vivaldi browser, which is Norwegian. I no longer use Gmail. Here is my drive. You can also find video meeting tools instead of Zoom, if you are looking for alternatives. I have my calendar, my emails, about 95% of my use cases, as a former Google power user, are covered. You can leave Google. There are now digital alternatives in Europe. I will show you what this looks like on a smartphone. On the left, you see a smartphone with GAFAM applications in a professional context, Slack, DocuSign, and so on. On the right, you see a selection of European-based alternatives that already exist and could replace them. There is a sense of urgency, as Domenec said, because of geopolitical developments. Every day

we use Google, we must be clear about the context we are in. European alternatives already exist. They may not cover 100% of use cases, but I use them, and it is worth trying. We are also activists. As activists, these are choices we can make to help small European companies grow. It is also a way to put pressure on the US digital sector, which relies heavily on European consumers.
Because we lack a European public space, we do not think at the right scale. We remain confined to national public spaces and forget that across Europe there are many initiatives. Here is a small personal selection of European applications. In France, we are often unaware of what exists in Norway, the Baltics, Poland, Germany, or Switzerland. When I worked on the resolution for the UEF Federal Committee, I was surprised by these facts. I personally use mailbox.org from Germany instead of Gmail. I use Mistral every day instead of ChatGPT, only occasionally do I need ChatGPT. How can you find these alternatives? There are websites that aggregate them. I invite you, as activists and policymakers, to explore them and see what European alternatives already exist. Finally, a point from the resolution: policy matters. There is one issue I would like to highlight for the Commission. Often, when services recommend platforms like Amazon or Uber, they never suggest European equivalents. For example, my provider Orange recommends Amazon as a marketplace, but there are European alternatives. Legislators could consider requiring that when a European company recommends a non-European service, it also proposes a European equivalent, such as Bolt instead of Uber, or FNAC alongside Amazon.
That is all I wanted to present. Thank you for your attention.

Catherine Vieilledent:
Thank you, François. Perhaps you could circulate the links you showed so people become aware of the available services. Visibility is a key issue. We have many small initiatives, but unless national administrations and European institutions actively select and promote some of them, based on legal criteria such as competition, nothing will change and we will continue using Zoom, WebEx, or Teams. There needs to be a strong public push to give visibility and information. Personally, I want reliable information. I don’t want to test 20 platforms; I want trusted guidance from public authorities to help us make this urgent transition.

Christophe Leclercq:
Yes. I liked the intervention, and it gave me two ideas. One is about procurement, and the other about broader policy. On procurement, a lot of people advocate for a “European preference.” It already exists, in a way, in certain areas. And that

was one of the main messages of the Berlin Summit you mentioned. And perhaps we should reframe it, because it sounds protectionist and it creates all kinds of problems. There is also an issue with the WTO, because the WTO still exists, whatever some people may think. We could call it the "European comparison act." It's like in any kind of procurement: you have to show that you are doing something for diversity, that you have thought about gender, and so on. There could be something in any public procurement procedure that would be a bit like what François said: you can choose an American computer, but you must explain why it is better than a European computer. So you have to do the intellectual exercise of comparison. So I think, as a slogan, "European comparison" would be pro-choice, pro-market, about comparing options. The other point is about policy. One thing I didn't mention when I spoke about trusted European platforms is the fear that exists in this city, and we have run into it.. I hope we're off the record, so I can say that the main issue is in the cabinet of the President of the Commission. And I can see why it's a problem: if you have to choose between continuing to send weapons to Ukraine and the risk of upsetting Moscow and some people in Silicon Valley, you might choose Ukraine. I have helped a lot with that, so I understand it.

But we should think back. Some of you are as old as I am, and you remember "Television Without Frontiers." It started with the French and a few enthusiasts who wanted to protect their cinema from Hollywood. And if I fast-forward, the compromise was that Europe could subsidize its film industry, but the market would remain open. And I think it's the same in this area. And it's not so much about subsidies; it's about saying: yes, the market remains open. I saw in a LinkedIn discussion that some people were saying we should boycott Google and Microsoft, well, good luck. We should start by promoting our own offers, as François said. Personally, I'm going to move my personal uses to Vivaldi and Cotton. For Europe Media Lab, we are waiting, because it's more complex. So things happen in steps, and then people become more aware. But the main message is: pro-choice, pro-competition, pro-market, something the Americans can hardly object to.

Catherine Vieilledent:
Thank you, Christophe. Perhaps we don't entirely agree, you and I, because I think one of the EU's strengths is that it has parameters and values, and we can use regulation to promote new products and startups, to encourage and try to invest, which is very necessary, but also to have clear language on how to regulate the market. We do not want platforms that promote hate and

disinformation. You are not arguing against values and regulation, are you?

Christophe Leclercq:
No. I'm saying it's not enough. That's the problem.

Catherine Vieilledent:
Because there is, of course, an attack right now under the big tech lobby, and of course the United States has a €139 billion surplus in services, mainly those royalties coming from platforms. So there is a huge economic stake in this. And there is a very strong campaign trying to "simplify." I don't know whether we should simplify or whether we are restricting the impact or the scope of our personal data rules. There may be room for adjustment, but on the other hand, under pressure, we don't want to give too much leeway to major tech players to train their systems. And AI is part of that too, because AI needs a lot of data. And I still remember, five years ago, a woman saying that in AI and technology, quantity is quality. Of course, there is no limit to the amount of data. So what happens with quantity? There isn't value in quantity alone, but there is value… I don't know what is happening with personal data and AI training. What balance is the EU trying to strike to facilitate innovation, promote our competitiveness and leadership, and strengthen our European ecosystem? I don't know if you have a view on that.
Is there another question?

Audience:
That wasn't a question; it was in response to what you said. I was really surprised on Sunday, at a conference on European platforms, to discover that one of the solutions being offered, BlueSky's "atmosphere," the "Euro-atmosphere" for different social media, uses values as one of its main selling points. The logic of this organization, because it is an activist-driven company in the United States, is that they have 16 million users… or 40 million, compared to 300 million for Twitter. There is an order-of-magnitude gap with Twitter, but with 40 million users. In the BlueSky app, Twitter-like, but there are others, they embed values. They offer technical solutions for any company that wants to build something like Twitter, Facebook, Instagram, or TikTok. They provide technologies that make it easier for entrepreneurs, under two conditions.

First: values, transparency, the ability to do research, and clarity about what is allowed and what is not. Second: a "poison pill," as you call it, meaning the company cannot be sold to Silicon Valley. If you have been supported by the BlueSky community, which is now developing in Europe as "Eurosky," this is not secret, it is

happening now, it means that if you are sold to one of the Silicon Valley champions, you lose access to the technology. So it's as if everything disappears. And a major plus is portability. The image they use is like mobile phone providers: you would be outraged if, when switching, as I did, from Scarlet to Orange, you had to rebuild all your contacts from scratch. That's what happens on Facebook, Instagram, etc.: if you leave the platform, you lose all your contacts. BlueSky is fully interoperable. That is the technical side. So when I signed up to BlueSky, I got a "portal" that could be used in the future, Instagram, Facebook, whatever the app may be. They call it an "atmosphere," which is a good image, because that's where you get oxygen. You have the values, and you have the poison pill, so that it doesn't happen like Twitter, which was originally developed by, let's say, pro bono, good communication people, and then eventually the board said, no, we sell to Elon Musk because there's too much money. If that happens, boom, the technology disappears. And those values are a real proposition for Europe.
Thank you for your attention.

Liviu Stirbat:
I think it confirms my enthusiasm for being here. I think the conversation is extremely valuable and very important. And perhaps just to react on procurement: it's something we, at the European Union, are looking at. The procurement framework was reviewed this year, and there has already been a lot of debate across sectors and packages about European preference, or "buy European," for different reasons. All of this will feed into the broader procurement package. I think it is really, really valuable to talk about this and to compare ideas. It's quite refreshing.

I can give you an example. In the Biotech Act, which was adopted at the end of the year, we had discussions about restricting certain procurement or giving preference to European providers for biotech services, based on something very important that should be mentioned here, and that I have had the opportunity to address: economic security. This policy was launched in the previous College, and it introduced a new approach: looking at specific technologies and assessing risks linked to them. We started with four: semiconductors, AI, biotechnology, and I'm forgetting the fourth, but several more follow, like advanced materials, and so on. We look at value chains, identify Europe's dependencies, so that we are not surprised when these dependencies are weaponized by other actors, and also identify reverse dependencies to protect and strengthen them.
A positive example, where we should remember, as Europeans, that we have many strong cards in our hands, to use Trump's imagery, is the semiconductor industry: ASML is a Dutch crown

jewel that global chip production relies on. And economic security at EU level was, if you like, an expansion of EU action into an area where the EU has limited competence. The reason the European level began acting in economic security was precisely because the Americans told a Dutch company, ASML, what it could export and what it could not. That was an intrusion into sovereignty. That is the example of intrusion into sovereignty. As a result, that Dutch crown jewel was blocked by the US government from exporting to China. So we have economic security. We are examining many other technologies. One of them is biotechnology. As part of this biotech analysis, we identified several cases where European citizens' biological data, such as newborn screening tests, are DNA-sequenced in China, because the Chinese offer is much cheaper than Europe's. So it is a situation where our genetic data is, in effect, stored in China. You can see the implications. We are looking for WTO-compliant ways to address and reduce this potential dependency. Procurement is a very clear and useful example.

On visibility, and I really appreciated the presentation, I will look at the goeuropean.org offer. Very often, markets come up with solutions and responses to market situations. And now we are in a situation where the market is becoming less "market" than it used to be. The Americans have deviated from market orthodoxy. The US government buys shares in Intel and other tech companies. That's a situation where markets are distorted, and the European market is rising to the challenge and offering solutions. I wanted to give an example. I'm not in advertising, but I think cloud services are a very good example. For a long time, cloud services were dominated by American hyperscalers, Amazon AWS, Google Cloud, Microsoft Azure, and others. But as a result of sovereignty concerns, and distortions when the US government begins saying these companies must handle data in certain ways, an unexpected European champion emerged: the Schwarz Group, the owner of Lidl and Kaufland, which is now selling cloud services, sovereign, genuinely sovereign, not the "third thing" you identified. A food retailer is now offering cloud services, real sovereign services, coming from a sector that was not pushed by government, not politically mandated by anyone. The European market has strength and it responds well to market signals, and the distortions we now see are market signals.

And perhaps just to conclude my reaction to the concerns you raised, indeed, around the simplification drive and the omnibus series, what I can tell you is that we work on these topics very carefully, with a lot of reflection. Also, on the amendments in the digital omnibus adopted in November last year, we have huge consideration for the rights and values that already exist and must continue to be protected. But we also have to find the right

balance, in line with the Draghi analysis: we must be able to keep all these rights, benefits, and protections while continuing to improve competitiveness. That is why we must find the right balance, and I am convinced that, with the time we have, and in the hands of the Council and Parliament, it will continue, perhaps even be improved. And the very last point I wanted to make is, once again, about the media landscape. We talk a lot about the United States, and as you heard, the United States is not a monolith; it does not speak with one voice. There is one very loud voice, and companies too, Meta has shifted overnight and is now doing certain things, but there are also other companies like BlueSky, and many alternatives. The United States is quite rich in such alternatives, and it's very interesting to see them. There is a lot of incoherence and inconsistency in what the United States is currently doing. The Trump administration tells us to respect market forces, but they accuse us of censorship while they themselves censor, by demanding access to social media data from people who want to travel to the United States. That is why we must stay the course, pursue our own interests, focus on our strengths, and keep going, doing what we are doing well, while adjusting and fixing what needs fixing.

Catherine Vieilledent:
Now, I think there is a request for a question from this gentleman, Mr Andrea Mairate. Please keep it short, because I believe there are questions online too, or they are more or less covered. Yes. Somebody else as well, you come from Nantes and you came to Brussels to discuss sovereignty, among other things,

Audience:
I was wondering, regarding BlueSky: if they target Silicon Valley as a place they cannot sell to, can they sell to other countries or other companies? In other words, is it targeted against the United States, or is it more broadly targeted, so that they cannot be sold to other companies outside the EU?

Christophe Leclercq:
Yes. There has been… Let me clarify a few things. Eurosky is essentially a network of open-source experiments. And I think, Giorgio, you were speculating a bit, and you might be right, but I'm not sure they are the equivalent of BlueSky in Europe. They cooperate. BlueSky is two different things, as Giorgio said, but let me put it even more clearly. On the one hand, it is a commercial company with an interface you can use, with its 40 million users, competing with Twitter. One day, it could be acquired by Silicon Valley. I was on stage in Berlin with the number two at BlueSky. They are very good people, with values, and so on, but still, they are trying to build something. But behind

them, there is the BlueSky “atmosphere” that Giorgio described well: a set of open-source tools that can be used by anyone, whether in Europe or elsewhere, who wants to build social platforms. And that is why the hackathon we are doing at the end of the month, and many other, more important things, are based on that kind of open source. And perhaps because we are in a world of big organizations and people who respect big companies, some think: “Oh, if it’s done by small organizations, maybe it’s not good.” That is not true. And you probably have more examples than I do, but sometimes, for key platforms, small organizations are absolutely decisive. So I think a microblogging platform will emerge in Europe from this technology, in cooperation with BlueSky, but it won’t be BlueSky itself. And probably there will be several competitors, but that’s OK because there is interoperability. There will be a debate about multiple platforms sharing the same infrastructure.

Catherine Vieilledent:
Andréa, I think you had a question.

Andrea Mairate (Graspe):
Well, I'd like to bring to the discussion one element that maybe was not discussed. I think as part of the sovereignty debate, we should talk about investment. And in Europe, we don't have or we haven't achieved a critical mass of investments. Well, if you think that I'm an economist, so I'm not an expert in AI or whatever. We have a saving rate of 15% more or less. The saving rate is quite high. Which means, globally, we have 40 trillion in savings in Europe. 40 trillion. This is double EU GDP. OK. The problem is that we have fragmented capital markets. They are not efficient. They are relatively small. And they rely essentially on bank financing. So, not all the sources, equity, venture capital, and so forth. So, the problem is as the Letta report that you all know put it, how you can mobilize those savings into investment. Because this is a problem. If we want to be fully independent or sovereign or autonomous, we need to mobilize investment. I mean, to a scale that is sufficient. The U.S. has come up with a plan of $500 billion for AI.

In China, they also invest a lot. And they are relatively independent in terms of digital infrastructures, and they have big national champions as well. So, I think this is, if we don't address that issue, I think we can discuss technical solutions. There are a lot of ideas, a lot of interesting things. But otherwise, we will not sort out the problem. So, either you do it with borrowing, but this is ruled out. So, we have the capital market solution. But this is still in the Council. I mean, it has been there for 20 years. Five action plans. So, last year, 2024. Why is it that it's not making...

It's very complex. I mean, you have cross-border investments. I was going to say, when are we going to have a digital single market? If you want sovereign digital infrastructure, you have to invest.

Catherine Vieilledent:
But, actually, how do you weaponise this huge amount of European savings, a big part of which goes to the United States? And why... Well, is it because we don't have a unified single market? That is, we have 27 jurisdictions and they want to keep their capital with themselves or what is the problembehind this absence of progress in terms of the capital markets union?

Audience:
I've worked so long on this topic. I think we must remain coherent with the European story. The structures that we have there are there for a reason. We cannot just hope it will happen. For the last 30 years, since the European project started, Europe, from its structure, has always favored market access over other policy approaches. Europe is the only economic area in the world that has actually applied or proclaimed to apply standard textbook economics, yeah, of competitive markets. No other area has done this. The Americans have never done that. The Americans have, for example, always been more Canadian than the Europeans. Always. The Americans have always used state craft to scale domestic industries. The Internet is one of them. It was a military project in the beginning. It's not the only one. Japan has massively used state craft to scale high-end technologies. They have scaled five generations of computers until Bill Gates came and killed them with the PC, and so on. China has never done anything else. China is a state craft to scale technology and has never really opened its market to international competition, and that's it. So now it's really a massive challenge for the European model because the European model allowed rather small European companies to compete worldwide because we always favored market access.

We're the only economic area in the world that has a legally binding unilateral commitment to free movement of capital. There's no other place in the world. With a legally binding commitment, you can go to court and you immediately win if you can show that one of our governments has hindered you to invest in one of our economies. You win immediately, hands down. It's not even a point to go to court because everybody knows this by now. There have been famous cases in the 70s and 80s and no government has even tried to do something like that. So I think this model is now challenged because we had many European small and medium-sized companies who were in their market

niche: monopolies, duopolies, maybe three or four. So in my home country, in Austria, there are plenty of companies who were monopolies in their niche.

Of course, you only produce a very little thing for the international production and supply chain. But in that niche, you are the best and you are the only one. So Europe actually allowed itself to compete on the most ambitious economic model where you have to be the best in your sector. And that worked. But now, if we lose market access, then this model breaks down. And for us, this is a huge challenge because we have not learned any other model. This is the model we know. We know to be the best on a very small thing, even be a monopolist on a world market. But suddenly, if we don't have access to China market, to US markets, to Latin America, because all over the place, not only the state craft, the state industries, but now also trade barriers are erected, then our model is directly challenged. And this is a huge, huge, huge challenge now for us. And we have not found so far really an answer to that. And I think Christophe mentioned the other big problem, why it's so difficult in Europe to use state craft and scale industries like the Chinese or the Japanese or the US, because we cannot decide politically on how to distribute the benefits.

If you want to scale something, you have to pick a winner. So if the Commission, for example, decided tomorrow, which I hope someday will happen, to not use Microsoft Word any longer, which is the crappiest software ever invented, and Microsoft is much flying under the radar in all these discussions. For me, Microsoft has done by far the biggest damage, way more than Google and Facebook and all the others combined. Microsoft Word is the biggest innovation killer in the 20th century, flying completely under the radar. I can explain to you in a separate session. But we cannot pick winners. Politically, we are not able to pick winners, but I think we have to start trying and have the courage to pick winners and to scale them on the European side. And, of course, the public institutions should start with that.

Catherine Vieilledent:
Thank you, I'm sorry I have to interrupt you. Thank you for this challenging economic perspective. This is a provocation, but because we said we would keep going, we will keep going.
Thank you very much.

Droits de douane US. Que peut faire l'Europe ?

Conférence GRASPE – Guillaume Duval - Avril 2025

Georges Vlandas : Merci d'être présents à cette conférence organisée par la revue GRASPE, qui vient de fêter ses 25 ans d'existence. Nous avons publié un numéro spécial à cette occasion, dans lequel vous trouverez aussi un article de Guillaume Duval, notre intervenant aujourd'hui. Il y analysait déjà les conséquences que pourrait avoir l'élection de Trump aux États-Unis.
Guillaume Duval est un ancien collègue. Il a été speechwriter du commissaire Borrell. Il est membre du comité de rédaction de la revue GRASPE et aussi, si je puis dire, un journaliste économique très connu.
Aujourd'hui, nous allons parler d'un sujet d'actualité, à savoir la décision prise par Donald Trump, le 2 avril dernier, d'augmenter de manière significative les droits de douane, un peu tous azimuts, sur l'ensemble – disons – des pays du monde.
Des changements ont eu lieu récemment, dont Guillaume va nous parler. Guillaume, c'est à toi.

Guillaume Duval : Bonjour, et tout d'abord, merci Georges pour l'invitation. C'est toujours avec plaisir et intérêt que je participe à ce type d'exercice sur les affaires européennes, surtout dans la période actuelle.
L'invitation avait été lancée, le texte rédigé, avant que Donald Trump ne revienne en arrière – avant-hier – sur les droits de douane qu'il voulait imposer. Mais la question continue de se poser, et elle appelle des réponses du point de vue européen. Pour l'instant, une période de trois mois s'ouvre. Et, de toute façon, il y a déjà des droits de douane qui ont été imposés sur l'acier, l'aluminium, les voitures, etc.

Ce que je voulais vous dire pour commencer, c'est qu'on peut penser que Trump n'est pas très rationnel, un peu fou, etc. Mais cette crise ne vient pas de nulle part. Elle marque l'aboutissement, ou du moins la fin, d'une période de quarante ans qui a commencé à la fin des années 1970, avec Ronald Reagan et Margaret Thatcher en particulier – une période de libéralisation des flux commerciaux, et surtout des flux de capitaux, qui a creusé de profonds déséquilibres. À terme, ces déséquilibres étaient de toute façon insoutenables.

Les principaux gagnants de cette période de libéralisation des flux de capitaux et de marchandises, n'étaient pas les populations. Ce sont surtout les entreprises multinationales qui en ont profité, en parvenant à se développer grâce à la possibilité de jouer plus facilement qu'auparavant sur le dumping social, le dumping fiscal, le dumping environnemental, à l'échelle mondiale.
Les véritables gagnants, ce sont donc les propriétaires de ces entreprises, ainsi que leurs dirigeants – mais pas vraiment les populations.
Les pays qui s'en sont bien sortis dans ce contexte sont d'abord ceux qui n'ont pas joué le jeu. Il s'est agi, dans un premier temps, du Japon, puis de la Corée, et ensuite de la Chine. Ce sont des pays qui ont profité de l'ouverture commerciale tout en continuant à protéger très fortement leur marché intérieur, et à soutenir très activement leurs entreprises.

À l'inverse, les autres pays du Sud – principalement les pays d'Amérique latine, ou encore ceux d'Afrique – n'ont pas réellement profité de cette période. Ils ne sont pas parvenus, grâce à elle, à enclencher une dynamique de développement économique auto-soutenue. Ils se retrouvent aujourd'hui dans une situation difficile, et les inégalités avec le monde développé ne se sont pas vraiment réduites au cours de cette période.

Dans les pays du Nord, les pays développés, ce qui s'est produit durant tout ce temps, c'est un mouvement très fort de désindustrialisation, d'une part, et de creusement des inégalités, d'autre part : entre une minorité de la population, liée aux multinationales gagnantes, et le reste de la population, davantage concurrencé qu'auparavant par des pays à bas coût et à faibles contraintes environnementales, etc.

Dans le cas des États-Unis en particulier, cela a conduit à une stagnation du pouvoir d'achat – voire à une baisse, dans la période récente marquée par l'inflation – pour la majorité de la population. On y observe un développement des inégalités absolument considérable, accompagné d'une dégradation très forte des infrastructures.

Le signe le plus clair que les États-Unis vont très mal, c'est l'espérance de vie des Américains. C'est un des pays au monde où l'on dépense le plus pour la santé, mais aussi, parmi les pays développés, celui où l'on vit le moins longtemps.
Tout cela a conduit, dans le cas des États-Unis, à un double déficit considérable : un déficit commercial, d'une part – ce qui fait beaucoup parler Donald Trump – et un déficit public très important, d'autre part. Ce déficit est notamment lié au fait que

les États-Unis maintiennent un effort militaire tout à fait exceptionnel à l'échelle internationale. Ils cherchent à rester présents, dominants militairement dans le monde entier, et notamment à assurer aussi la défense de l'Europe.

Cette pression militaire exercée par les États-Unis devient de plus en plus difficile à soutenir pour l'opinion publique américaine. Mais la forme la plus extrême que prennent ces déséquilibres, pour les États-Unis, reste la dette publique, qui explose.

Pendant très longtemps – jusqu'aux années 2000 quasiment – le niveau de la dette publique américaine et celui de la dette publique en Europe étaient à peu près équivalents, si on les exprimait en milliards d'euros. Aujourd'hui, la dette publique américaine est plus de deux fois supérieure à celle de l'Union européenne. Les États-Unis, en tant que tel, sont désormais plus endettés que la France – l'un des pays européens les plus endettés – et ils approchent presque des niveaux d'endettement comparables à ceux de la Grèce, en proportion du PIB.

On peut donc dire qu'un cycle est arrivé à son terme. Il devenait de toute façon nécessaire, pour les États-Unis, d'engager un changement d'orientation économique assez fort, assez brutal. On peut penser, et il faut penser, que la manière dont Donald Trump s'y prend n'est évidemment pas optimale – j'y reviendrai du point de vue des intérêts américains. Mais il était assez clair qu'il devait se passer quelque chose d'important pour tenter de réduire à la fois le déficit commercial et le déficit public des États-Unis.

Pendant toute cette période, les Américains ont profité d'un monde qui fonctionnait en quelque sorte à l'envers : l'épargne des pays du Sud – qui aurait dû financer leur propre développement – servait en réalité à financer les déficits et les déséquilibres américains. Dans une moindre mesure, c'était aussi le cas de notre propre épargne, en Europe.

Dans ce contexte, il n'est donc pas surprenant qu'un ajustement ait fini par survenir du côté des États-Unis. Cela dit, les annonces de Trump du 2 avril – qui ont été mentionnées plus tôt – relèvent d'un véritable non-sens, même d'un point de vue protectionniste.

La méthode employée était complètement absurde. On a vu que les taux de droits de douane décidés dépendaient uniquement du niveau du déficit extérieur avec chaque pays. C'est totalement irrationnel : même si l'on souhaite mener une politique protectionniste, ce n'est pas de cette manière qu'il faut procéder. Une politique de droits de douane devrait être construite secteur par secteur, activité par activité. Il faut essayer de limiter les taxes

sur les importations dont on n'a pas de substituts – parce qu'on est, de toute façon, obligé de les importer – et qui sont des intrants utiles à l'économie américaine. À l'inverse, on devrait renforcer les droits de douane sur les produits dans les secteurs qu'on souhaite véritablement développer à l'intérieur du pays.

Baser une politique commerciale uniquement sur les déficits commerciaux bilatéraux avec chaque pays, et leur appliquer des taux douaniers en fonction de ces déficits, c'est totalement contre-productif – même du point de vue d'un protectionnisme cohérent.

C'est, y compris du point de vue technique, y compris du point de vue de quelqu'un qui est protectionniste, stupide. S'il avait tenu, ça aurait eu aussi des impacts géopolitiques majeurs, parce que les pays qui étaient le plus taxés, c'était l'ensemble des pays d'Asie hors Chine — la Chine aussi, bien sûr. Mais si vous taxez très fortement Taïwan, la Corée, le Japon, le Vietnam, et tous les pays d'Asie du Sud-Est, le Pakistan, etc., vous ne pouvez faire qu'une chose : c'est de les jeter dans les bras de la Chine, ce qui n'est a priori pas ce que les Américains souhaitaient. Et c'est ce qu'il avait d'ailleurs commencé à se passer, dans la mesure où il y avait une réunion il y a quelques semaines où le Japon, la Corée et la Chine s'étaient entendus pour répondre ensemble aux droits de douane américains qui s'annonçaient. Donc, c'était stupide. Ça a entraîné une forte baisse des bourses américaines et des bourses mondiales. Comme vous le savez, les bourses, aux États-Unis, sont quelque chose de beaucoup plus important qu'en Europe, en particulier par le biais du rôle qu'elles jouent vis-à-vis des retraites. Mais je pense que le plus important, du point de vue de Trump, et ce qui l'a le plus décidé à changer son fusil d'épaule, c'était la hausse des taux d'intérêt à long terme sur la dette publique américaine. Non seulement la dette publique américaine est très importante — beaucoup plus importante que la dette européenne — mais en plus, il y a une partie significative de cette dette qui doit être refinancée dans les mois qui viennent. Pour l'instant, les taux d'intérêt américains sont aux alentours de 4,5 % par an. S'ils devaient rester à ce niveau-là, ce serait largement insupportable pour les États-Unis. Ils ont augmenté de quasiment un point suite à l'annonce des droits de douane par Trump. Donc, je pense que c'est ça, surtout, qui l'a fait reculer.

Alors, il y a des discussions dans le débat public pour savoir si c'était juste de la manipulation de marché. Je pense qu'en reculant, il a fait une manipulation de marché. Et il a certainement donné quelques infos à ses amis, etc., avant de le faire, pour leur permettre de gagner des sous. Mais je ne crois pas trop à l'hypothèse d'un scénario pré-écrit, où il aurait dit : «je vais mettre tous ces droits de douane et puis je les retirerai trois jours

après pour négocier ». Je pense qu'il a vraiment été obligé de revenir en arrière, pour les raisons que j'ai dites. L'autre raison qui est très forte, c'est qu'il y a malgré tout une contradiction majeure entre les intérêts des entreprises multinationales américaines et le lobby protectionniste. Je pense que vous avez tous vu ou entendu les injures que se sont échangés Elon Musk et M. Navarro, qui est le responsable du commerce pour Trump — Musk l'a traité d'imbécile intégral, de con fini, etc., etc.

Il y a effectivement une contradiction majeure à l'intérieur du système Trump autour de ces questions-là, qui tient au fait que les multinationales américaines ont absolument besoin — alors pour Musk, c'est en plus du marché chinois — mais du marché mondial, et du marché européen en particulier.

L'Europe, sa part dans le monde baisse, mais ça représente quand même toujours 18 % du PIB mondial et 18 % de la consommation mondiale. Un cinquième. C'est quand même un poids très lourd, surtout que c'est dans un contexte où les multinationales américaines sont de plus en plus exclues du marché chinois et reculent dans les pays du Sud face aux multinationales chinoises justement. Donc, du point de vue des multinationales américaines, le marché européen est un marché absolument essentiel. C'est vrai en particulier pour les multinationales du numérique. Ce qui fait la valeur des entreprises du numérique, c'est le nombre de gens qu'elles sont capables de couvrir, c'est l'effet de réseau qu'elles sont capables d'avoir, c'est la quantité de données qu'elles sont capables de rassembler et de monétiser derrière. Donc le fait d'avoir le marché européen, pour les multinationales américaines en particulier, c'est quelque chose de très important, notamment dans ce domaine.

Pour aller plus loin, plus précisément sur l'Europe : nous, avec les États-Unis, on a un commerce de biens qui est de l'ordre de mille milliards d'euros par an. C'est principalement, pour ce qui concerne nos exports, des voitures, des machines, et des produits pharmaceutiques, avec un excédent commercial qui est de l'ordre de 200 milliards d'euros. Mais on a aussi, avec les États-Unis, des échanges de services qui sont de l'ordre de 750 ou 800 milliards d'euros — donc quasiment au même niveau que les échanges de biens — avec là, un déficit vis-à-vis des États-Unis qui dépasse les 100 milliards d'euros. Donc j'ai juste les chiffres de 2023 : pour les services, c'était 109 milliards d'euros. Sur un commerce bilatéral qui est de 1 600 milliards d'euros, on a de l'ordre de 100 milliards d'euros d'excédent commercial européen. Ce n'est pas beaucoup en soi, ça fait 6 ou 7 % des échanges. Donc, qu'est-ce qu'on peut faire ? Qu'est-ce que les Européens doivent faire,

puisque maintenant, il y a une période de négociation qui s'ouvre ?
Alors, il y a plusieurs attitudes qui sont possibles, et qui ont été présentées dans le débat public.

La première attitude consiste à ne rien faire. Se dire : les Américains, en faisant ça, ils se tirent une balle dans le pied, ils vont augmenter les prix chez eux, ils vont se retrouver en récession. Il n'y a qu'à les laisser faire. C'était l'attitude, en particulier, d'Olivier Blanchard, l'ancien chef économiste du FMI. Ce n'est pas forcément une attitude aussi idiote qu'elle peut en avoir l'air. C'est vrai que si on réagit, nous, sur le plan du commerce, en appliquant un dollar pour un dollar de droits de douane supplémentaires aux produits américains, ça fait qu'on importe aussi chez nous le type d'effets négatifs que la politique américaine a chez eux, c'est-à-dire : un peu plus d'inflation, un peu moins d'activité, etc.

Mais le problème aussi, c'est qu'on a affaire à quelqu'un qui ne respecte que les rapports de force, qui ne respecte que les gens qui lui tiennent tête. Donc, c'est un peu difficile, sur ce plan-là, de ne rien faire, parce que ça ne peut qu'encourager Trump à vouloir aller plus loin.

Donc, la deuxième option — je l'ai déjà évoquée — consiste à répondre sur le terrain du commerce, avec les inconvénients que j'ai déjà dits : c'est-à-dire importer plus d'inflation, limiter l'activité, plus le risque, évidemment, si on répond coup pour coup, d'avoir une escalade du côté Trump, du type de ce qu'il a fait avec la Chine. Bon, pour l'instant, on n'en est pas là, puisqu'il y a cette période de trois mois qui s'ouvre. Mais ce n'est pas facile de prévoir comment elle se terminera, et ce qu'il faudra faire à ce moment-là.

La dernière option qui avait été envisagée, c'était l'utilisation de l'outil anti-coercition, créé en 2023. C'est un outil qui permet à l'Europe de répondre à des attaques sur le plan commercial à travers un échantillon beaucoup plus large de mesures. En particulier, j'ai évoqué tout à l'heure les déséquilibres qu'il y a sur l'échange de services avec les États-Unis. Cela permettait éventuellement de ne pas se contenter d'agir sur le terrain des biens, mais d'agir sur le terrain des services, de punir d'une manière ou d'une autre les multinationales, en particulier du numérique. De toute façon, cette question du numérique est sans doute absolument centrale dans les échanges qu'il peut y avoir avec les États-Unis. On doit pouvoir acheter éventuellement un peu de gaz supplémentaire, mais de toute façon, les États-Unis n'ont pas tant que ça à vendre, en plus, pour l'instant, d'une part.

Et d'autre part, ça ne va vraiment pas dans le sens de l'histoire de ce qu'on veut faire en Europe, même si ce serait bien qu'on se débarrasse effectivement du GNL russe en particulier, qu'on continue à acheter de manière importante, notamment en France. Ce serait très dommage de s'engager à acheter davantage d'armes américaines. On est quand même dans une phase où on essaie de reconstruire une industrie d'armement européenne, d'une part. Et d'autre part, on a pu constater à quel point c'était un risque sécuritaire d'acheter des armes américaines, dans la mesure où le gouvernement des États-Unis veut garder un contrôle sur leur usage. Donc, on n'a pas, il n'y a pas beaucoup de choses à négocier, je pense, du côté strictement du commerce, ce sur quoi les Américains risquent d'insister beaucoup, mais là, ce serait vraiment très grave si on cédait, c'est effectivement sur la régulation du numérique. C'est ça qui compte pour les Musk, Amazon, Facebook, etc. Revenir sur le DSA, revenir sur le DMA. Donc, là-dessus, j'espère et je conseille en tout cas de tenir bon dans cette négociation et de ne pas céder là-dessus. Et ça risque d'être un des éléments centraux que vont demander les Américains dans la négociation sur les droits de douane.

L'autre chose, et je pense que si on devait aller à un affrontement avec les Américains, il faut vraiment aussi, effectivement, agir sur le terrain fiscal, réussir à taxer, à mettre un terme au dumping fiscal qu'exerce un certain nombre de paradis fiscaux internes à l'Europe. La Commission européenne a commencé à s'en occuper en se servant des pouvoirs qu'elle a en matière de concurrence. On sait que c'est difficile avec les paradis fiscaux, parce que sur le terrain fiscal, c'est l'unanimité qui prévaut. Mais la Commission a commencé à attaquer l'Irlande, le Luxembourg, sur le terrain de la concurrence, en disant, avec les cadeaux que vous faites aux multinationales, vous faussez le marché intérieur, ce qui est vrai. Donc, on a des moyens d'agir sur les multinationales américaines, notamment sur le plan fiscal, si ça doit dégénérer avec eux.

L'autre chose qu'on peut et qu'on doit faire, et que la Commission a commencé à faire, c'est de contourner les États-Unis. Le commerce des États-Unis, ça représente 13 % du commerce mondial. C'est le premier marché d'exportation et c'est le deuxième importateur en Europe, derrière la Chine, et a des moyens de contourner la volonté protectionniste des États-Unis c'est effectivement de se tourner davantage vers le reste du monde, ce qui n'est pas forcément une mauvaise idée. Donc, il y a le CETA qui est en cours d'application avec le Canada. Il y a un rapprochement qui est possible avec les efforts de libre-échange qui sont en train de se mettre en place entre l'Amérique et l'Asie hors États-Unis. Il y a la question du Mercosur. Les Français sont

très opposés à cet accord pour des raisons principalement agricoles, mais dans le contexte actuel, ça paraît faire plutôt plus de sens de conclure ce genre d'accord et d'essayer de développer nos liens économiques avec cette zone et d'autres zones du monde.

Voilà, je crois ce que je voulais vous dire en introduction. Aux États-Unis, une évolution brutale, irrationnelle mais qui traduit quand même la fin d'un cycle qui avait abouti à des déséquilibres majeurs. En Europe, on a eu raison de garder notre sang-froid. Il faut quand même être prêt à mener la bataille dans le futur, notamment si les Américains veulent s'attaquer à la régulation du numérique en Europe et il faut effectivement développer nos liens avec le reste du monde.
Ça implique, au-delà des accords commerciaux que j'ai évoqués, d'avoir une politique cohérente sur les questions de migration, d'accepter aussi de maintenir un effort important en termes d'aide au développement, malgré les problèmes qu'on peut avoir à l'intérieur de l'Europe en termes budgétaires. Donc, la question de savoir si l'Europe se substitue à l'aide maintenant que les Américains ont réduit drastiquement leur aide internationale est une question sérieuse, essentielle pour l'avenir.

C'est certes une dépense budgétaire, mais je pense que dans le contexte où nous sommes, où il est indispensable de développer nos liens économiques, mais aussi politiques avec le reste du monde pour faire face à la fois à Trump et à Poutine, c'est une question très importante, même si elle est très sous-estimée dans le débat public en Europe aujourd'hui.

Georges Vlandas : Merci Guillaume, la parole est aux auditeurs.

Christian : Bonjour, merci pour cette présentation assez complète. Je fais partie de ceux qui pensent que globalement, cette action des États-Unis à moyen, voire à long terme, sera assez bénéfique pour l'Europe.

Premièrement, parce que je trouve qu'on était beaucoup trop engagés envers les États-Unis, j'allais dire des politiques américaines, mais pas depuis Trump, depuis de nombreuses années. Donc, ça va nous permettre de prendre nos distances, peut-être que ça va aussi nous permettre de nous affirmer. Moi, quand je vois que la première réaction aux tarifs, c'est d'essayer de négocier avec Trump, je ne peux pas imaginer une pire stratégie.

Parce qu'en fait, qu'est-ce qui se passe ? Il fait des tarifs, le reste du monde se met à genoux, nous négocions avec lui. C'est-à-dire que même sans rien gagner, déjà il gagne.
L'Europe est un très grand marché, une grande puissance. Et je pense comparable globalement au niveau des Américains. Puis l'Europe peut aussi, quand Trump nous dit « écoutez, enlevez vos inclusions, vos diversité », nous on peut lui dire : « Si vous n'avez pas d'inclusivité et pas de diversité, on ne fera plus affaire avec vous. ».
Le Canada est beaucoup plus dépendant des Américains. Ça n'empêche pas les Canadiens de riposter vigoureusement, ils sont aussi beaucoup plus vigilants et virulents. Malgré ça, je pense que tous les pays vont diversifier par rapport aux États-Unis, et ça va rendre probablement l'économie mondiale beaucoup plus saine. Je vais aussi en profiter pour dire que Trump nous dit « vous augmentez vos dépenses militaires », on n'insiste pas assez sur le fait que la plupart des déséquilibres mondiaux ont été créés par les Américains, et ce n'est pas les Américains qui vont créer du déséquilibre mondial et le reste du monde qui va payer.
Vous créez les déséquilibres dans le monde, vous payez. Et puis, il faut aussi penser que la plupart des équilibres ont toujours été faits dans l'intérêt des États-Unis et nous-mêmes, on n'a jamais profité autant qu'eux. Donc, ils profitent, ils créent les problèmes et ils payent. C'est normal, ce n'est pas à nous de payer pour leur politique qui nous dérange d'ailleurs la plupart du temps.

Si l'Europe se sent un petit peu désemparée, c'est parce que j'ai l'impression qu'en Europe, on s'est toujours positionné par rapport à l'Amérique. On ne s'est jamais positionné par rapport à nous-mêmes, et je pense que c'est très important qu'on se positionne par rapport à nous-mêmes, de façon à définir nos normes, nos choses et qu'on s'y tienne et puis, qu'on remette aussi les États-Unis à leur place.

Et quand ils nous disent qu'ils veulent réindustrialiser en augmentant tout le coût de tous les intrants, ça va nuire à leur réindustrialisation. Donc, de toute façon, même leur politique est contre-productive par rapport à leurs objectifs. Et comme les États-Unis vont de toute façon décroître avec ces politiques, ça va être tant mieux et ça va nous permettre à nous de nous affirmer encore plus.

Giorgio : Deux points. Premièrement, moi-même, je m'étais retirée de la politique pour me concentrer sur mon rôle de fonctionnaire. Et en 2016, le Brexit a été ce qui m'a fait retourner en politique. Je ne suis pas le seul. Il y a eu beaucoup de mouvements qui se sont lancés en Europe et cette attaque de la part des États-Unis, cette guerre, c'est une guerre commerciale

qui est à comparer avec la guerre militaire que Poutine a lancée il y a deux ans sur l'Europe ; elle est en train, selon moi, de lancer une vague semblable avec plein de jeunes qui viennent me voir en disant « on veut faire quelque chose ». Je ne sais pas si vous le ressentez aussi, certainement, près de chez moi, il y a une volonté de réagir à l'exemple canadien que Christian a mentionné et c'est vraiment fantastique.

Je ne connais pas de peuple plus pacifique que les Canadiens mais maintenant, tout le monde est dans l'esprit de dire « pas de deal avec les États-Unis, on n'achète pas les produits américains » et les pauvres touristes américains ont peur d'aller au Canada, à tort parce que les Canadiens les accueillent bien quand ils viennent chez eux. Mais ce que j'ai vu en ligne, c'est que les Canadiens ont bien travaillé leur image au point qu'il y a plein de Californiens qui, maintenant, sont en train d'applaudir les Canadiens. C'est vraiment un exemple à suivre.
C'est une résistance passive, une résistance avec les instruments qu'ils ont, qui a renforcé le Canada dans son identité, pour autant que cela existait. Moi, si j'étais conservateur canadien, je serais furax, ils allaient récupérer le gouvernement, ça allait leur tomber dans les mains, et là, ils ne vont pas y arriver parce que Trump est en train de les « aider ».

Venons-en à la mission européenne et à ce qu'il faut faire. Tous les amis de Trump sont vraiment très mal actuellement parce que tout le monde leur dit « mais regardez ce qu'il a fait. Est-ce que vous allez faire de la même chose ? », c'est un point qu'on peut voir sous un angle positif.

Une question à Guillaume : Trump a dit à Zelensky : « Tu n'as pas les cartes en main », j'ai su que la semaine suivante que Trump avait engueulé la Première ministre danoise à propos du Groenland, le ministre de l'Agriculture américain, s'était présenté à Copenhague en demandant de leur vendre des œufs parce que Trump avait fait un engagement électoral sur le prix des œufs, qui a doublé depuis qu'il est élu. Là, c'est nous qui avons la carte en main. Est-ce qu'on ne pourrait pas faire un truc très, très ciblé sur les œufs. Par exemple, d'envoyer des œufs aux États-Unis et sur chaque œuf écrit "EU". C'est de l'aide qui vient de l'Europe, cela a un prix et ce prix des œufs que nous allons vendre aux Américains va être le double du prix actuel. Faire des trucs très ciblés comme ça, publicitaires. C'est ce que Juncker avait fait, je crois, il y a cinq ans, quand il avait ciblé Harley Davidson et Trump était revenu en arrière. J'imagine qu'il devait y avoir d'autres exemples, mais j'aimerais savoir l'idée de Guillaume par rapport à ça.

Guillaume Duval : Oui, merci pour ces deux interventions pertinentes. Alors, est-ce que l'action des États-Unis va être bénéfique pour l'Europe ? C'est une question qui est très vaste et, à ce stade, ça ne me paraît pas évident. J'espère que ce qui vient d'être dit sur le fait que l'extrême droite européenne va être gênée par ce qui se passe chez Trump, va servir de repoussoir auprès de la population européenne. Pour l'instant, ce que j'observe, tant au niveau français qu'au niveau européen, c'est que ça n'a pas l'air de marcher très fort. Pour l'instant, dans les sondages, l'extrême droite reste toujours au sommet en France. Il risque d'ailleurs de prendre le pouvoir s'il y a des élections générales ou présidentielles en France. D'autre part, j'espérais que ça refroidirait aussi un peu la droite traditionnelle, qui se dirait "Ouh là là, c'est quand même très grave tout ça, il faut quand même qu'on remonte les barrières vis-à-vis de l'extrême droite." C'est un peu ce qui s'est passé en Allemagne et c'est très important dans l'attitude de Merz dans les dernières semaines, qui n'est pas forcément son attitude il y a quelques mois. Mais ce que j'observe en France, comme à l'échelle du Parlement européen, c'est que ça n'a pas l'air d'être vraiment le cas pour l'instant. Pour toute la droite traditionnelle, ça n'a pas l'air d'avoir conclu pour l'instant qu'il fallait vraiment couper les ponts et remonter les pont-levis vis-à-vis de l'extrême droite contre ce qui se passe aux États-Unis.

Par ailleurs, j'attire votre attention quand même sur un élément très déterminant, je pense, ce sont les prochaines élections présidentielles en Roumanie. Le président roumain n'a pas tous les pouvoirs, ce n'est pas le président français. Mais si l'extrême-droite l'emporte en Roumanie, là, on est vraiment très mal. C'est-à-dire qu'après la Roumanie, c'est la Moldavie qui tombe forcément, la Bulgarie, qui ne doit pas être très loin. C'est-à-dire qu'on a un flanc est au-delà de la Hongrie et de la Slovaquie qui devient extrêmement sensible à la fois à Poutine et à Trump. Donc, il y a cette idée commune que je partage, on espère tous que ce choc va être bénéfique pour l'Europe et va mobiliser les Européens. Il faut quand même faire attention.

Ce sont des atlantistes très convaincus qui mènent la bataille au nom des Européens face aux Américains, que ce soit Kaja Kallas, que ce soit Ursula von der Leyen, ce sont des gens au départ très atlantistes. Et d'une certaine façon, je pense que c'est une bonne chose parce que c'est plus facile pour eux d'être anti-américains que pour des gens de gauche. Si c'étaient des gens de gauche qui devaient s'opposer à Trump, ils auraient été soupçonnés d'être anti-américains, la droite leur serait tombée dessus. Là, personne ne va leur tomber sur le dos de Von der Leyen si elle se montre ferme vis-à-vis des États-Unis, parce qu'ils ne peuvent vraiment

pas être soupçonnés d'être anti-américains. Contrairement à ce que j'ai dit juste avant, c'est plutôt, effectivement, un bon signe. Après, la question déterminante sur le plan économique, c'est l'argent. C'est déjà un choc important sur les taux d'intérêt pour les dettes européennes. Ça va être un choc économique non négligeable qui va probablement réduire l'activité, développer le chômage. C'est un choc qui nécessite de toute façon un effort d'investissement très important, à la fois dans le domaine de la défense, mais aussi dans le domaine de la technologie. Pour faire face à tous ces chocs cumulés et s'en sortir bien, il faut mettre des sous sur la table. Le problème là-dessus, c'est que la seule solution pour le faire bien, ce serait de s'endetter en commun à l'échelle européenne.

Le problème, c'est qu'on n'en prend pas du tout le chemin, on ne tente rien pour aller dans ce sens-là. Von der Leyen n'a rien pu faire pour aller dans ce sens-là. Et ce qui vient de se passer en Allemagne, en particulier, le fait que la coalition allemande ait décidé de s'endetter beaucoup à l'échelle nationale, va plutôt dans l'inverse de ça, car cela risque de rendre l'Allemagne très opposée à un endettement européen supplémentaire. Ce qui va se passer aura des effets très négatifs, en particulier sur l'Italie et la France. Les taux d'intérêt pour l'Italie et la France sont déjà très élevés, et ce sont des pays qui ne peuvent plus s'endetter ni investir. En plus, on risque d'avoir une divergence croissante au sein de l'Europe, ce qui aggraverait les problèmes politiques à cause des problèmes économiques que cette situation va entraîner.

On est un grand marché, une grande puissance, mais à condition qu'on réussisse à préserver notre unité. Et c'est ça, aujourd'hui, qui pose un souci dans ce contexte, ainsi que dans la faiblesse des moyens que l'on met au niveau européen pour faire face à ces difficultés. Il y a un élément que je n'ai pas du tout évoqué, et j'ai tort de ne pas l'avoir fait, c'est qu'une partie significative de la riposte européenne face à Trump, les droits de douane doit aussi être une mobilisation citoyenne pour boycotter les entreprises américaines. On dit souvent que le boycott n'est pas efficace. C'est totalement faux. Une entreprise, quand elle gagne plein d'argent, environ 5 % de son chiffre d'affaires ce sont ses bénéfices. Si son chiffre d'affaires diminue de 2 %, ce qui paraît tout à fait négligeable, ses bénéfices diminuent en fait d'au moins 1 %, parce que l'essentiel de ses coûts sont fixes et ne varient pas en fonction du volume des ventes. Si ses bénéfices diminuent de 1 %, alors qu'ils étaient de 5 %, ça veut dire qu'ils diminuent d'un cinquième, soit 20 %. Cela veut dire que le cours de bourse se casse la figure de 20 %. Cela veut dire que les stock-options des patrons se cassent la figure de 20 %. Et ça veut dire qu'il y a un effet qui est très sensible, même si a priori la baisse du chiffre d'affaires reste

limitée. Donc, oui, je pense qu'il faut effectivement réussir à développer des actions du type canadien, sur une base citoyenne en Europe. Cela peut difficilement être les institutions européennes voire les gouvernements nationaux qui lancent ce type de mot d’ordre mais dans le contexte ça peut être très efficace, notamment vis-à-vis des multinationales américaines qui soutiennent Donald Trump et qu’il doit écouter. Sur les œufs, c’est intéressant, ce serait une belle idée symbolique.

Georges Vlandas : On a l'impression, Guillaume, qu'il y a une espèce de basculement du monde. Il y avait un paradigme qui fonctionnait jusqu'à la chute du mur de Berlin. Ce paradigme était que les États-Unis assuraient la défense du marché mondial capitaliste. C'était le seul gendarme qui existait. Ils finançaient effectivement des dépenses d'armement. Ce n'est pas qu'un rôle négatif, puisque l'industrie de l'armement avait des retombées technologiques qui ensuite étaient réimportées du point de vue de l'innovation, et cela servait de moteur puissant. Grâce à ça, ils avaient la monnaie de référence et pouvaient, surtout après la crise de 2008, consommer plus que ce à quoi ils avaient droit par les échanges internationaux. Donc, ils vivaient en quelque sorte à crédit, et la Chine, avec ses excédents monétaires, achetait des bons du trésor.

On arrive donc à un tournant. Après la chute du mur de Berlin, il y a eu une extension, une croissance extensive de l'économie, une accumulation du capital. On s'est étendu sur toute la surface de la Terre. Maintenant, on est devant une nouvelle situation qui menace profondément l'ordre mondial et la hiérarchie des nations issues de la première et la seconde guerre mondiale. Et on peut se demander si Trump n'est pas en train de créer un chaos pour remodeler les rapports de force à son avantage. Il n'a pas le temps d'attendre que l'Europe, avec son processus décisionnel, prenne la mesure de la menace. Mais il crée des contradictions chez nous, soutenant ouvertement tous les courants politiques anti-européens, y compris des courants d'extrême droite.

Pour la Chine, c'est pour lui le moment de frapper. Parce qu'aujourd'hui, la Chine est la première productrice mondiale. Elle a aussi des réseaux d'influence. Par exemple, tu as cité la réunion qui a eu lieu en Asie entre la Corée du Sud, la Chine et le Japon. Mais je crois avoir lu aujourd'hui que le président chinois allait se rendre par exemple en Malaisie, au Cambodge, et ailleurs.

Peut-être qu'on devrait poser les termes du débat, non pas en termes de simples négociations commerciales où l'on demande une augmentation de 15 % et, à la fin, on est soulagé si on

n'aboutit qu'à 10 %. L'important n'est pas de voir si on négocie ou non, mais de comprendre que la question est de remodeler l'architecture mondiale en termes de puissance. Les États-Unis ont maintenant cette position, et ils peuvent le faire. On verra comment les choses vont évoluer. Mais on voit que d'une part, l'Europe est inoffensive. On tient des discours, on se rencontre, on s'embrasse, on se touche, parce que c'est devenu la nouvelle mode entre dirigeants. À chaque fois qu'un dirigeant rencontre un autre dirigeant, il faut vraiment qu'il y ait ce contact physique pour faire semblant que tout va bien. Il y a par exemple des scènes entre Macron et Trump qui sont surréalistes. Mais pour finir, on ne prend pas vraiment beaucoup de décisions concrètes, et les contradictions internes augmentent. Tu as parlé de la Roumanie, effectivement, de la Bulgarie demain. Et donc, on est dans une situation de tension extrême. On peut se demander quel est le but de tout ça. Ce n'est pas juste un jeu de négociations commerciales. Pourquoi tout d'un coup, on prendrait pour argent comptant ce qu'il dit et qu'on ne dirait pas que finalement c'est juste un discours de confort pour lui, pour justifier ce qu'il fait ici. Si on doit taper, c'est maintenant, ce n’est pas dans 15 ans, parce que dans 15 ans on serait plus affaiblis. Et donc, c'est pour ça que je pense que ce qui se joue là, c'est autre chose que ce qui se joue en apparence. Et que les enjeux sont beaucoup plus graves que ce qui est perçu. On assiste en même temps à une crise de régime, parce qu'il n'y a pas simplement une crise économique et des tensions internationales, mais la capacité de nos élites de faire face. Tu l'avais dit à la dernière conférence, le fait que ce soient des atlantistes, les Allemands, peut-être que ce sont les plus à même de combattre. Mais le chancelier allemand a fait ce qu'il fallait faire au niveau allemand. Mais, il doit apporter une réponse au niveau européen... Et tu viens de dire que ce qu'il a fait au niveau allemand empêche ce qui doit être fait au niveau européen, et sauver juste l'Allemagne dans une Europe qui est en déclin, ce n'est pas non plus la bonne solution. Et quant aux citoyens, ça ne va pas non plus.

Guillaume Duval : La vision du monde de Trump, je crois qu'elle est assez claire. C'est une vision du XIXe siècle, le choc des empires, le retour à l'impérialisme classique appuyé sur le protectionnisme. À la base, les États-Unis se sont développés et sont devenus une grande puissance de manière extrêmement protectionniste. Ils sont devenus libre-échangistes à partir du moment où ils étaient dominants. Donc lui, sa vision du monde, c'est ça. C'est faire sauter tous les cadres multilatéraux, l'OMC, tout ça, on s'en fout. Ce qui compte, ce sont les rapports de force. C'est un rapport de force dans une logique impériale classique. Je pense que ça ne peut pas marcher. Il y a une infrastructure économique internationale qui s'est mise en place sur laquelle on

ne peut pas revenir en arrière. Tu ne peux pas revenir à la logique du XIXe siècle. Personne dans le contexte d'aujourd'hui ne va venir investir aux États-Unis pour réindustrialiser les États-Unis, surtout dans une logique où les États-Unis deviennent une dictature où personne n'est sûr des droits de propriété ou il n'y a plus d'État de droit. Aucun investisseur étranger ne va se précipiter pour construire des usines aux États-Unis. Et même si Trump est revenu en arrière sur ces droits de douane, parce qu'il a vu que les marchés se cassaient la figure et que les taux d'intérêt sur la dette américaine montaient, il est revenu en arrière. Mais les taux d'intérêt sur la dette américaine ne sont pas redescendus. Ils restent aussi élevés qu'au moment où il a décrété ces droits de douane, où ils avaient bondi d'un point parce qu'il a cassé la confiance des investisseurs internationaux et plus personne, en tout cas pas autant qu'avant, ne va acheter des titres de dette américains. Ils vont chercher d'autres débouchés. Donc je pense que c'est ça sa logique, mais que ça ne peut pas marcher.

Georges Vlandas : Tu es d'accord avec Olivier Blanchard ? Tu penses que le système va se réguler d'une certaine façon ?

Guillaume Duval : Je pense que ça risque de craquer de partout, y compris sur le plan militaire, mais qu'en tout cas, la manière dont lui (Trump) voit les choses et un succès possible, ça ne se produira pas. Maintenant, je ne sais pas jusqu'où ça va aller avec les Chinois. Je ne sais pas ce qui va se passer en Iran. Si Israël attaque l'Iran, je ne sais pas où ça va déboucher. Je ne sais pas non plus où on va en Ukraine, je ne sais pas où on va en Israël, il y a plein de raisons de penser que ça va mal se passer à tout un tas de niveaux. Ce que je pense simplement, c'est que la manière dont Trump voit les choses et un succès possible, ça ne se produira pas.

Après, sur l'Allemagne, oui, j'ai dit tout à l'heure que je pensais que c'était assez négatif, en tout cas sur le plan de la mobilisation européenne. En revanche, je pense que les Allemands ont compris une chose, et peut-être que ça peut permettre d'avancer quand même, c'est que leur mercantilisme, qui consistait à miser sur les exportations hors d'Europe, a des limites. Donc, ils vont certainement, l'industrie allemande pense certainement, que l'avenir de l'industrie allemande se situe quand même beaucoup, beaucoup plus qu'ils ne l'ont pensé au cours des 20 ou 30 dernières années, dans le reste de l'Europe et dans le fait de relancer la consommation dans le reste de l'Europe.

Là-dessus, ça peut éventuellement jouer un rôle positif dans le futur. Mais c'est vrai que là, dans l'immédiat, alors qu'il faudrait qu'on s'endette en Europe ensemble de manière importante, je

pense que ça va être plus difficile du fait que les Allemands ont décidé de le faire à un niveau national.

Yves Caelen : Je peux éventuellement amener une question qui est évidemment que toutes ces situations dans la relation avec les États-Unis vont aussi avoir un impact sur le redéploiement, on va dire, de l'ensemble du commerce mondial. Comment est-ce que vous voyez l'impact de cette nouvelle situation sur de nouveaux risques, mais peut-être aussi de nouvelles opportunités pour ce qui concerne nos rapports commerciaux avec d'autres pays ? On pense à des pays asiatiques en particulier, peut-être aussi à l'Amérique du Sud, mais aussi au Canada, par exemple. Est-ce que les choses vont se reconfigurer et quels sont les développements les plus probables ? Merci.

Guillaume Duval : Les plus probables je ne sais pas, mais les plus souhaitables c'est effectivement de réussir à isoler d'une certaine façon Trump et éviter une contagion de protectionnisme de ce type-là et réussir à développer des relations économiques, mais aussi politiques, mais aussi technologiques avec d'autres parties du monde donc, d'une part, le G6, les pays développés moins les États-Unis, donc le Canada, l'Australie, le Japon... Et d'autre part, effectivement, les pays du Sud, les pays d'Amérique latine, les pays d'Asie hors Chine, les pays d'Afrique, mais cela suppose aussi un changement d'attitude assez profond des Européens qui avaient quand même une tendance très marquée et c'est renforcé par la montée de l'extrême droite, à se replier sur eux-mêmes et à considérer que le reste du monde ne les intéressait plus beaucoup et à avoir une attitude, notamment sur la question des migrations, extrêmement frileuse.
Donc, si on veut réussir ça, ça veut dire qu'il faut quand même changer d'état d'esprit assez profondément, et changer des politiques, y compris sur le plan des sous. Je l'ai évoqué tout à l'heure pour l'aide au développement, mais c'est pareil pour la lutte contre le changement climatique. Si on veut sauver l'accord de Paris malgré le retrait de Trump, c'est absolument indispensable, il va falloir accepter de mettre davantage de sous sur la table pour aider à la transition énergétique, la transition verte dans les pays du Sud pour compenser l'absence des Américains. Donc oui, c'est ce qu'il faudrait faire, c'est ce qu'il serait souhaitable. Je ne sais pas si les Européens en sont capables aujourd'hui, je l'espère, mais je n'en suis pas sûr.

Georges Vlandas : Il y a une question dans le chat : « quelle serait la solution, en dehors du protectionnisme pour les États-Unis et les pays européens avec un déficit commercial élevé pour réduire ce dernier en prenant en compte le fait que le reste du monde se développe de plus en plus ?

Guillaume Duval : De toute façon, il fallait que les États-Unis réussissent à diminuer leur déficit commercial. Il n'y a qu'une seule solution, elle est très douloureuse politiquement, c'est diminuer la consommation aux États-Unis. Mais les alternatives, ce serait d'augmenter les impôts pour réduire le déficit et réduire l'endettement en même temps. Mais c'est vrai que c'est politiquement très difficile à vendre. L'illusion protectionniste est plus vendable que de dire on va réduire la consommation.

Georges Vlandas : Oui, il commence déjà à dire, je crois que dans un premier temps, ça risque d'être pire, mais que ça va s'améliorer dans un second temps et que déjà grâce aux droits de douane, il y a plein de milliards de dollars qui rentrent. De toute façon, c'est un terrain auquel on fait face qui est extrêmement mouvant. Il y a une autre remarque dans le chat disant : « en parlant du rôle du citoyen, il faut noter la tendance en Europe à la répression de plus en plus violente ».

Guillaume Duval : Ce qu'il y a de sûr, c'est que la tentation protectionniste existe très clairement aussi en Europe et la question de savoir si elle va être plutôt renforcée par ce qui se passe aux États-Unis ou plutôt affaiblie, ce n'est pas encore tranché à ce stade. La question, effectivement, des libertés publiques, de la capacité à protester, de la défense des droits dans ce domaine-là est une question centrale et qui va être déterminante. On a assisté plus tôt à un recul au cours des dernières années. On va voir si on peut réussir à inverser la tendance. Mais c'est ce que tu disais tout à l'heure, Georges, il faut être Gramsciste dans ces trucs-là, « à la fois pessimisme de l'intelligence et optimisme de la volonté».

Georges Vlandas : Oui, bien, ça peut être un mode de conclusion partielle. Tu peux être sûr, Guillaume, qu'on va revenir vers toi au cours du second trimestre scolaire pour faire le point au vu des événements. On a un contexte politique qui est changeant, mais dans lequel notre liberté d'action comme citoyen s'accroît également malgré les tendances répressives. Il devient évident que nous nous devons jouer un rôle et que finalement, la délégation de ce rôle ne suffit plus. Merci beaucoup d'être venu. Si tu n'as pas d'autre mot de conclusion, on peut finir sur cette citation de Gramsci.

Guillaume Duval : Merci beaucoup !

Les pays du Caucase et leurs relations avec l'UE

Lien vers les planches utilisées lors de l'exposé…

Conférence GRASPE de Jean-François Drevet sur les pays du Caucase et leurs relations avec l'UE

Georges Vlandas : La réunion d'aujourd'hui porte sur le Caucase, qui est une région comprise entre la mer Noire et la mer Caspienne, qui comprend maintenant trois pays : la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Avec cette conférence, nous faisons le tour du pourtour de l'Union. Nous avons commencé par le Maghreb et nous poursuivons avec le Caucase.
On pourra continuer avec la Turquie ou avec le Groenland et l'Islande. Nous ferons le tour pour voir un peu dans quel environnement nous nous trouvons. Cette conférence est animée par Jean-François Drevet, qui est bien connu de vous ; c'est un intervenant régulier et il est membre du comité de rédaction de la revue Graspe.
La revue Graspe fonctionne depuis 25 ans de façon bénévole. Nous avons un site et nous proposons aux personnes qui considèrent qu'il est intéressant que cette revue soit maintenue de payer une contribution de 50 euros par an, ou moins si 50 euros est un montant trop élevé. Cela nous permettrait par exemple de couvrir certains frais : nos intervenants interviennent de façon gratuite, mais parfois ils viennent d'autres pays et nous sommes alors obligés de leur payer l'hôtel et le transport. De plus, nous publions la revue à 500 exemplaires, et cela a un coût.
Donc, si vous voulez payer une contribution, vous pouvez nous demander de vous envoyer quelques numéros de Graspe par courrier ; ainsi vous aurez également la forme imprimée. Maintenant, sans plus tarder et en vous remerciant encore de votre présence, je passe la parole à Jean-François.

Jean-François Drevet : Bien, bonjour à tous, merci pour l'invitation. On commence à faire le tour, effectivement, un peu à 360 degrés des pays du voisinage européen. On le fait pour différentes raisons. L'une des raisons, c'est que l'actualité autour de l'Europe est une actualité problématique. C'est une actualité dans laquelle l'Europe rencontre un certain nombre de difficultés avec ses voisins. Certaines sont prévisibles, parce qu'elles remontent à quelques années. D'autres sont évidemment

nouvelles, mais de toute façon, la situation s'est fortement détériorée depuis quelques années. Alors peut-être penserez-vous que le Caucase n'est pas tellement important pour vous, et effectivement, il n'y a qu'un petit nombre de nos collègues qui sont intéressés ou qui travaillent sur les questions caucasiennes. Cependant, il a semblé quand même utile de s'y intéresser, indépendamment de la culture générale pour laquelle nous sommes tous motivés, dans la mesure où chacun de ces trois pays représente une expérience de la politique étrangère de l'Union européenne, avec un certain nombre de problèmes et de difficultés. Ces difficultés n'ayant pas été résolues, on se retrouve avec des problèmes supplémentaires.

C'est-à-dire que chacun de ces trois pays illustre en fait la difficulté. Pour la Géorgie, cela se voit dans la capacité à faire adhérer à l'Union européenne. Vous connaissez tous le cas de l'Ukraine, de la Moldavie, etc., qui sont des candidats actuellement reconnus. On a failli reconnaître la Géorgie avec les deux autres il n'y a pas très longtemps, puis, pour des raisons que l'on va essayer d'expliquer aujourd'hui, cette candidature a été ajournée du fait de pressions extérieures, notamment de la Russie, et d'une évolution négative. C'est ce que l'on appelle pour différents pays, comme la Turquie, le « backsliding » : ce pays qui était en train de rentrer dans les critères d'adhésion est, à la suite des élections les plus récentes, en train d'en sortir. L'Azerbaïdjan se trouve dans une relation beaucoup moins étroite avec l'Union européenne, mais c'est l'Union européenne qui devient dépendante. Pour trouver des substitutions au gaz russe, on a été obligé de se tourner vers l'Azerbaïdjan, qui n'est pas un pays démocratique et qui n'a visiblement pas envie de le devenir, ce qui fait que l'on passe effectivement d'un problème à un autre. On veut renoncer au gaz russe parce qu'il représente pour nous une dépendance. Mme von der Leyen est allée en Azerbaïdjan au moment où l'on voulait se débarrasser du gaz russe, et les Azéris ont été relativement coopératifs, mais ils nous ont fait comprendre aussi qu'il ne fallait pas trop les titiller sur les questions démocratiques.

On a des pays qui sont dépendants de l'Europe, mais on a aussi des pays où c'est l'Europe qui est dépendante d'eux, notamment les pays exportateurs d'énergie, et l'on voit bien que cela a des conséquences sur le rapport de force que l'on a avec eux. Enfin, le troisième est l'Arménie, qui se débat dans des problèmes assez difficiles et qui pose la question de sa capacité d'association avec l'Union européenne. Là, il n'est même pas question d'adhésion, d'ailleurs ils ne sont pas candidats même si cela les intéresse. C'est le passage du partenariat à l'association qui pose problème, dans la mesure où ils sont associés en réalité avec la Russie. Le passage

à l'association avec l'Europe implique un changement d'orientation de politique étrangère auquel l'Arménie n'a peut-être pas les moyens de se livrer, car elle est entourée de voisins qui sont carrément des ennemis, je parle de la Turquie et de l'Azerbaïdjan, et le seul pays voisin avec lequel elle a des relations, indépendamment de la Géorgie, c'est l'Iran.

C'est donc un voisinage pour le moins compliqué, et cela limite très fortement la capacité de l'Arménie à se développer, et surtout à profiter de son indépendance. On est face à ces trois cas qui sont un peu des cas d'école : l'Arménie pour le partenariat, la Géorgie pour l'association et l'Azerbaïdjan pour la dépendance énergétique. On a trois situations qui montrent comment évoluent les rapports de force entre l'Union européenne et ses voisins, et c'est peut-être cela qui est intéressant, au-delà du cas particulier de ces pays.

En fait, dans le cadre juridique, nous avons la politique européenne de voisinage. Les trois pays du Caucase n'étaient pas prévus au départ, puis les diasporas géorgienne et arménienne ont été très efficaces et influentes auprès de Bruxelles. Quand on a eu le premier projet de politique de voisinage, il ne comprenait pas la Transcaucasie. Un certain nombre de personnes se sont fait écouter à Bruxelles, notamment la secrétaire perpétuelle de l'Académie française, Mme Carrère d'Encausse, qui est d'origine géorgienne. Elle a su être assez convaincante, aussi bien vis-à-vis des autorités françaises que des autorités européennes, et du coup, on a décidé de mettre ces trois pays dans la politique de voisinage avec les autres pays du partenariat oriental et les pays méditerranéens. Ils font désormais partie de la politique de voisinage. Pour les accords, on a deux accords de partenariat, l'un qui fonctionne avec l'Arménie, l'un qui ne fonctionne pas vraiment avec l'Azerbaïdjan, et puis le problème de l'adhésion de la Géorgie dont j'ai parlé tout à l'heure. Voilà, à titre d'intro–duction, ce que l'on peut dire sur ces pays. Indépendamment de leur éloignement et de leur aspect un peu marginal, ils présentent un intérêt parce qu'ils sont dans une relation instable avec l'Union européenne, laquelle découle de leur relation étrangère instable avec les pays de la région. Ils ont pas mal de problèmes de voisinage. L'Europe n'est certainement pas le plus mauvais voisin auquel ils sont confrontés, mais ils ont un avenir problématique qui rejoint un peu l'avenir de nos propres relations de voisinage avec les vingt-cinq pays qui sont dans notre périphérie.

C'est une question qui se pose, et nos collègues, aussi bien au service extérieur qu'à la Commission, travaillent sur l'amélioration ou la redéfinition de la politique du voisinage. On ne s'est pas toujours assez intéressé à nos voisins, parce que la

construction européenne est une opération qui est plutôt orientée par les politiques internes. La politique extérieure n'a pas toujours reçu beaucoup d'importance ; on s'est intéressé aux relations commerciales avec l'Amérique, avec la Chine ou avec le Mercosur, et l'on n'a peut-être pas apprécié à sa juste valeur les relations qu'il fallait avoir avec les pays qui entourent immédiatement l'Union européenne. L'Union européenne a grandi, elle a pris du poids et de l'importance en développant ses politiques, et tout cela a des conséquences sur le voisinage. Sans être critique vis-à-vis de ce qui a été fait, car beaucoup de choses ont été accomplies, le poids et les problèmes du voisinage n'ont peut-être pas été appréciés avec suffisamment d'importance.

Du coup, la relation qui était une sorte de relation d'amitié, plus ou moins intéressée sur le plan économique, est devenue une relation conflictuelle avec un certain nombre de pays. Le fait d'avoir une relation conflictuelle avec certains pays, je pense notamment à la Turquie, a des effets négatifs aussi sur les pays qui sont voisins de la Turquie. On ne s'est pas trop occupés de tout cela, et maintenant cela nous revient contre nous. On découvre avec horreur que notre dépendance énergétique a des effets préoccupants sur le rapport de force que l'on peut avoir avec nos voisins, et que cela devient un point très important dans la gestion de la politique étrangère européenne. C'est évident pour la composante énergétique, mais cela l'est aussi pour d'autres questions comme la sécurité nucléaire ou l'environnement. On voit bien que l'on ne peut pas faire abstraction de nos voisins, de leurs opportunités, mais aussi de leurs difficultés. C'est pour cette raison que je vais m'avancer sur le cas du Caucase, en soulignant les aspects qui ont un impact au-delà de la relation bilatérale.

On va présenter quelques données d'ordre général sur cette région, car elle n'est pas très connue, puis nous verrons les trois pays les uns après les autres, les relations avec l'Union européenne et enfin un cas particulier sur lequel je dirai quelques mots : le Nord-Caucase qui fait partie de la Russie. Tout le monde a entendu parler des Tchétchènes, un peuple qui a connu des événements tragiques. C'est un point important, parce que c'est une zone de la Russie où les non-russes sont majoritaires, contrairement à la Sibérie où il y a 80 % de Russes. Le Nord-Caucase est une région travaillée par l'extrémisme musulman, et ces petites républiques autonomes sont restées en majorité occupées par les peuples que l'on appelait les « peuples titulaires » dans la phraséologie soviétique. Ils ont une aspiration à l'autonomie par rapport à la Russie qui n'est pas satisfaite par le système actuel, ce qui constitue une source d'instabilité pour la Russie et pour les pays du Caucase qui sont juste de l'autre côté de la montagne.

Je me lance maintenant sur quelques aspects légendaires qui sont tout à fait caractéristiques. Le Caucase est connu dans la Bible : le mont Ararat culmine à plus de 5 000 mètres d'altitude, et il semble que l'arche de Noé ait réussi à flotter jusque-là. Le mont Ararat se trouve en Turquie, mais il est visible depuis l'Arménie ; il suffit d'ouvrir une fenêtre à Erevan pour voir ce sommet qui garde sa neige quasiment toute l'année. Vous avez aussi le mythe de Prométhée, enchaîné sur le Caucase, ce qui est une référence connue de tous, et puis la Toison d'Or.

Le Caucase fait partie des légendes mythologiques et de la Bible ; on sent que ce n'est pas une région marginale, mais quelque chose qui se trouve au cœur de notre culture gréco-romaine. La mythologie est passée par là avec Prométhée ou Jason, tout comme Noé et son arche qui a certainement atterri quelque part, probablement dans un endroit moins élevé que le mont Ararat, mais je m'en tiens à l'interprétation biblique. Est-ce le volcan qui a pris de l'altitude ou l'arche de Noé qui a atterri ailleurs ? Je ne me prononce pas sur le résultat final. C'est une région marquée par une très grande diversité sur le plan des langues et des religions. On note un problème de démocratie parce qu'elle n'existe pas en Azerbaïdjan, où elle n'a d'ailleurs jamais existé. On observe un recul en Géorgie et une progression en Arménie, mais cela pourrait tout aussi bien être l'inverse prochainement.

Sur le plan économique, les résultats sont très moyens. À part le pétrole et le gaz en Azerbaïdjan, ce sont des régions pauvres, qui l'étaient déjà à l'époque soviétique et qui le sont restées. C'est une zone conflictuelle, il faut bien tenir compte de cela car l'actualité n'y est pas facile. Je vous ai indiqué des chiffres dans cette présentation que vous aurez en PowerPoint et que vous pourrez vous procurer facilement, car je la diffuse pour qu'elle puisse circuler à travers le réseau de la Commission. Je ne vais pas détailler tous les chiffres de population, de superficie ou de PIB car cela prendrait beaucoup de temps. Cependant, on remarque un PIB d'environ 20 000 dollars, soit peut-être 17 000 ou 18 000 euros, ce qui n'est pas énorme puisque cela représente moins de 50 % de la moyenne européenne. Il y a donc un fossé entre ces pays et leurs voisins européens comme la Grèce ou Chypre. Le rattrapage économique est un problème qui se pose pour l'ensemble du partenariat oriental et des pays méditerranéens, mais je n'en dis pas plus.
J'ai utilisé une carte provenant d'un atlas soviétique pour vous montrer à quel point la situation est compliquée. Dans cette zone de montagne, les peuples se sont entremêlés et juxtaposés. Si vous avez aimé les Balkans, vous verrez que le Caucase est encore plus complexe, avec toutes les conséquences que cela peut entraîner.

On observe une diversité linguistique impressionnante ; je ne sais pas s'il existe ailleurs dans le monde un territoire où cinq alphabets fonctionnent ainsi les uns avec les autres : l'alphabet géorgien, l'alphabet arménien, le cyrillique, le latin et le grec. Sur le plan religieux, la diversité est également très forte. Les musulmans sont plutôt au nord, les chrétiens se trouvent au nord, essentiellement des Russes, mais aussi surtout en Géorgie et en Arménie. Il existe deux catégories de chrétiens : les orthodoxes géorgiens, rattachés au patriarcat œcuménique de Constantinople, et les Arméniens qui ont rompu avec l'Église de Constantinople bien avant l'arrivée de l'islam. Les Arméniens sont monophysites, comme les Coptes, les Jacobites ou les Nestoriens. Ils se sont séparés sur la question de l'identité du Christ. C'est une rupture qui représente l'une des fractures majeures de l'Empire byzantin et qui n'a jamais été résorbée, bien qu'il s'agisse d'une controverse en apparence purement théologique : le Christ est-il un homme, un dieu et un homme, ou seulement un dieu ? Les monophysites considèrent qu'il n'y a qu'une seule nature. Parmi les musulmans, c'est un peu la même chose. Les Azerbaïdjanais sont chiites, tandis que les autres sont majoritairement sunnites, notamment au nord du Caucase. Ce qu'il faut retenir, c'est que cette diversité dans un espace montagneux a entraîné des particularismes très affirmés, les Tchétchènes en étant l'exemple le plus évident. On a vécu pendant des siècles les uns à côté des autres avec des croyances et des langues très différentes. Le Daghestan, par exemple, compte une vingtaine de langues sur un territoire plus petit que la Belgique.

Georges Vlandas : Peut-être que la nature montagneuse et géographique a favorisé cette diversité. Si cela n'avait été qu'une plaine, les peuples les plus nombreux ou les plus guerriers auraient pu envahir les autres, tandis que là, la parcellisation du territoire induite par la montagne a permis de préserver les particularismes.

Jean-François Drevet : Tout à fait. Chacun garde sa langue, on vit dans sa vallée séparée des autres par de hautes montagnes, et mille ans plus tard, on a conservé son idiome. Sur le plan démographique, on observe une transition : actuellement, le taux de fécondité se situe entre 1,5 et 2, ce qui est inférieur au taux de reproduction. Dans les pays musulmans, le taux est un peu plus élevé car la transition y a été retardée par le système social. On n'est pas dans une situation particulièrement désastreuse ; les taux de fécondité sont désormais inférieurs à 2,1 et la mortalité infantile est devenue très basse par rapport à ce qu'elle était il y a vingt ans. La modernisation date de l'époque soviétique, avec un taux d'alphabétisation quasiment intégral. Par contre, en termes économiques, les revenus restent bas, surtout en milieu rural.

L'héritage soviétique a maintenu ces pays dans une sorte de congélation, en les isolant du reste du monde. La frontière sud de l'Union soviétique était fermée. Entre la Turquie, membre de l'OTAN, et la Géorgie, la frontière terrestre était close ; on ne pouvait pas traverser en voiture. C'était la même chose entre l'Iran et l'Azerbaïdjan. Pendant presque un siècle, ces pays ont vécu dans un isolement profond.

Au niveau des droits de l'homme, je fais toujours ce calcul car cela donne une petite idée. Ce n'est pas brillant ; pour la corruption, ils sont tous mal classés. On se situe au 53ème rang pour la Géorgie et au 47ème rang pour l'Arménie. C'est l'Arménie qui s'améliore tandis que la Géorgie se détériore. Quant à l'Azerbaïdjan, c'est toujours mauvais. Ils affichent un taux de corruption relativement élevé et, comme la corruption et le pétrole font bon ménage, s'agissant d'un pays pétrolier, on y trouve un taux de corruption supérieur à ce que l'on rencontre ailleurs. Cela n'est pas le seul cas, cela arrive souvent. Concernant la question de la liberté de la presse et de la liberté dans le monde, la Géorgie est qualifiée de « partiellement libre » avec une tendance à la baisse. En Arménie, le statut est également « partiellement libre » mais avec une tendance à la hausse. Pour l'Azerbaïdjan, la situation est stable, mais stable dans la catégorie « non libre ». L'indicateur de Reporters sans frontières place d'ailleurs l'Azerbaïdjan en queue de peloton, au 167ème rang sur 180 pays, ce qui n'est pas brillant. La Géorgie est au 114ème rang, ce qui est décevant pour un pays qui était, il n'y a pas si longtemps, considéré comme un candidat possible. L'Arménie, elle, progresse et se situe au 34ème rang, ce qui est un bon résultat ; elle a beaucoup remonté ces dernières années. Cela évolue selon les périodes, mais l'on voit bien la tendance : la Géorgie recule, l'Arménie s'améliore et l'Azerbaïdjan reste tout en bas du classement.

Abordons un point d'histoire. Je ne vais pas trop insister car il s'agit du passé, mais si vous regardez la carte, vous voyez comment ces trois pays ont été littéralement coincés par la présence de trois empires au cours de leur histoire. Il y a d'abord eu l'Empire ottoman, qui a été dominant entre le XVème et le début du XVIIIème siècle, ce qui explique la conversion d'une grande partie de la population à l'islam. De l'autre côté, l'Iran était beaucoup plus étendu qu'aujourd'hui ; l'Azerbaïdjan, qui est chiite, et l'Arménie, restée chrétienne, faisaient partie de l'Empire iranien au XVIIème siècle. Cependant, les gagnants au niveau impérial ont été les Russes, puisque l'ensemble du territoire a été soumis par la Russie au cours des XVIIIème et XIXème siècles. Peu à peu, les Russes ont avancé en chassant les nomades turcomans qui parcouraient les steppes et sont arrivés au Caucase.

Ils ont franchi la chaîne car la Géorgie, pour échapper à l'Empire ottoman, s'est tournée vers la Russie en acceptant l'autorité des tsars. L'armée russe a ensuite réussi à repousser l'Iran au début du XIXème siècle, puis l'Empire ottoman, pour atteindre les frontières actuelles. La conquête du Caucase central a été beaucoup plus difficile ; les Russes ont peiné à soumettre les Caucasiens, mais y sont parvenus vers le milieu du XIXème siècle au prix de campagnes militaires féroces et de déplacements massifs de populations. Une grande partie des habitants de l'ouest du Caucase, notamment les Circassiens ou Tcherkesses, se sont réfugiés presque en totalité dans l'Empire ottoman. Cela a été une conquête sanglante entraînant des déportations massives, un peu comme celle de l'Algérie pour les Français.

Ensuite est venue l'Union soviétique. L'internationalisme prolétarien a conduit à des divisions administratives en forme de poupées russes. On a créé trois républiques fédérées — la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan — dans des frontières fixées par Staline en 1922-1923, qui correspondent à peu près à celles d'aujourd'hui. Le Nord-Caucase a été divisé en un grand nombre de républiques autonomes où les peuples titulaires sont restés majoritaires. C'est une différence avec la Sibérie ou d'autres régions russes où l'immigration russe a fini par surclasser les populations locales ou par entraîner une russification totale. Dans le Caucase, bien que la langue russe ait progressé comme langue de culture, elle n'est pas devenue la langue courante ; ces peuples ont conservé leurs langues nationales. C'est une exception notable dans l'Union soviétique car, malgré une politique scolaire valorisant le russe pour progresser socialement, la pratique locale a subsisté. Aujourd'hui encore, lors de réunions internationales, on voit les délégués parler anglais ou français officiellement, mais dès que la session se termine, les représentants des trois pays discutent naturellement entre eux en russe. C'est leur langue de culture commune. On observe le même phénomène en Asie centrale : un Ouzbek et un Tadjik communiqueront spontanément en russe, un peu comme les Indiens utilisent l'anglais.

La poudrière du Caucase est un point crucial pour nous Européens. Comment faire coopérer ces pays alors que les conflits sont omniprésents et activés par les ingérences de la Russie au nord, de la Turquie à l'ouest et de l'Iran à l'est ? Ces puissances impériales ne contribuent pas à la stabilisation de la région, ce qui entraîne des dépenses militaires considérables, notamment entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. L'Arménie a toutefois perdu cette compétition car elle ne compte que 2,5 millions d'habitants et ne possède pas de pétrole, alors que l'Azerbaïdjan compte 10 millions d'habitants et bénéficie de la manne pétrolière. L'Azerbaïdjan a consacré 5 % de son PIB à

l'achat de matériel militaire, notamment auprès d'Israël. L'Arménie, équipée uniquement d'armes russes, a été battue lors des conflits de 2022-2024, ce qui a entraîné la perte du Karabakh. La liste des conflits est longue : Tchétchénie, Abkhazie, Nagorno-Karabakh, pour ne citer que les principaux. La diversité ne mène pas nécessairement à la stabilité et l'on dénombre une dizaine de conflits que nous avons qualifiés en Europe, avec un certain angélisme, de « gelés », alors qu'aucun ne l'était vraiment. Sur une carte, on voit que la situation est mauvaise tant au nord qu'au sud. Le conflit principal entre la Géorgie et la Russie a abouti, depuis 2008, à ce que la Géorgie devienne un véritable protectorat. L'Abkhazie est occupée par les Russes qui y distribuent des passeports et l'Ossétie du Sud est également sous contrôle russe. L'armée russe stationne désormais à 30 kilomètres de Tbilissi, soit à moins d'une heure de route ; elle peut prendre la capitale géorgienne quand elle le souhaite.

Concernant les perdants et les gagnants, nous avons commencé à l'évoquer. Le principal conflit, le plus récent, était celui du Nagorno-Karabakh ; j'y reviendrai tout à l'heure en présentant l'Arménie. Ce qu'il s'est passé, en fait, c'est que la Russie devait défendre l'Arménie, du moins c'était ainsi que cela était prévu. L'Azerbaïdjan a reçu l'appui de la Turquie, laquelle a livré des drones à l'armée de l'Azerbaïdjan, et ces drones ont fait merveille, c'est une expression, évidemment. Les drones ont été très efficaces contre les armes anciennes de l'Arménie, de vieilles armes russes qui remontaient à l'époque soviétique. En conséquence, le Nagorno-Karabakh a perdu sa population arménienne ; il y avait 150 000 Arméniens au Nagorno-Karabakh, je ne sais pas s'il en reste même encore un peu. La Turquie a ainsi montré son efficacité par rapport à la Russie. C'est un changement assez important car, dans l'histoire, c'était toujours la Russie qui avait gagné les guerres. L'Arménie s'était donc mise sous la protection russe, mais cette protection n'a pas fonctionné. En réalité, ce sont la Turquie et l'Azerbaïdjan qui ont gagné, avec des conséquences que j'indiquerai tout à l'heure.

Un autre point important qui concerne les trois pays est la question des routes de la soie, ce que l'on appelle maintenant le « middle corridor ». Il s'agit de la construction, à travers le Caucase, d'une route qui relie l'Europe et l'Asie. Désormais, lorsque l'on part vers l'Asie en avion, on ne peut plus survoler la Russie ; on est donc obligé de passer plus bas, plus au sud. Comme on ne peut pas survoler l'Iran, on utilise un axe qui passe au-dessus de la mer Noire, traverse le Caucase et la mer Caspienne pour arriver au Kazakhstan et ensuite rejoindre la Chine. Si l'on essaie de passer au nord, la Russie nous est interdite à cause de l'Ukraine ; si l'on essaie de passer au sud, ce sont l'Iran, la Syrie, etc., des pays qui

ne sont pas très fréquentables. Les avions ne les survolent pas, ce qui est considéré comme une bonne chose. Même la Turquie : lorsque je suis allé au Japon récemment, l'avion n'a pas survolé la Turquie mais est passé au-dessus de la mer Noire. C'est donc un couloir assez étroit qui relie l'Europe et l'Asie, avec des enjeux économiques pétroliers et gaziers devenus relativement importants. Auparavant, on survolait la Russie ou le pôle Nord et cela fonctionnait très bien ; maintenant, la Russie, avec ses 17 millions de kilomètres carrés, représente un énorme obstacle entre l'Europe et l'Asie. Le survol n'est plus possible et l'on est obligé de passer par le détroit de Béring quand on vient de l'Ouest, ou par ce petit couloir caucasien quand on vient d'Europe.

Ce petit couloir est conflictuel. La carte montre les pays de langue turque, soit une sorte de solidarité que la Turquie essaie de développer avec l'Asie centrale en passant par l'Azerbaïdjan. Comme l'Arménie se trouve entre la Turquie et l'Azerbaïdjan, il existe une pression très forte pour obtenir un droit de passage à travers l'Arménie. Cela n'est pas évident car l'Arménie résiste, mais c'est un point de focalisation géopolitique très important qui n'est pas résolu. Cela intéresse les Chinois car la route de la Soie remonte au Moyen Âge et l'on passait déjà par là. Maintenant que l'on ne peut plus passer par la Russie et que certains pays du Moyen-Orient sont infréquentables, il ne reste plus que le Caucase. Pour évacuer le pétrole et le gaz d'Asie centrale et d'Azerbaïdjan, il faut le faire passer en Europe via la Turquie ou la mer Noire. Cela complique les choses : une entreprise qui veut construire un gazoduc souhaite l'exploiter pendant au moins trente ans ; si le coin n'est pas stable, les investissements ne se feront pas. Certains pipelines sont d'ailleurs fermés depuis des années pour des raisons politiques. Le rôle de la Russie, qui concentrait tous les gazoducs remontant vers Moscou, est aujourd'hui remis en question et nous avons du mal à trouver des alternatives. Heureusement, nous disposons du gaz liquéfié par bateau, mais dans des mers fermées comme la Caspienne, cela ne fonctionne pas bien. Si l'on charge un bateau à Bakou, il n'y a nulle part où aller par mer sans passer par la Russie au nord pour ensuite rejoindre la mer Noire.

En termes d'exportation d'énergie, c'est une difficulté majeure. Je signale ici l'enclave du Nakhitchevan qui appartient à l'Azerbaïdjan. Elle est reliée par une petite frontière à la Turquie, mais il faut traverser l'Arménie pour y arriver. Même la communication interne à l'Azerbaïdjan n'est pas possible. À l'époque soviétique, cela n'avait pas d'importance car il n'y avait pas de frontières matérialisées, mais aujourd'hui c'est un vrai problème. Le point sud-est de l'Arménie qui touche l'Iran est le centre de toutes les tensions : l'Azerbaïdjan voudrait un corridor

extraterritorial. On voit là des situations qui rappellent celles ayant déclenché la Deuxième Guerre mondiale, comme le corridor de Dantzig. Pour le moment, les rapports sont tellement mauvais que l'on ne voit pas comment résoudre cela. Nous sommes dans une situation de ni guerre ni paix. L'Azerbaïdjan s'est surarmé et, n'étant pas une démocratie, ce pays a intérêt à ce que la guerre — ou du moins l'hostilité — continue. La dictature a besoin d'un ennemi pour se maintenir. Ils consacrent 5 milliards par an au matériel militaire depuis dix ou quinze ans. Israël continue de fournir l'Azerbaïdjan alors que celui-ci coopère avec la Turquie ; les relations diplomatiques ne sont pas simples, mais le rapport de force est très favorable à l'Azerbaïdjan.

Nous allons regarder maintenant pays par pays, donc trois pays.

Je ne vais pas rentrer dans le détail interne de chaque nation. Commençons par la Géorgie, qui se trouve plus à l'ouest. Lorsque l'on se rend en Géorgie, on est toujours très étonné de voir à quel point Staline est resté populaire. Dans sa ville natale, à Gori, il y avait encore, du moins la dernière fois que j'y suis passé ; une statue de Staline qui mesurait facilement quinze mètres de haut ; on ne peut pas la rater. Sa maison natale, une petite bâtisse en bois, a été surmontée d'une construction aux airs de temple grec. C'est assez curieux, mais je dirais que les Géorgiens continuent à aimer Staline comme les Corses continuent à aimer Napoléon : c'est le Géorgien qui a réussi. On ne pèse pas trop le bien ou le mal qu'il a fait ; c'est un homme qui s'est fait connaître et qui a fait connaître la Géorgie. Vous avez ensuite l'image beaucoup plus sinistre de Béria, qui a été le grand maître du goulag pendant toute la période stalinienne. Son sort a été tragique car il n'a pas beaucoup survécu à Staline, ayant été éliminé par ses camarades du parti. À l'époque de Béria, il y avait deux millions de personnes au goulag, pour une Union soviétique qui comptait un peu moins de deux cents millions d'habitants. On dit que nos prisons sont encombrées, mais l'on voit bien que cela représentait énormément de monde.

Concernant la question territoriale, l'Abkhazie est un petit territoire situé sur le versant occidental du Caucase, doté d'un climat absolument merveilleux. Il n'y a pas d'hiver, on peut y cultiver le thé ; c'est une sorte de riviera encore plus belle que la Côte d'Azur. C'était l'un des grands centres touristiques de l'Union soviétique car, pour les Soviétiques, un pays sans hiver est un rêve total. Cette douceur climatique incroyable se prolonge en Russie vers Sotchi, où ont eu lieu les Jeux olympiques. Ce territoire est peuplé d'Abkhazes, qui sont musulmans, tandis que les Géorgiens sont chrétiens. Cela ne s'est pas bien passé entre eux dès l'époque soviétique et, au moment de la chute de l'Union, la Russie a gardé

ce territoire. La sécession remonte à 1991-1992. Les Géorgiens n'ont jamais réussi à récupérer ce territoire qui appartient de facto à la Russie, un peu comme le nord de Chypre appartient à la Turquie. Personne n'a reconnu cette annexion ni l'indépendance de l'Abkhazie, mais cela fait trente ans que les Russes sont là et ils n'ont pas l'intention de partir. Quand on a les pieds dans l'eau en plein hiver après avoir passé sa jeunesse en Sibérie, on est capable d'apprécier la différence.

Il y a ensuite l'Ossétie. Les Ossètes sont particuliers car c'est l'un des rares peuples des montagnes caucasiennes à être resté chrétien orthodoxe. Ils ont été les alliés des Russes lors de leur pénétration dans le Caucase. Comme les Suisses, ils se trouvent sur les deux versants. En Ossétie du Nord, c'est une république autonome qui s'entend bien avec les Russes. En Ossétie du Sud, c'est minuscule, il n'y a même pas cent mille habitants, mais cela permet à la Russie d'avoir un pied sur le versant sud. Tbilissi, la capitale de la Géorgie, n'est qu'à trente ou quarante kilomètres de l'Ossétie du Sud. Cela signifie que l'armée russe est là et qu'elle peut prendre la capitale quand elle le souhaite. Cela explique pourquoi les aspirations européennes de la Géorgie sont particulièrement contrariées par le Kremlin. Les lignes de démarcation arrivent tout près de la ville.

À une époque, leur objectif n'était pas tant l'Union européenne que l'OTAN. Ils voulaient la protection de l'Alliance. George Bush a poussé les Européens à accepter la Géorgie comme candidat, mais la France et l'Allemagne ont refusé. On peut se demander si c'était une bonne idée, car les Géorgiens se sont retrouvés sans protection. Poutine leur a fait sentir en 2008 qu'il considérait leur appartenance passée à l'Union soviétique comme un engagement durable. Comme ils ne veulent pas non plus que l'Ukraine adhère à l'OTAN, nous n'avons pas osé intégrer la Géorgie entre 2005 et 2008. En avions nous les moyens ? C'est une question, mais ne pas l'avoir fait rend la situation encore plus difficile aujourd'hui. C’est ce qu’ont pensé Nicolas Sarkozy et Angela Merkel en s’opposant aux Américains. Aujourd'hui, ils se sont portés candidats à l'Union européenne, mais un oligarque, Bidzina Ivanichvili, a réussi à prendre le pouvoir à Tbilissi dans des conditions électorales difficiles à comprendre, alors que les sondages donnaient 80 % de Géorgiens en faveur de l'adhésion. Ils ont déposé leur candidature en 2022 au moment de l'invasion de l'Ukraine. L'Union a pris le temps de la réflexion, mais en novembre 2024, le gouvernement a suspendu les négociations qui étaient sur le point de commencer pour les reporter en 2028. L’oligarque prétend que la Géorgie sera membre en 2030, donc il ne rejette pas le principe, mais en fait, il fait tout pour que cela ne se réalise pas. Cela ressemble à ce que l'on a connu à Malte à une

époque : on met un pied dans la porte, puis on change d'avis avant de revenir plus tard. Pour la Géorgie, c'est compliqué. On dit qu'ils font du « backsliding », comme les Turcs, car les critères de Copenhague en matière de démocratie ne sont plus respectés. La suspension vient du gouvernement géorgien lui-même, pas de l'Union européenne.

Passons à l'Arménie. C'est une situation triste car, quelles que soient les politiques suivies, cela a mené à des échecs. L'un des points principaux est celui du Haut-Karabakh, une région que Staline a rattachée à l'Azerbaïdjan alors qu'elle était peuplée à plus de 80 % par des Arméniens. C'était une façon de maintenir une région arménienne au sein de l'Azerbaïdjan, peut-être par pur « diviser pour mieux régner » afin de créer une dépendance mutuelle envers Moscou. Se sentant menacée par l'Azerbaïdjan, l'Arménie est entrée en 2013 dans l'Union eurasiatique, l'union économique de la Russie avec le Kazakhstan et la Biélorussie. Elle s'est soumise à la prééminence russe pour conserver le Haut-Karabakh. Puis, en 2018, il y a eu une révolution de couleur : le peuple arménien s'est soulevé contre une administration corrompue et pro-soviétique. Poutine a alors signifié que, puisqu'ils voulaient la démocratie, ils devaient désormais se débrouiller seuls. Comme de son côté l'Azerbaïdjan réalisait des investissements militaires massifs grâce à son pétrole, les Arméniens se sont retrouvés sans le soutien de la Russie face à un adversaire bien mieux équipé. Ils ont affronté l'Azerbaïdjan avec des armes complètement périmées et ils ont perdu la guerre.

Alors pour l'Arménie, le tragique remonte loin, au génocide de 1915 ; j'utilise le terme de génocide parce qu'il est reconnu officiellement par les Nations Unies, alors qu'en Palestine les choses sont beaucoup plus discutées. Il y avait plus de 2 millions d'Arméniens en 1914 d'après les statistiques de l'époque, qui ne sont pas entièrement fiables, mais l'on peut considérer que l'on comptait aux alentours de 2 millions d'Arméniens dans tout l'Empire Ottoman. En 1922, à la fin de l'Empire Ottoman, il n'en reste même pas 400 000. Certains ont disparu ; ils ne sont pas tous morts, mais ce qui est perdu représente au moins 1 700 000 personnes. Parmi ceux qui ont été déportés, beaucoup sont morts et d'autres ont été carrément massacrés, mais certains ont tout de même réussi à s'échapper, formant une diaspora arménienne installée un peu partout en Europe, notamment en France, ainsi qu'aux États-Unis.
Cela est très difficile de calculer le nombre exact de victimes tant que la Turquie n'accepte pas que l'on mène des enquêtes ou que l'on fasse des estimations précises. On sait que cela représente plus d'un million de tués, les autres ayant été dispersés. J'ai cité l'université du Minnesota car il me semble qu'ils sont spécialistes

en la matière, mais personne ne saura jamais combien ont été effectivement victimes de la déportation ou du massacre. Il existe des livres sur ce sujet dans presque toutes les langues et cela est assez bien documenté parce qu'en 1915, il y avait encore des Européens qui vivaient dans l'Empire Ottoman, notamment des Allemands puisque l'Allemagne était l'alliée de la Turquie. Des missionnaires allemands ont témoigné et ont fait des relations assez précises de ce qu'il s'était passé à l'époque ; les Arméniens ont ensuite recueilli ces témoignages, donc on sait à peu près ce qu'il s'est passé.

Le problème aujourd'hui est la reconnaissance du génocide, une question complexe. Après la guerre, le gouvernement turc de l'époque ayant chassé les auteurs du génocide — que l'on appelait les Jeunes-Turcs ou Yeni Turks — un procès a eu lieu en 1919 à Istanbul. Il a condamné à mort les auteurs, mais on ne parlait pas encore de génocide car le concept n'existait pas ; on parlait de crimes de guerre. Cela a été assez bien documenté par un tribunal turc, ce qui nous donne des bases relativement précises. En 1985, une commission des Nations Unies s'est intéressée à la question et a procédé à l'homologation des crimes de 1915 en les qualifiant de génocide, en s'appuyant sur l'exemple du génocide juif. Malheureusement, un autre exemple a été reconnu plus tard, celui des Tutsis au Rwanda. Nous avons donc trois génocides officiellement reconnus par les Nations Unies, bien qu'il pourrait y en avoir d'autres, comme celui des Yézidis ou des Hereros en Namibie. Je ne me prononce pas sur la question de la Palestine car c'est un débat qui manque d'objectivité, d'un côté comme de l'autre, ce qui ne rend pas la discussion possible actuellement.

Il y a 33 pays qui ont reconnu le génocide. Les pays qui le refusent sont la Turquie et l'Azerbaïdjan, pour des raisons évidentes, ainsi que le Pakistan par solidarité. Ils refusent d'admettre l'existence d'un génocide, affirmant que quelques massacres ont eu lieu mais que cela n'était pas si grave, ou que les Arméniens les ont massacrés en retour. Cette caricature montre bien l'attitude en politique étrangère. Comme le disent les Arméniens, non seulement ils ont subi un génocide, mais le déni équivaut à vouloir les tuer une deuxième fois ; refuser d'admettre ce qui s'est passé est moralement un second massacre. La Turquie continue d'en vouloir aux Arméniens et a fermé sa frontière en 1994. Cela fait donc une trentaine d'années que cette frontière est fermée, elle l'avait été aussi durant toute la période soviétique, donc les habitants y sont habitués. En revanche, lorsque je suis allé en Arménie, j'ai vu que l'avion venant d'Europe survolait la Turquie ; c'était un appareil d'Armenian Airlines et le survol était alors autorisé, mais la frontière terrestre reste close. Quand on s'en approche, on a l'impression que la guerre froide n'est pas

terminée, car c'était la frontière entre la Turquie et l'Union soviétique, et il y a un nombre anormal de militaires dans la région.

Les Turcs prétendent que les Arméniens veulent reconstituer la Grande Arménie et reprendre un territoire situé au nord-est de la Turquie, mais il est difficile de penser qu'ils en auraient la capacité. Il y a désormais les Kurdes là-bas. Il y avait 500 000 Arméniens en Azerbaïdjan lors du dernier recensement soviétique de 1988. Le Haut-Karabakh n'en comptait que 150 000, ce qui signifie qu'entre 400 000 et 500 000 personnes ont été expulsées. Le nettoyage ethnique est une réalité dans cette région ; l'Arménie est aujourd'hui un pays rétréci par rapport à ce qu'il aurait pu être. Concernant le Haut-Karabakh, la délimitation de Staline correspondait à peu près à la carte ethnique, base sur laquelle les Soviétiques fixaient les frontières intérieures avec des atlas très précis. Cette carte en arménien montre que les Arméniens ne se sont pas contentés du Haut-Karabakh ; ils ont voulu annexer les territoires environnants et les ont gardés pendant vingt ans. Ce faisant, ils ont stabilisé le provisoire. Au regard du respect des frontières héritées de l'Union soviétique, l'Arménie était dans son tort : d'une part parce que le Haut-Karabakh faisait officiellement partie de l'Azerbaïdjan, et d'autre part parce que les Arméniens ont envahi l'ouest de l'Azerbaïdjan en en chassant les habitants. Le nettoyage ethnique a d'abord été fait au détriment des Azerbaïdjanais. Malgré les efforts de la communauté interna–tionale pour stabiliser l'affaire par des échanges de territoires ou un rattachement, les Arméniens n'ont pas voulu céder leurs acquis. Finalement, ils ne se sont pas rendu compte que le rapport de force était en train d'évoluer à leur détriment.

L’Azerbaïdjan, avec ses 10 millions d’habitants, son gaz et son pétrole, avait les moyens de préparer sa revanche, alors que l’Arménie, n'ayant pas de pétrole et disposant d’un territoire minuscule avec 2,5 millions d’habitants, n’était pas en position de défendre les territoires qu’elle avait conquis. L’Azerbaïdjan a pris son temps, mais quand, en 2022, ils se sont sentis prêts et que la Russie était occupée par l’Ukraine l’Azerbaïdjan a décidé que c'était le moment d'agir. Ils étaient prêts militairement et ils l’ont montré. La carte est complexe, mais on voit bien ce qu’il s’est passé : il n’y a plus de Nagorno-Karabakh et il n’y a plus d’Arméniens dans ce territoire. L’Azerbaïdjan récupère ses frontières reconnues officiellement par le droit international. C’est difficile à avaler pour les Arméniens, mais on peut dire que la cause est entendue ; il y a peu de chances que ces gens retournent sur un territoire qu'ils occupaient depuis plus de 2 000 ans. D’une manière ou d’une autre, la nouvelle administration arménienne considère qu'il faut tirer un trait sur cette affaire. Cela

n'est pas très populaire en Arménie, mais ils estiment qu'il faut faire sans. Par ailleurs, l'Azerbaïdjan ne se contentera peut-être pas de ce qu'il a gagné, ce qui laisse la question ouverte. C'est une situation de ni guerre ni paix que l'on connaît dans d'autres régions du monde, avec des tendances à la reprise des hostilités. Lorsqu'on a en face de soi un pays dictatorial, cela peut tourner mal assez rapidement, d'autant plus que le rapport de force reste très défavorable à l'Arménie. Celle-ci n'a pour se défendre que la reconnaissance internationale de ses frontières, mais elle est entourée par la Turquie et l'Azerbaïdjan, tandis que ses rapports avec la Géorgie ne sont pas excellents. Le seul pays avec lequel elle entretient de bons rapports est l'Iran ; on voit à quel point ce pays est isolé. Ils sont tellement inquiets qu'ils n'osent même pas, pour ne pas mécontenter une nouvelle fois la Russie, demander leur adhésion à l'Union européenne. La Russie ayant abandonné le peu de soutien qu'elle donnait aux Arméniens par le passé, la situation est mal engagée pour eux.

L'Azerbaïdjan est une sorte d'Émirat caucasien. On y trouve 10 millions d'habitants et d'importantes ressources. La production de pétrole diminue ; ils ont atteint jusqu'à 50 millions de tonnes, mais comme il s'agit de l'un des plus vieux gisements au monde, remontant au XIXème siècle, cela commence à décliner. C'était l'époque des frères Nobel ; si nous avons des prix Nobel aujourd'hui, c'est parce que Nobel a fait fortune dans cette région grâce à l'exploitation du pétrole. C'est vraiment la préhistoire de l'exploitation pétrolière et Bakou a été, à un moment, l'endroit du monde où l'on extrayait le plus de pétrole. Après la fin de l'Union soviétique, les compagnies américaines sont revenues et, avec les techniques actuelles, on a réussi à relancer les gisements. C'est sans doute la fin de l'histoire pour le pétrole, mais pas pour le gaz, car il reste encore beaucoup de possibilités. En conséquence, quand nous, Européens, avons eu besoin de chercher une alternative au gaz russe, Madame von der Leyen est allée à Bakou et a obtenu un accord sur une sorte de priorité d'accès au gaz azéri. Cela fonctionne, mais le problème réside dans le transport : il faut traverser la mer et le Caucase, et les frontières ne sont pas toujours amicales. Une des solutions consiste à passer par la Géorgie jusqu'à la mer Noire, ou par le gazoduc qui arrive en Turquie. Tout cela fonctionne mais n'est pas idéal ; cela provoque des surcoûts et une incertitude politique. Pour le corridor gazier sud, il faudrait doubler sa capacité pour atteindre 20 milliards de mètres cubes, ce qui prendra du temps et ne fera pas l'unanimité. Les Russes, qui préféreraient que le gaz azéri transite par leur territoire, ne faciliteront certainement pas les choses. Du côté russe, les gazoducs existent depuis l'époque soviétique et les tuyaux sont déjà là. En termes de concurrence, il est plus simple d'utiliser un réseau qui fonctionne déjà en envoyant le gaz le long

de la Caspienne pour rejoindre le réseau russe vers la Baltique ou la Roumanie.

Cela donne de la valeur à ce fameux corridor qui est un élément essentiel pour l'exportation des richesses de l'Azerbaïdjan. Pour le moment, faute d'accord avec l'Arménie sur le passage du territoire, la tension subsiste. Les observateurs estiment que cette tension est en grande partie de la responsabilité de l'Azerbaïdjan, car une dictature a besoin d'ennemis pour se maintenir et justifier l'absence de libertés par l'état de guerre. Concernant les relations avec l'Union européenne, il faut dire que pour l'Europe, ce n'est pas prioritaire. Nous sommes sur les bordures orientales, dans une zone de stabilité précaire. Ces pays ne sont pas de grands partenaires : si l'on met de côté le gaz, ils représentent environ 20 % de nos échanges. Les Arméniens échangent davantage avec la Russie qu'avec l'Union européenne. La Géorgie échange un peu plus grâce à son accès à la mer Noire, et l'Azerbaïdjan achète des produits en Europe, mais les Chinois sont en train de devenir le partenaire commercial principal. On a signé des accords de partenariat et on les a intégrés à la politique de voisinage, mais ce partenariat oriental ne fonctionne pas très bien : la Biélorussie est à l'écart, l'Ukraine est en guerre, la Moldavie est dans une situation précaire, et les résultats dans le Caucase sont limités. On a du mal à intensifier les relations car le partenariat avec l'Azerbaïdjan se résume à la dépendance énergétique, et l'Arménie n'ose pas présenter sa demande d'adhésion par crainte de fâcher Poutine, ce qui ne manquerait pas d'arriver.

Et puis la Géorgie a fait un acte manqué ; elle a fait une demande qui a été reconnue, mais la situation est désormais gelée, cela n'avance pas très bien. Cette notion de relation, qu'il s'agisse du partenariat, de l'association ou de la candidature, fait qu'aucune des trois ne fonctionne dans cette région. Cela nous interpelle sur la gestion de nos relations extérieures car ces trois modèles ne marchent pas ici. Je ne dis pas que cela est de la faute de l'Union européenne, mais on nous adresse un certain nombre de reproches. On nous dit par exemple : « Vous, les Européens, vous faites du prêt-à-porter, vous ne tenez pas compte des diversités et vous ne proposez qu'un seul modèle ». Cela a déjà été connu avec l'Union soviétique et cela ne plaît pas tellement ; il faudrait que nous soyons capables de faire du sur-mesure avec eux. Nous sommes donc sollicités pour réviser nos politiques étrangères et nos modèles d'association ou d'adhésion, car la diversité locale est telle que ces pays ne sont pas en mesure de répondre à nos cadres rigides. Pour la Géorgie, les critères de Copenhague n'ont pas fonctionné puisqu'ils ont été contraints de suspendre leur candidature. Quant à l'Arménie, qui mériterait de devenir candidate sur le plan des critères politiques car elle a mis en place

une démocratie fonctionnelle depuis environ sept ans, son besoin principal est la sécurité. Or, l’Europe ne lui propose pas de protection, notamment vis-à-vis de la Russie, parce qu’elle n’en a pas les moyens. Enfin, l'Azerbaïdjan veut bien nous vendre son gaz, mais refuse que nous nous occupions des questions politiques. Ils rejettent les conditions du « more for more » développées avec la politique de voisinage ; ils ne veulent pas de conditions politiques. On constate donc un blocage sur les trois modèles de coopération.

Les responsabilités dans tout cela constituent un autre débat, mais cela signifie que notre politique étrangère actuelle ne répond ni à nos besoins, ni à ceux de ces pays. Cela pose des problèmes démocratiques, de principe et diplomatiques, mais on est obligé de constater l’inadaptation des instruments. La relation ne progresse pas parce que les outils ne conviennent pas. Il y a une nécessité de revoir notre approche pour créer une politique extérieure un peu plus approfondie, tenant compte davantage des réalités géographiques, sociales et économiques. Le modèle que nous avons lancé dans les années 2000 ne fonctionne plus et il faut le reconnaître. J'évoque très rapidement l'affaire de la Black Sea Economic Community. La Commission a récemment élaboré une stratégie pour la mer Noire qui a beaucoup de mérite, mais qui est restée au niveau de la théorie. Nous ne sommes plus dans le concret mais dans le long terme, ce qui est forcément sympathique, mais la réponse aux problèmes immédiats de ces pays n'est pas fournie.

Un mot rapide sur le Caucase du Nord, qui est une partie de la Russie. Les Caucasiens ont été déportés par les Tsars au milieu du XIXème siècle, puis Staline a procédé à des déportations massives pendant la Seconde Guerre mondiale. Poutine n'a pas été très tendre non plus avec les Tchétchènes. C'est une région qui a été assez maltraitée pendant un siècle et demi. Ces peuples restent majoritaires chez eux mais ils sont dominés et peu développés. Les plus connus sont les Tchétchènes, mais il y en a d'autres, notamment au Daghestan où l'on trouve une vingtaine de peuples parlant des langues différentes. Il faut assurer la paix à ces gens ; jusqu'à présent, il existe une sorte de modus vivendi entre Poutine et les dignitaires musulmans, mais ce sont des formes de domination et l'on ne demande pas leur avis aux populations. On note aussi la présence de mouvements comme Al-Qaïda ou l'État islamique qui souhaitent créer un émirat dans le Caucase du Nord. Pour conclure, nous sommes à la recherche d'une relation différente. Il faut gérer l'influence cumulée des empires turc, iranien et russe, ce qui ne va pas dans le sens de la stabilité car chacun défend ses propres intérêts. L'économie ne fonctionne pas très bien en dehors du pétrole et du gaz, que seul

l'Azerbaïdjan possède, et les frontières ne sont pas stables. Les conflits peuvent repartir à tout moment, ce qui est regrettable pour la population locale confrontée à la fois à la pauvreté et à l'insécurité. Je vous remercie de votre patience.

Georges Vlandas : Je lis dans le chat : « merveilleuse présentation, merci ». Peut-être que pour des cas analogues, il faudrait séparer l'exposé en deux ou trois sessions, quitte à reprendre la partie d'introduction, car par rapport au Maghreb, c'était ici beaucoup plus complexe. C'était nécessairement un exposé très long. Je relaye : est-il possible de tracer l'origine du gaz de Bakou ?

Jean-François Drevet : Cela est géologique en fait ; c'est la géologie de la région qui a créé ce que l'on appelle un anticlinal. Dans cet anticlinal, se trouvent des pièges à pétrole et à gaz naturel. Un peu comme dans les Alpes, le Caucase a provoqué des mouvements géologiques très importants qui ont piégé du pétrole et du gaz depuis les temps géologiques. Le pétrole du Caucase affleurait quasiment au ras du sol ; il était découvert depuis longtemps. En fait, on le connaissait depuis l'Antiquité, mais on ne savait pas quoi en faire, et c'est au XIXème siècle que l'on s'est rendu compte que cela représentait une richesse.

Georges Vlandas : Bien. De quoi vivent principalement les Géorgiens ? Pouvez-vous nous redonner les références des ouvrages cités ?

Jean-François Drevet : Ils ont une agriculture. Agriculture qui est favorisée par un climat excellent. Ils font du bon vin, je peux le confirmer et vous aussi. Ils ont donc une agriculture qui, sous l'Union soviétique, représentait une véritable bénédiction car c'était une agriculture de pays chaud ou tempéré. Les Géorgiens allaient vendre leurs légumes sur le marché de Moscou en plein hiver ; ils prenaient l'avion avec leurs sacs de pommes de terre et ils vendaient cela très bien. Il y a une complémentarité évidente. La Géorgie est quasiment la seule région de l'ex-Union soviétique dotée d'un climat favorable. Par conséquent, ils ont longtemps vécu de l'agriculture. Ils ont davantage le sens des affaires que les Russes et ils avaient organisé des filières d'exportation pour leurs fruits, leurs légumes et leurs vins. Cela fonctionnait très bien. De plus, la Russie, pour lutter contre l'alcoolisme, estimait que faire la promotion du vin était un moyen d'éviter que les gens ne boivent trop de vodka ; la Géorgie et la Moldavie ont donc été favorisées dans l'économie administrée de l'Union soviétique. On a encouragé la vigne. En Moldavie, ils ont de bons vins mais aussi des moins bons ; en Géorgie, il s'agit d'une viticulture de qualité dans toutes ces petites vallées où l'on produit des choses

excellentes. Ils s'en sont donc bien sortis avec cela. Concernant l'industrialisation, les résultats sont moyens. L'Azerbaïdjan avait du coton, donc on a fait du textile pour habiller tout ce monde, ce qui est déjà un résultat correct puisque l'hiver est froid. Mais ce n'est pas une région dotée d'une industrie très moderne. L'héritage soviétique laisse surtout des ruines ; j'ai visité des zones industrielles en Géorgie il y a une dizaine d'années et l'on voyait ce qu'avait été l'industrialisation forcée. La plupart des établissements étaient en mauvais état, mais j'espère pour eux que cela a changé depuis.

Georges Vlandas : Tu avais cité le fait que Staline et Béria venaient de Géorgie. Ce qui est assez intéressant, c'est que Staline, bien qu'étant Géorgien, a failli être mis en minorité au sein du Parti communiste russe sur la question des nationalités. Précisément parce qu'il avait mis en place une répression féroce en Géorgie au moment de la création de l'Union soviétique, laquelle passait par la reconnaissance des différentes nationalités qui n'existaient pas dans la Russie tsariste. Staline, au lieu de favoriser la Géorgie, comme Khrouchtchev l'avait fait pour l'Ukraine avec la Crimée, a réprimé au point de prendre des risques internes. Dans son testament, Lénine avait d'ailleurs signalé la grande brutalité de Staline en se référant à cet épisode.

Jean-François Drevet : À cette répression, effectivement, parce que la Géorgie était menchevik et elle l'est restée jusqu'en 1922 ou 1923. L'un des ancêtres de la famille de ma femme se trouvait là-bas à l'époque où les mencheviks étaient au pouvoir.

Hugo Arcangeli (Graspe): Merci à Jean François Drevet pour son exposé.
La prochaine conférence sera le 19 février avec Hubert Krivine à propos de son livre La Terre, des Mythes au Savoir. Cette conférence s'intéressera à l'accumulation du savoir scientifique sur la Terre, en partant du savoir religieux jusqu'au savoir scientifique. Elle sera suivie de trois autres conférences avec Jacques Treiner pour interroger l'utilisation des ressources de la Terre par le système économique actuel.

Climate activism in European Institutions: my history of EU Staff for Climate

By Nikos Kastrinos[4], December 2025

In 2018 I was team leader for foresight in DG RTD. My task was to promote the use of foresight in our DG. I spent my time looking at relevant research, organizing relevant projects and talking to groups of colleagues and stakeholders about the future. Less about the future we think we know and more about the future we may be unaware of. Although, I soon realized that policy-making often remains, by will, error or negligence, unaware of futures we know. A range of such futures involve climate change, slow and fast, violent and incremental, anthropogenic and non-anthropogenic.

Climate change is one of the most explored areas of the future. It is impossible to think about the future and to not be emersed in the pervasiveness of climate change. Yet, climate change futures are often ignored. The EU has a climate policy, with its own interests and objectives, which take a share of EU resources and decision making. Horizon Europe, the Programme for Research and Technology, stipulates that at least 35% of the total budget is allocated to climate-related objectives. While climate related objectives may involve a slowing down of global warming, there is no guarantee that that remaining 65% of the budget will not be, wittingly or unwittingly, contributing to the acceleration of global warming.

It is difficult to see how this type of policy set-up(s) will stop the accumulation of systemic risk associated with climate change. Many people in the foresight community share the feeling that nature is like the proverbial frog in warm water that gradually but steadily approaches boiling point.
In 2018 Greta Thunberg started her protest in front of the Swedish Parliament, and Fridays for the Future[5] evolved into a global

[4] Nikos Kastrinos is a former official of the European Commission. All views expressed in this article are views of the author and do not necessarily reflect the views of the European Commission, nor engage it in any manner.
[5] See https://www.unep.org/championsofearth/laureates/2019/fridays-future-movement

movement to fight climate change. This was a time of rapid rise in popular awareness of climate change issues, and numerous meetings in which experts provided us with the latest research results and understandings of climate change. Many of those experts were profoundly worried and did not hesitate to share that fact. In such meetings I heard colleagues complaining about the "schizophrenia" (many actually used the term) of understanding climate change and working on EU policies as if there is nothing wrong. How can you discuss shipping lanes across the north pole when you understand a Blue Ocean Event[6] as a climatic tipping point? For some, the ability to ignore climate change shows the resilience of the human spirit – policymakers doing their job in difficult circumstances. For others this was indicative of psychosis. It was in such meetings that I first understood that climate change has important implications for human resources policy in the Commission.

Having this discussion with colleagues involved in the trade union movement brought me to U4U and GRASPE. What kind of staff mobilization could sensitize leadership to the true pervasiveness of climate change? How could we convince our leaders to overcome the logic of sectorizing climate policy and take on the challenge of climate change? Spontaneously, groups of colleagues started to meet to discuss options for activism.

EU Staff for Climate

In spring 2019, a small group of colleagues created a Facebook page titled EU Staff for Climate, set up a functional mail box, printed banners and brought them to a rally of Fridays for the Future in Brussels. The banners acted like a lighthouse. Soon a large group, myself included, found themselves marching behind the banners of EU Staff for Climate. At the end of the march it was agreed to hold a public meeting and EU Staff for Climate invited a representative of DG CLIMA to present the Communication "A Clean Planet for all - A European strategic long-term vision for a prosperous, modern, competitive and climate neutral economy"[7].

The meeting was attended by 60-70 people. Following the presentation of the communication, there was a discussion of proposals of steps that could be taken. Colleagues made suggestions and those were put to a vote. One suggestion that prevailed was to draft a manifesto for a movement – a set of demands that could be addressed to the new leadership of EU institutions, which would take up duties in the Autumn of 2019.

[6] See https://youtu.be/0LIGq040ReM?si=AI6NizK9vz2AWdCc

[7] European Commission (2018) A Clean Planet for all A European strategic long-term vision for a prosperous, modern, competitive and climate neutral economy, COM/2018/773 final

Different working groups started drafting texts. In the first instance some colleagues were advocating very brief and targeted messages, others somewhat longer texts with strong justifications. It was soon realized that the shortest document was the one that should be sent – and participative workshops were held to decide on the final points to be included, and the sequence in which these should come. The final text, drafted after the meeting was circulated to all participants.

The process and approach were inspired by a petition of the staff of Amazon.com calling on their leadership to take action to alleviate global warming effects of company activities. EU Staff for Climate included members from all staff Unions. With the help of staff unions, when the petition was launched for signature, staff across the institutions became immediately aware of it. Very quickly the petition gathered thousands of signatures.
Two weeks after the launch of the petition a number of colleagues were called to a meeting with DG HR in the Commission. By that time the petition had more than 6000 signatures. In the meeting DG HR colleagues were critical of the approach of making staff views public outside hierarchical channels. How can staff express views outside hierarchical channels? The same question was addressed to the Commission, a few months later, by Markus Buchheit, MEP (AfD)[8]. The Commission's response, in March 2020, recalled that "an official has the right to freedom of expression" and that the "publication … was not liable to seriously prejudice the legitimate interests of the EU[9]".

By October 2019, the petition had gathered 11012 signatures, covering about 15% of all staff. At that time we were invited to brief Vice President Timmermans, responsible for the preparation of the European Green Deal, on the contents of our petition. We spent a whole hour with the Vice President and his cabinet and delivered a paper of 42 pages with a comprehensive set of proposals for the European green Deal.

In December, the President's speech to the EP, presenting the European Green Deal, seemed to take on board the tone and even some phrasings of the petition. The European Green Deal itself seemed to have taken up a small number of our proposals. There was elation in EU Staff for Climate.
The petition was delivered ceremoniously to each of the heads of cabinet of the three Presidents of the Commission, European Council and European Parliament in February 2020. In all three meetings, the heads were asked whether the energy transition

[8] Question for written answer E-003906/2019 to the Commission
[9] E-003906/2019 Answer given by Mr Hahn on behalf of the European Commission (3.3.2020)

needed to be prioritized given that the digital transition was poised to boost energy consumption[10]. In all three meetings the response was that "the digital transition is part of the energy transition", implying that there will be no prioritization between the two.

Questions about the relationship between the European Green Deal and climate activism and whether the activists should be appeased or emboldened by the policy declarations of the European Commission, tore through the ranks of colleagues who signed the petition. Was our petition a stage in a longer term struggle to bring institutions to recognize the truth of anthropogenic climate change, or was it an opportunistic explosion that achieved its goal? This sort of questions amplified issues of identity: what is EU Staff for Climate? What are its values? What are its objectives? We organized many meetings in which such issues were debated, plans were formulated and texts were drafted. Working groups were set up and position papers were drafted but, in time, the dynamism subsided. EU Staff for Climate was no more a vehicle through which EU Staff could raise their voice on important issues of our times. Between 2022 and 2025 EU Staff for Climate produced five position papers which, despite their analytical quality, left little trace in European policy and politics.

The EU Staff Fund for a Fair and Sustainable Future

In March 2020 it had become clear that COVID 19 was posing major challenges for Europe. The North of Italy was facing a fully blown pandemic and Russia sent supplies and personnel to help the struggling Italian health system. We felt that it was important for people in Europe to feel the solidarity of the staff of EU institutions – over and above any acts of the EU bodies. We were aware that many colleagues were donating money to energise volunteering and the non-profit sector to help. We decided to set up a fund to federate the donations of colleagues in order to make the financial help from EU Staff more visible. The EU Staff COVID 19 Solidarity Response Fund was supported by all trade unions.

The first projects the fund supported were to support medical professionals starting from Italy and then targeting other countries that were hit hard by the pandemic. Soon we began to target especially vulnerable communities, at risk because of the simultaneous pressure from the pandemic and the restrictions aimed to minimize the spread of the disease, mostly in poorer

[10] For the growth in energy consumption since see EIA (2025) Global Energy Review. https://iea.blob. core.windows.net/assets/5b169aa1-bc88-4c96-b828-aaa50406ba80/GlobalEnergyReview2025.pdf

countries where the needs were the highest. As the pressures of COVID began to lessen we began to discuss with our donors, in public events, the possibility of turning towards a philanthropic profile that combined ecological and social objectives. In July 2021 when Belgium, Germany and the Netherlands were hit with significant flooding, we launched a specific call for supporting victims through non-profit organizations. We quickly raised about €100000 with which we supported mostly specialist schools and social spaces for disadvantaged communities, that needed to be operational in September.

Based on that experience we decided to dedicate the fund to a combination of ecological and social objectives and changed its name to "EU Staff Fund for a Fair and Sustainable Future". At the same time the Russian invasion in Ukraine was creating new needs for humanitarian assistance. At that point we were approached by colleagues from different staff organizations asking whether we could use the infrastructure of the fund to direct donations towards Ukraine. We started a special campaign for donations to Ukraine that is still ongoing. We have supported humanitarian assistance projects in Ukraine itself and vulnerable Ukrainian refuges in neighbouring countries. In parallel we launched various partnerships that help us identify worthwhile projects with important environmental and societal dimensions that receive support from the fund. In its first five years of operation the fund donated more than €2M to support some 140 projects across Europe, achievement that was noted by President von der Leyen in her 2025 Christmas message to all staff.

State of play and perspectives

While the management of the fund and many of its donors come from the EU Staff for Climate movement, the two are separate. The fund and the movement exist side by side, supporting one another but without any of the two swallowing the other one. The fund donates in the name all EU Staff. Some colleagues feel that the appropriate responses to climate change are legislative rather than financial. If there is a trade-off between legislative and financial response, then financial investments could even provide excuses for governments to avoid taking appropriate legislative and regulatory measures. Moral ambiguity is strongly present in the politics of both climate and philanthropy. But moral ambiguity should not stop us from doing the right thing: helping people in need and combating climate change at every opportunity.

Across Europe, climate change – a scientific truth about the risks our planet is facing – is increasingly stigmatized as a political attack on the economy in general and on poor people in

particular[11]. And those positioned to suffer the biggest harm from climate change are opposing policies to tackle it[12]. Or at least this is the way the problem is framed in current institutional settings: a problem of knowledge and ignorance[13]. Yet it reality it is a problem of democracy. At its root lies secrecy and loyalties to interest groups that cause bias. Open discussion and deliberation can enable democracy to effectively tackle climate change. After the crisis of "yellow vests" in France, president Macron backed the organization of citizens assemblies promising that his government would implement their recommendations. The assemblies produced recommendations but the government went back on its promise, implementing only a small portion of them[14]. In today's context, activism can, and should, become a force for truth – especially when the world's scientific community stands firmly behind that truth. Speaking truth to power is a value that stems from the protection of impartiality, objectivity and independence in the statutes of civil service across the democratic world.

Through EU Staff for Climate we have come in contact with grassroots climate activist movements in other international organizations as well as in broader society. Through the activities of the fund we have discovered a trove of interesting projects driven by enthusiasm and dedication, that are generating hope for the future. Amongst young people in particular, in all parts of Europe, small donations go a long way. The words we hear most often is that "you make us feel that someone notices and cares". This quality of "caring" for things and people is at the heart of climate activism. Activists care for the damage and the suffering caused by global warming. Showing that the staff of EU institutions care is a very important, underappreciated, contribution to the European project.

[11] See for example https://www.euractiv.com/news/economist-slams-eu-climate-policy-as-ineffective/ and https://www.fraserinstitute.org/commentary/global-warming-policies-hurt-poor

[12] See for example https://carnegieendowment.org/research/2025/09/climate-backlash-europe-green-transition-farmers-protests?lang=en

[13] See https://europe.mercycorps.org/en-gb/blog/climate-change-poverty and https://www.cleanenergywire.org/news/right-wing-populists-challenge-europes-climate-efforts

[14] See https://www.dw.com/en/frances-citizen-climate-assembly-a-failed-experiment/a-56528234

Point de vue

De nouvelles ressources pour le budget européen ?

Jean-François Drevet, octobre 2025

(texte publié le 9 octobre 2025 dans TELOS sous le titre : UE, l'autre budget en discussion.)

Présentée à la mi-juillet 2025 par la Commission européenne comme « *un budget ambitieux au service d'une Europe plus forte* », la proposition de cadre financier pluriannuel (CFP) 2028-2034 est-elle à la hauteur des besoins d'une Union européenne confrontée aux multiples défis de la transition climatique, du réarmement et d'investissements de compétitivité, qui s'ajoutent aux dépenses actuelles, notamment celles de la politiques agricole commune (PAC) et de la cohésion, sans compter le service de la dette découlant du remboursement du plan de relance ?

Les rapports Letta et Draghi (800 milliards d'€) ont mis en évidence la nécessité d'accroître fortement les investissements. Si on peut toujours prétendre mobiliser le secteur privé, ces nouvelles priorités impliquent inévitablement le secteur public et notamment le budget européen. Par ailleurs, la gravité de la situation internationale se traduit par des besoins nouveaux de grande ampleur, notamment pour la défense, dont la promesse faite lors de la dernières réunion OTAN d'élever les dépenses militaires jusqu'à 3.5% du PIB, qui impactent aussi le budget européen, même si l'UE n'a pas de compétence dans ce domaine.

En dépit de sa croissance, car le CFP 2028-2034 propose une augmentation en termes réels de plus de 40% par rapport au précédent, le montant global de ce budget reste bien modeste : 1.26% du PNB de l'UE en moyenne de 2028 à 2034 (2000 milliards sur 7 ans). Certes, la Commission est allée au maximum de ses prérogatives, mais l'ambition affichée est-elle à la hauteur des défis et des menaces qui se sont récemment multipliés ? Est-il possible de faire face à toutes ces obligations en restant sous ce

plafond jusqu'en 2034 ? Pour de nombreux experts, le seuil de crédibilité du budget européen serait bien plus élevé, à 3 ou même à 4% du PIB.

L'insuffisance des recettes

Actuellement (2025), les états membres le financent à travers une contribution basée sur leur revenu national brut (RNB, pour 64%) et une contribution TVA (pour 16%). Seulement 19% des recettes sont des ressources propres, provenant des droits de douane (14%) et d'une contribution fondée sur les déchets de plastiques non recyclés (5%). Mais ces nouvelles recettes sont en partie hypothétiques, comme l'indique la Cour des Comptes européenne.

Les pays « *frugaux* » prétendent que l'Europe ne doit pas recevoir davantage : ils s'opposent à la fois à l'accroissement des recettes et au recours à l'emprunt tel qu'il a été pratiqué dans le plan de relance. Dans plusieurs pays, dont la France, les populistes font même campagne pour une réduction des contributions nationales. Par ailleurs, l'augmentation des transferts en provenance des budgets nationaux n'est pas à la portée de tous. Certains pays, dont l'Allemagne qui a aboli le « *frein à la dette* » peuvent le faire, mais beaucoup d'autres, comme la France, sont au plafond de leur pression fiscale et de leur capacité d'endettement. Même si on trouve un peu de marge en « *dépensant mieux* », un slogan régulièrement invoqué par les partisans de l'austérité budgétaire, on ne pourra pas aller très loin dans cette direction. À moins de se lancer dans un endettement massif, si on estime nécessaire une forte croissance du budget européen, il faut lui trouver de nouvelles ressources, indépendamment des budgets nationaux.

Dans le passé, la Commission a fait, le plus souvent en vain, plusieurs propositions qui réduiraient la dépendance vis-à-vis des États membres. Dans le CFP, elle propose un système d'échanges des quotas d'émission (9.6 milliards d'€/an), un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (1.4 milliard), l'augmentation de la taxation des déchets électroniques non collectés (15 milliards) et des droits d'accise sur le tabac (11.2 milliards). Avec une contribution forfaitaire des grandes entreprises, sur laquelle nous allons revenir, ces recettes nouvelles devraient générer environ 58.5 milliards d'€/an aux prix de 2025. Mais ces nouvelles recettes sont en partie hypothétiques, comme l'indique la Cour des Comptes.

Les effets pervers de la course au moins-disant fiscal

Depuis longtemps, les fiscalistes étudient une réforme de l'impôt sur les sociétés qui fait débat et pas seulement à Bruxelles. Non seulement les grandes entreprises, notamment les multina–tionales, bénéficient des avantages du marché unique, mais l'accentuation de la concurrence fiscale entre les États membres a conduit à des baisses massives de l'impôt sur les sociétés, entraînant un manque à gagner important pour les Trésors publics.

Cette « *race to the bottom* » s'est accompagnée de transferts artificiels de bénéfices vers les pays offrant les taux les plus attractifs (moins de 15%). Avec la négociation de rescrits fiscaux (*sweetheart deals*), de nombreuses multinationales sont parvenues à des taux d'imposition encore plus bas. Sans être illégal, ce mouvement d'optimisation aboutit à des distorsions de concurrence et à des pertes importantes de recettes au détriment des pays ayant maintenu les taux les plus élevés.

Selon *Tax Justice Network (TJN)*[15], les pertes infligées par les pays « *les moins disant* » à d'autres (*tax loss inflicted on others*) s'élèveraient dans l'UE à 74 milliards d'US$/an, dont 55 milliards découlant du comportement des cinq pays les plus accommodants : en premier lieu l'Irlande (34.3 milliards), puis le Luxembourg (9 milliards) et les Pays-Bas (6.3 milliards), ainsi que Chypre et Malte (respectivement 3.6 et 1.8 milliards).

Un rapport spécial de la Cour des Comptes européenne[16] converge avec les conclusions du TJN. Il déplore le développement des « *régimes fiscaux dommageables et l'évasion fiscale des entreprises* » et ses effets négatifs, « *comme une érosion des bases d'imposition étrangères et une répartition déloyale de la charge fiscale.* » En clair, au moins cinq pays empêchent les autres de maintenir leurs taux d'imposition et développent des comportements préjudiciables à la bonne gestion du marché unique.

En septembre 2024, le cas de la firme *Apple* a fait l'objet d'un arrêt de la Cour de Justice de Luxembourg : la firme, qui ne payait que des sommes dérisoires d'impôt sur les sociétés, a dû verser 13 milliards d'€ au Trésor irlandais qui n'en voulait pas ; plusieurs pays ont alors revendiqué une part de ce versement.

[15] *Tax Justice Network, State of Tax justice*, November 2024, 80p.
[16] *Lutte contre les régimes fiscaux dommageables et l'évasion fiscale des entreprises*, rapport spécial n°27, Luxembourg 29 novembre 2024, 76p.

D'après *The Economist*[17], en apportant 83% de l'impôt sur les sociétés pour 10% des emplois, les multinationales ont fait de l'île un pays rentier, au détriment de ses partenaires. Telle que pratiquée en Irlande, mais aussi au Benelux, à Chypre et à Malte, la manipulation des prix de transfert a pris une dimension macro-économique, en devenant une source d'asymétries statistiques entre les comptes de la zone euro et des états-Unis[18].

La correction de ces déséquilibres est donc une question importante à plusieurs dimensions que nous ne pouvons pas développer ici.

D'une part, l'allègement de la fiscalité en faveur des multinationales crée de fortes inégalités entre les grandes et les petites entreprises : celles qui font le plus de bénéfices sont aussi celles qui paient proportionnellement le moins. En France, cette inégalité vient d'être rappelée par une note de l'INSEE du 2 septembre 2025 : selon des données de 2022, l'écart au détriment des PME serait de 50%[19].

D'autre part, de 1980 à 2020, le taux moyen de l'impôt sur les sociétés dans le monde est passé en moyenne de 50 à 24%[20]. Cet allègement de la charge fiscale des entreprises, auquel s'ajoute le versement d'aides publiques massives[21], qui résulte de mesures diverses mais convergentes prises depuis plusieurs décennies, serait de nature à faire peser un lourd fardeau sur le compte des ménages, contraint de financer des dépenses publiques très difficiles à réduire, compte tenu des protections existantes et du vieillissement de la population, menant vers un moins disant social déjà observé dans certains pays.

Les tentatives de la Commission

Du point de vue européen, une certaine équité fiscale est nécessaire au respect de la concurrence et à la bonne gestion du marché unique, des responsabilités qui sont du ressort de la

[17] The *Emerald petro-state*, in Charlemagne, *The Economist* du 14 juin 2025 p.21.
[18] Voir la note du bloc-notes Éco de la Banque de France de Jérémi Montornès et Marie-Baïanne Khder, mise en ligne le 3 février 2021.
[19] *Les PME paient plus d'impôts sur les bénéfices que les grandes entreprises* (Le Monde du 4 septembre 2025 p.9)
[20] Voir Mickael Sixdenier, *On the Social Cost of Fiscal Dumping, Lower and Upper Bound Estimates: How much Race to the Bottom Hurts People at the Bottom*, Master Thesis, Paris School of Economics (PSE), 47p. (Superviseur Thomas Picketty).
[21] Voir Matthieu Aron et Caroline Michel-Aguirre, *Le grand détournement, comment milliardaires et multinationales captent l'argent de l'État*, Allary Éditions, Paris, septembre 2025, 213p.

Commission, la fiscalité proprement dite restant de la compétence des États membres et de décisions du Conseil à l'unanimité. Ensuite, il faut avoir la capacité de les faire appliquer, compte tenu du secret des affaires et des limites de la coopération fiscale. Dans une économie de libre circulation des capitaux, la marge d'action publique est donc limitée mais pas inexistante, comme on tente parfois de le faire croire.

La concurrence fiscale n'est pas seulement un problème interne à l'Union. En dépit des progrès réalisés dans la lutte contre les paradis fiscaux, des législations complaisantes se maintiennent aux portes de l'UE. Il faut aussi compter avec l'opposition des états-Unis : Donald Trump a volé au secours de ses multinationales et compte bien obtenir leur exonération des taxes européennes. Le monde serait-il devenu la proie d'une autre génération de « *robber barons*[22] », une nouvelle noblesse qui entend s'exonérer de ses charges ? En fait, les états membres ont perdu une partie de leur souveraineté fiscale, mais ils ont du mal à le reconnaître.

En raison de l'absence d'accords internationaux et suite à l'échec de l'OCDE à créer un consensus sur un montant minimal de l'impôt sur les sociétés, en attendant la mise en œuvre de la convention fiscale dans le cadre des Nations que TJN appelle de ses vœux, une éventuelle réforme repose maintenant sur la volonté politique de l'UE.

En dépit de son importance, les États membres qui exercent par ailleurs une surveillance attentive sur les dépenses, ne semblent pas très pressés d'accroître leurs recettes en luttant efficacement contre l'optimisation fiscale dont ils sont pourtant victimes. Au nom de leur souveraineté, ils s'opposent aux propositions législatives de la Commission[23] et ne montrent pas non plus un zèle excessif à les appliquer quand elles sont décidées[24]. Aussi longtemps que les oppositions de certains d'entre eux se maintiennent, il est très difficile de progresser vers une gestion équitable de l'impôt sur les sociétés.

[22] Expression apparue en 1859 dans le New York Times pour caractériser les grands capitalistes sans scrupules du *Gilded Age* aux États-Unis.

[23] Qu'on ne peut pas détailler ici, notamment les directives européennes de coopération administrative dans le domaine fiscal (n°2011/16/UE et suivantes) et la proposition BEFIT, *Business in Europe : Framework for Income Taxation* (en français, *Entreprises en Europe : Cadre pour l'Imposition des Revenus)* de septembre 2023.

[24] *Échanges d'informations fiscales dans l'UE : le système est solide, mais sa mise en œuvre laisse à désirer*, rapport spécial de la Cour des Comptes européenne 03/2021,

Telle qu'envisagée par la Commission, l'attribution d'une partie de celui-ci au budget de l'UE, pourtant justifiée par les avantages que recueillent les grandes sociétés du marché unique sans avoir contribué directement à son financement, ne sera pas facile à obtenir. Pourtant, l'harmonisation fiscale entre États membres serait aussi un moyen d'assurer de nouvelles ressources au budget communautaire et notamment de lui attribuer une contribution équitable des multinationales. Ce qui explique que celles-ci y soient tout à fait opposées, ainsi que les états membres les plus complaisants, qui comptent bloquer toute avancée dans ce domaine en abusant de la règle de l'unanimité.

La proposition CORE (Corporate Own Resource for Europe)

Déjà abordée dans une précédente chronique[25], l'affectation au budget européen d'une partie de l'impôt sur les sociétés est maintenant inscrite dans le CFP 2028-2034. Parmi les nouvelles ressources propres, la Commission propose une contribution forfaitaire des entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à 100 millions d'€, suivant des procédures à déterminer ultérieurement. Son taux serait le plus souvent inférieur à 0.1%.

La Commission en attend 6.8 milliards d'€/an de recettes supplémentaires. Si elle était mise en place, il sera possible d'en augmenter le taux, encore très modique : à 1% du chiffre d'affaires, elle rapporterait 68 milliards d'€/an et bien davantage en cas de création d'assiettes fiscales consolidées au niveau de l'UE.

C'est une raison de plus pour ceux qui s'y opposent de la combattre avec énergie, en multipliant les objections techniques. Mais ces objections sont surmontables. Quant aux risques d'évasion vers des cieux plus cléments, il existe des moyens d'y faire face. Comme le montre l'impact de *l'effet Bruxelles*[26], si on peut comprendre qu'un État membre n'ait plus les moyens de défendre sa souveraineté fiscale, il en va différemment d'un ensemble de 450 millions d'habitants, pour autant qu'il en ait la volonté politique.

[25] Voir *l'Europe doit investir* (Futuribles n°464, janvier-février 2025 pp.115-122.)
[26] Voir les travaux d'Anu Bradford, repris dans Futuribles n°437 de juillet-août 2020, pp.111-118 : *L'effet Bruxelles, une stratégie d'influence ?* »

Contributeurs

Les articles publiés dans ce numéro ne reflètent pas nécessairement le point de vue de chacune des personnes ayant participé aux travaux du Graspe.

Michel AGLIETTA
Philippe AIGRAIN
Stéphane ANDRÉ
Pierre – A. ANGLADE
Fabrice ANDREONE
Michel ANDRIEU
Claudio ARANZADI
Hugo ARCANGELI
Thomas ARNOLD
Jean-Pierre BOBICHON
Jacques BABOT
Jean-Michel BAER
Angelo BAGLIO
Clémentine BALDON
Bernard BARTHALAY
Nora BEDNARSKI
Ian BEGG
Gwenn BELBEOCH
Marc BENADON
Cyril BENOIT
Gilles BERTRAND
Thimios BOKIAS
Laurent BONTOUX
Anastassios BOUGAS
Didier BOUTEILLER
Kostas BOTOPOULOS
Olivier BRUNET
Francisco CABALLERO SANZ
Yves CAELEN
Bernard CAISSO
Pierre CALAME
Pino CALO
Antonio CAMPINOS
Paraskevas CARACOSTAS
Brian CARTY
Rui CAVALEIRO AZEVEDO
Claude CHENE
Paul CLAIRET
Michel CLASSENS
Jim CLOOS
Nicolas COLIN
Paul COLLOWALD
Philip CORDERY
Louis CUZIN
Georges DASSIS
Pierre DEFRAIGNE
Jacques DELORS
Maria Eduarda DE MACEDO
Bertrand DELPEUCH
Tremeur DENIGOT
Isabelle DEMADE
Jean-Luc DEMARTY
William DESMONTS
Yves DEVELLENNES
Domenec DEVESA
Lewis DIJKSTRA
John DOYLE
Jean-François DREVET
Geraldine DUFORT
Marie DUFRASNE
Myriam DUMORTIER
Yves DUMONT
Olivier DUPUIS
Isabelle DURANT
Guillaume DUVAL
Josephina ENFEDAQUE
Wolfgang ENTMAYR
Johanna ERUST
Tomas GARCIA AZCARATE
Fernando GARCIA FERREIRO
Anne GERVAISE
Gilles GUILLARD
Markus FERBER
Ramon FLECHA
Céline FRANK
Philippe FREMEAUX
Bernhard FRIESS
Fernando FRUTUOSO DE MELO
Sandrine GAETE
Didier GEORGAKAKIS
Isabel GONZALEZ FORTES
Sandro GOZI
Alain GRANDJEAN
Mireille GRUBERT
Benoît HAMON
Daphne HALIKIOPOULOU
Dimitris HATZISTRATIS
Anders HINGEL
Frank HEAS
Thomas HENOKL
Michel HUSSON
Franco IANNIELLO
Ahmet INSEL
Sylvie JACOBS
Jimmy JAMAR
Olivier JEHIN
Sylvain KAHN
Philippe KERAUDREN
Georgios KASTRINOS
Nikolaos KASTRINOS
Guillaume KLOSSA
Jacob KORNBECK
Gert-Jan KOOPMAN
Frédérick KRENC
Hubert KRIVINE
Marie LAGARRIGUE
Alain LAMASSOURE
Philippe LAMBERTS
Eneko LANDABURU
Pierre LARROUTUROU
Notis LEBESSIS
Christophe LECLERCQ
Fanny LEDERLIN
Roberto LENTI
Jean-Charles LEYGUES
Julie LEPRETRE
Joël LE QUÉMENT
Remy LHERMITE
Loïc LEROUGE
Angela LIBERATORE
Alain LIBEROS
Danielle LINHART
Jose Manuel LOPEZ CEJUDO
Beatrice LUCARONI
Patrick LUSSON
Robert MADELIN
Andrea MAIRATE
Dana MANESCU
Derek MARTIN
Noémie MARTIN
Philippe MARTIN
Margarida MARQUES
Bernard MARX
Frédéric MAURO
Claire McCAMPHILL
Manuel MEDINA ORTEGE
Olivier MERLE
Federica MOGHERINI
Francisco MOLERA APARICIO
George MONBIOT
Elena MONTANI
Pierre MOSCOVICI
Benoît NADLER
Kalypso NICOLAÏDIS
Koen NOMDEN
Kevin O'CONNOR
Anna OLSSON
Younous OMARJEE
Béatrice ORNSTEDT
Dimitrios PAPADIMOULIS
Naphsica PAPANICOLAOU
Jaime PEREZ VIDAL
Ines PERIN
Victoria PEUVRELLE

Paolo PONZANO
Jacques PRADE
Mathew PYE
Jean-Louis QUERMONNE
Antoine QUERO MUSSOT
Jacques René RABIER
Francesca RATTI
Megan RICHARDS
Michel RICHONNIER
Luis ROMERO REQUENA
Nicolas SABATIER
Guillaume SACRISTE
Manuel SANCHIS i MARCO
Francesco SARACENO
Bettina SCHMIDBAUER-MOGENSEN
Monika SCHROEDER
Ludwig SCHUBERT
Simon SCHUNZ
Laurence. SCIALOME
Burkart SELLIN
Martin SELMAYR
Giovanni SERGIO
Anne SERIZIER
Elli SFYROERAS
Vlassios SFYROERAS
Leila SIMONA TALANI
Kim SLAMA
Georges SPYROU
Irini SPYROU
Piero SOAVE
Marta SOLER-GALLART
Bertrand SORET
Jean-Paul SOYER
Harald STIEBER
Liviu STIRBAT
Simon SCHUNZ
Katerina TERLIXIDOU
Béatrice THOMAS
Isabelle THOMAS
Johanna TOUZEL
Loukas TSOUKALIS
Edouard TURKISCH
Alexandre VACHER
Roger VANCAMPENHOUT
Philippe VAN PARIJS
Marion VAN RENTERGHEM
Alexis VAN SOLANGE
Oscar VARGAS
Sofia VASILOPOULOU
Jean-Marc VENINEAUX
Nathalie VERCRUYSSE
Catherine VIEILLEDENT-MONFORT
Jerôme VIGNON
Georges VLANDAS
Sylvie VLANDAS
Timothée VLANDAS
Serge VOLKOFF
David WALKER
Henri WEBER
Tina WEBER
Agnieszka WIDŁASZEWSKA
Charles WILLIAM
Ana YTURRIAGA
Karin ZAUNBERGER

Soutenez notre action !

Le GRASPE est un groupe de bénévoles, qui, depuis 2000, fait vivre cette revue et organise régulièrement des conférences et des rencontres.

Nous avons des coûts (impression, site web, organisation des événements…). Vous pouvez nous aider par une contribution annuelle (montant indicatif : 50 €) à verser sur le compte de GRAACE AISBL (IBAN : **BE12 3632 5925 7192** ; BIC : BBRU BE BB).

Nous vous en remercions par avance !